



مكذا من الأصل

2

## INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

**BALKANS** L'OTAN a poursuivi ses frappes contre des cibles en Serbie, mardi 27 avril, en bombardant à nouveau le bâtiment abritant le siège du Parti socialiste (SPS, au

pouvoir) du président Slobodan Milošević. ● VUK DRASKOVIC, le vice-premier ministre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) a affirmé que « la

Serbie, de plus en plus isolée et faible » devait accepter de maintenir la paix au Kosovo. Il s'est déclaré prêt à organiser des manifestations contre le régime de

Belgrade si celui-ci entérinait la reprise en main de la télévision privée Studio B. ● CES DÉCLARATIONS d'un homme réputé imprévisible ont été accueillies avec prudence par les ca-

pitales occidentales. ● LA MACÉDOINE fait face à un nouvel afflux de réfugiés, alors que près de 150 000 Kosovars se trouvent déjà dans ce pays.

### Vuk Draskovic brave le pouvoir de Slobodan Milošević

L'ancien opposant devenu vice-premier ministre du gouvernement yougoslave s'est dit prêt, mardi 27 avril, à déclencher des manifestations si le régime de Belgrade entérinait la décision de placer la télévision privée Studio B sous la férule de l'armée

L'OPÉRATION « Force alliée » de l'OTAN en Yougoslavie entre, mercredi 28 avril, dans sa sixième semaine. Elle a été doublée d'un renforcement des sanctions de l'OTAN et de l'Union européenne. De premières dissonances se font entendre à Belgrade.

● Le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, a suscité une certaine perplexité en critiquant sans détour dimanche et lundi la politique du gouvernement yougoslave. M. Draskovic s'en est pris à la désinformation pratiquée par les autorités et a estimé que Belgrade devait faire preuve de « courage » pour « aller vers un compromis ». Lundi, M. Draskovic a tenu à préciser qu'il exprimait « la position du gouvernement fédéral » que préside Slobodan Milošević et que « le président serbe, Milošević a

très fermement appuyé [son] point de vue ». Il a appelé mardi à des manifestations pour la démocratie à Belgrade.

● Le porte-parole de l'Alliance atlantique, Jamie Shea, a cru entendre dans ces déclarations les « premiers grondements du malcontentement à Belgrade ». Les Etats-Unis sont demeurés prudents. « Dans quelle mesure il [M. Draskovic] représente la direction à Belgrade, c'est une question toujours en suspens et je me garderai bien de m'exprimer à ce sujet », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, qui ne s'en félicite pas moins de fait que M. Draskovic prenne conscience de l'isolement de son pays.

● L'Union européenne (UE) a décidé de renforcer la panoplie de sanctions imposées à la Yougo-

slavie, lors d'une réunion lundi à Bruxelles. Ces mesures vont de l'interdiction de voyager pour M. Milošević et les siens, à de nouvelles restrictions aux mouvements de capitaux et aux investissements en passant par l'extension du gel des avoirs à l'étranger des gouvernements serbe et yougoslave, l'interdiction des vols commerciaux etc. L'UE a invité le dirigeant modéré albano, Ibrahim Rugova, retenu à Pristina, à participer à sa prochaine session, en mai. Elle a réaffirmé son adhésion à un projet de « paix de stabilité » pour les Balkans qui sera mis en œuvre après l'instauration de la paix.

● Le conseil permanent de l'OTAN devait examiner mardi les modalités de mise en œuvre de l'embargo pétrolier contre la Yougoslavie décidée par le sommet de

Washington. Quant au blocus maritime, le général Klaus Naumann, président du comité militaire de l'OTAN a indiqué que l'Alliance n'aurait pas recours à la force pour arrêter des navires transportant du pétrole à destination de la Yougoslavie. En revanche, un porte-parole du Pentagone a indiqué que « si un navire faisant l'objet de sommations décide de fuir, il pourrait être poursuivi et arrêté en usant de la force si nécessaire ». ● Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été autorisé à revenir au Kosovo pour y travailler librement, lors d'un entretien lundi à Belgrade entre M. Milošević et le président du CICR, Cornelio Sommaruga. M. Sommaruga a indiqué qu'il avait soumis à M. Milošević, pour approbation, un document énumérant les exigences du CICR :

évacuation des blessés, garantie que les populations civiles seraient protégées, fourniture de produits alimentaires, d'eau, d'abris et de médicaments et visite aux prisonniers. M. Sommaruga attend la réponse du gouvernement yougoslave à ces exigences. Il a néanmoins indiqué que M. Milošević lui avait dit : « Nous vous ouvrirons toutes les routes, vous pourrez aller où vous voulez (...) Nous assurerons votre protection mais nous ne pouvons vous protéger des bombardements ». Il a aussi ajouté, toujours selon M. Sommaruga, qu'il n'y a pas un seul prisonnier que vous ne pourrez visiter ». Le président du CICR a pu rendre visite aux trois soldats américains capturés par les Serbes le 31 mars.

● L'OTAN demeure résolue à aller jusqu'au bout. Elle va intensifier « cette semaine » ses bombardements en les concentrant au Kosovo sur les forces serbes. Les bataillons serbes au Kosovo vont vivre prochainement « un cauchemar », a déclaré à Bruxelles un responsable de l'Alliance sous couvert d'anonymat. Tandis que l'un des vingt-trois hélicoptères de combat américains Apache, arrivés en Albanie, s'est écrasé lundi lors d'un exercice près de Tirana, le secrétaire à la défense William Cohen a ordonné le déploiement, à partir du week-end, de 30 avions ravitailleurs supplémentaires au sein des forces de l'OTAN engagées dans l'opération « Force alliée ». Ils font partie du contingent de 300 avions de combat, de reconnaissance et de ravitaillement en vols supplémentaires réclamés par le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées.

#### « Négociations très constructives » entre M. Talbott et M. Ivanov

Le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, a déclaré, mardi 27 avril, que les discussions qu'il venait d'avoir avec le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, avaient été « très constructives ». « J'ai appris beaucoup sur la perception de la situation par la Russie et je suis convaincu que les Etats-Unis et la Russie collaborent, aux côtés de nombreux autres pays, en faveur d'un retour à la paix dans la région », a-t-il dit à la presse. M. Talbott devait ensuite rencontrer Viktor Tchernomyrdine, l'envoyé du président Boris Eltsine pour la Yougoslavie, qui a rappelé que M. Talbott « est une personne qualifiée, qui connaît bien l'Europe et la Russie ». M. Tchernomyrdine s'est entretenu par téléphone pendant plus d'une heure avec le vice-président américain, Albert Gore, sur les possibilités de règlement du conflit au Kosovo. (AFP/Reuters)

A quelques kilomètres de nous, la guerre touche toute une population. Les conséquences du conflit sont désastreuses. Des milliers de personnes sont déplacées, des familles de fortunes sont déjà sur place.



Plus que jamais, nous avons besoin de vous. Participez à notre collecte de dons\* au profit des Réfugiés du KOSOVO.

Ne les oubliions pas...

Association Reconue d'Utilité Publique par décret du 30 juillet 1995.

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code Postal : ..... Ville : .....  
Je souhaite faire un don de ..... FF à Hôpital Sans Frontière pour son action au KOSOVO.  
Ci-joint mon chèque libellé à l'ordre "HSF Mission KOSOVO"  
à renvoyer à Hôpital Sans Frontière / Hôpital Rothschild - 33, bd Picpus 75571 PARIS Cedex 12.  
Tel. 01 43 44 24 24 - Fax : 01 43 44 80 39  
Merci de votre soutien.



### Les déclarations tonitruantes d'un homme imprévisible

L'HOMME a la réputation d'être imprévisible et d'apprécier les jeux de la rampe. Aussi, les déclarations tonitruantes sur la perception de la situation par le vice-premier ministre fédéral, Vuk Draskovic, lundi 26 avril, allant à contre-courant de la position défendue par les onglets par son président, Slobodan Milošević, laissent-elles perplexes. Pour beaucoup d'observateurs, il est probable que cet ancien opposant rallié au président Milošević au début de 1998 se soit avant tout exprimé en son honneur, « contre le vent ».

Pour la première fois depuis le début des frappes de l'OTAN, Vuk Draskovic fait donc entendre une voix dissonante au sein de la coalition au pouvoir regroupant le Parti socialiste (SPS) de Slobodan Milošević, la Gauche yougoslave (JUL, néocommuniste) de Mira Marković, son épouse, le Parti radical (SRS, ultranationaliste) de Vojislav Seselj et le Mouvement serbe du Renouveau (SPO, droite nationaliste) de Vuk Draskovic, entré au début de l'année 1996 au gouvernement.

Il affirme. Reprenant des propos déjà tenus la veille, Vuk Draskovic s'est répandu lundi dans les médias pour affirmer que la Yougoslavie devait accepter une force de maintien de la paix des Nations unies qui pourrait inclure des soldats de l'OTAN, si tel était la décision du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans une interview télévisée dimanche soir, celui qui l'appelle communément « Vuk » (le loup) avait appelé « ceux qui dirigent le pays » et l'a « préférable à l'opposition ». « Il n'est pas près de me mettre au peuple et à lui dire la vérité », a-t-il souligné, c'est qu'« nous sommes seuls » : « l'OTAN n'est pas près de s'effondrer, la Russie n'aidera pas militairement la Yougoslavie et l'opinion internationale est contre nous ». Interviewé lundi sur CNN, il a soutenu que le gouvernement yougoslave fait « le courage d'aller vers un compromis » sur la base du respect de la Charte des Nations unies.

Pour la première fois depuis le début des frappes de l'OTAN, Vuk Draskovic fait donc entendre une voix dissonante au sein de la coalition au pouvoir regroupant le Parti socialiste (SPS) de Slobodan Milošević, la Gauche yougoslave (JUL, néocommuniste) de Mira Marković, son épouse, le Parti radical (SRS, ultranationaliste) de Vojislav Seselj et le Mouvement serbe du Renouveau (SPO, droite nationaliste) de Vuk Draskovic, entré au début de l'année 1996 au gouvernement.

ment. Le déploiement d'une force de l'ONU au Kosovo est en effet une solution rejetée initialement avec force par M. Milošević qui dit ne pas accepter que des observateurs non armés. « Il n'envisage pas non plus la présence de représentants de pays « agresseurs » de l'OTAN.

#### UN PARIS RISQUÉ

Les dirigeants des partis de l'opposition yougoslave ont relevé les critiques de Vuk Draskovic contre M. Milošević. Le gouvernement pro-occidental du Monténégro, seconde république yougoslave, a réagi le premier. « Voici le signal qu'une Serbie différente et démocratique est en train de naître », a affirmé Miodrag Vuković, le président du Parti socialiste démocratique, au pouvoir au Monténégro. Mais à Belgrade, le leader du Parti démocrate, Zoran Djindjić, a réagi avec plus de retenue aux déclarations de son ancien allié à la tête de la coalition d'opposition Zajedno, dont il a appris à se méfier. Si Vuk Draskovic reprend « l'opinion du gouvernement fédéral », cela pourrait représenter « une bonne nouvelle », a-t-il simplement déclaré.

Les Etats-Unis semblent sur la même longueur d'onde. « Dans la mesure où les commentaires de M. Draskovic reflètent une reconnaissance de la réalité qui a cruellement manqué jusqu'ici, tout va bien », a déclaré James Rubin, porte-parole du département

d'Etat. « Dans la mesure où M. Draskovic reconnaît que la Serbie est en passe de devenir chaque jour de plus en plus isolée et faible, tandis que l'OTAN se renforce chaque jour, encore une fois, cela nous convient », a-t-il poursuivi. « Mais dans quelle mesure il représente la direction [yougoslave] à Belgrade, c'est une question toujours en suspens et je me garderai bien de m'exprimer à ce sujet », a conclu le porte-parole.

Le dernier coup d'éclat de Vuk Draskovic apporte un début de réponse. Le président du SPO a en effet appelé, mardi 27 avril, à des manifestations pour la démocratie à Belgrade, à la suite d'informations non confirmées selon lesquelles l'armée aurait pris sous sa coupe la chaîne de télévision privée qu'il contrôle, Studio B. « Nous descendrons dans la rue et manifesterons (...) contre cette décision antidémocratique », a déclaré Vuk Draskovic à la BBC, ajoutant qu'il était prêt, si nécessaire, à se dresser contre l'homme fort de Belgrade, Slobodan Milošević. L'ancien opposant avait perdu une grande partie de sa crédibilité dans l'opinion publique serbe en acceptant de participer au gouvernement. En jouant la carte de la confrontation, il fait peut-être le pari de redorer son blason. Un pari risqué alors que le pouvoir de Slobodan Milošević semble solidement ancré.

Christophe Châtelot

### L'opposition « entre le marteau de l'OTAN et l'enclume du régime »

L'OPPOSITION démocratique serbe est totalement désorganisée mais certains intellectuels – professeurs d'université, académiciens, anciens responsables de théâtres, militants de mouvements anti-guerre du temps des combats en Bosnie, journalistes – tiennent à exprimer une vue des événements différente de celle du régime. Ainsi, le 17 avril, 27 d'entre eux ont-ils adressé une lettre de « citoyens serbes inquiets » au Courrier des Balkans, qui est une banque de données sur la situation économique, politique et culturelle de cette région et qui soutient les médias démocratiques (site internet : <http://bok.net/balkans/>).

« Opposants de longue date au régime actuel, et militants pour une Serbie démocratique et anti-nationaliste, ayant choisi de rester en Yougoslavie (...) parce que nous voulons voir notre pays réintégrer la communauté mondiale des nations », les signataires condamnent « avec véhémence les bombardements de l'OTAN qui ont gravement accéléré l'escalade de la violence au Kosovo et qui sont la raison des déplacements de populations, hors et à l'intérieur du Kosovo ». Mais ils

réprouvent également « l'épuration ethnique de la population albanaise perpetrée par les forces yougoslaves » – une expression qu'on n'a pas l'habitude d'entendre de la part du régime de Slobodan Milošević –, ainsi que « la violence de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) dirigée contre les Serbes, les Albanais modérés et autres communautés ethniques du Kosovo. La catastrophe humanitaire au Kosovo (morts, souffrance psychologique et physique extrême pour des centaines de milliers d'Albanais et de Serbes) doit cesser dès maintenant ».

POUR UNE SOLUTION POLITIQUE

Selon les auteurs de cette déclaration « pour faire régner le respect », « tous les réfugiés de Yougoslavie doivent pouvoir retourner immédiatement et sans condition chez eux, leur sécurité et les droits de l'homme leur étant garantis et une aide pour la reconstruction leur étant proposée. Tous les coupables de crimes contre l'humanité, sans exception, doivent être assignés en justice ».

Les opposants de Belgrade demandent l'arrêt immédiat des

combats entre les forces serbes et l'UCK afin de lancer une nouvelle série de négociations. Ils indiquent qu'il n'y aura pas de solution « facile ou rapide, comme dans les conflits similaires, comme en Irlande du Nord ». Ils réclament également la cessation des bombardements de l'OTAN qui ont déstabilisé « encore plus » les Balkans du Sud et dont le résultat final « sera la destruction des fondements économiques et culturels de la société yougoslave ».

Aux yeux des signataires, le régime en place n'a pas été renforcé par les attaques de l'OTAN « du fait de la réaction naturelle des populations qui se rallient autour de leur drapeau en temps d'agression étrangère ». « Nous continuons, ajoutent-ils, notre opposition au régime anti-démocratique et autoritaire actuel » mais les frappes ont affaibli les forces démocratiques en Serbie et menacent le gouvernement réformateur du Monténégro : les opposants se trouvent ainsi actuellement « entre le marteau de l'OTAN et l'enclume du régime ». Ils appellent enfin toutes les parties impliquées à trouver une solution politique au conflit.



## L'intensification des raids de l'OTAN affaiblit l'économie yougoslave

10 500 sorties aériennes depuis le début de l'opération

Depuis le lancement de l'opération « Force alliée », le 24 mars, l'Alliance atlantique a comptabilisé 10 500 sorties aériennes dont un peu plus du quart

LES ANALYSTES de l'OTAN se disent aujourd'hui persuadés du fait que Slobodan Milošević n'est plus en mesure de pouvoir reconstituer ses forces au même rythme qu'elles sont détruites par les bombardements des avions alliés. De la frappe censée être « chirurgicale », au début des opérations, contre la défense aérienne et la défense antiaérienne serbe, on est passé à des vagues de bombardements relativement précautionneux, pour éviter des « dommages collatéraux », puis à un élargissement de la gamme des cibles et à une intensification des raids sur des objectifs militaires et civils, c'est-à-dire économiques et industriels, qui sont présentés comme contribuant à l'effort de guerre de Belgrade au Kosovo. Dernière étape en date : l'embarquement sur les importations de carburants.

Concrètement, les raids alliés s'en sont pris successivement à des stations-radar et aux avions de combat serbes, puis au système nerveux (commandement et communications) qui contrôle les forces de répression au Kosovo, à leurs arrières en Serbie et aux infrastructures (y compris les usines de munitions ou les dépôts de carburant) qui les soutiennent pour, enfin, se consacrer à des émetteurs de radio-télévision, accusés d'être les véhicules de la propagande en faveur du régime, et à une résidence privée de M. Milošević, assimilée à un poste enterré de commandement.

Quelque 10 500 sorties aériennes, dont un peu plus du quart sont de véritables raids d'attaque et le reste des missions de soutien ou de surveillance, sont d'ores et déjà comptabilisées par l'OTAN depuis le début de l'opération « Force alliée ». A en croire les experts de la Defense intelligence agency (DIA), dirigée par le vice-amiral Thomas Wilson et proche de l'état-major interarmées américain, quelque 30 % des capacités-radar de la Serbie (notamment seize radars d'alerte avancée et des radars de batteries de missiles SAM) ont été détruits ; l'aviation d'attaque au sol est réduite de moitié ; 100 % des moyens de ravitaillement ont été mis hors service et 25 % des réservoirs de carburant éliminés ; 50 % des usines et des stocks de munitions ont été rayés de la carte.

Au Kosovo, selon les mêmes sources, la 3<sup>e</sup> armée yougoslave, ses auxiliaires du ministère serbe de l'intérieur (la MUP ou ministarstvo unutarstva poslova), les groupes paramilitaires et les mil-

ciers – le tout alignant 40 000 hommes, 300 chars, autant de véhicules mécanisés et 200 pièces d'artillerie – ont enregistré des pertes difficiles à évaluer mais qui les rendraient moins mobiles sur le terrain, à moins qu'ils ne se dissimulent et se camoufle pour ruser avec les forces de l'OTAN.

**GAMME DE CIBLES ÉLARGIE**  
Les estimations sont d'autant plus malaises que, depuis le début des raids, on a observé que ces moyens serbes se renforcent : 3 000 hommes supplémentaires seraient venus de Serbie, et les groupes paramilitaires du chef nationaliste Arkan seraient, chaque jour, encore plus virulents.

Selon l'amiral Wilson, l'ensemble de ce dispositif répressif, contre lequel l'OTAN va concentrer ses tirs, demeure sous le contrôle direct et encore discipliné de Belgrade, malgré la dégradation de ses moyens de communica-

### Les Européens assurent 40 % des missions

Avant l'arrivée de 30 nouveaux avions-ravitailleurs KC-135 et KC-10 américains, ce qui portera à 167 le nombre global des appareils américains et européens de cette catégorie, l'opération « Force alliée » rassemble à ce jour une flotte de 700 avions, majoritairement déployés en Italie. Les Etats-Unis alignent 500 à eux seuls. En termes de missions de combat, les raids sont assurés à 60 % par les Américains et à 40 % par leurs alliés européens. Cette proportion est sensiblement la même pour ce qui est des autres missions pour le compte de l'OTAN : reconnaissance, supériorité aérienne et interdiction, soutien, guerre électronique et ravitaillement en vol. Le général Wesley Clark souhaite porter à un millier le nombre des avions engagés. Pour deux raisons principales. La première est que l'OTAN, avec une flotte plus importante de ravitailleurs, pulsera, de jour et de nuit, bombarder de nouvelles cibles, et la seconde est qu'elle soit en mesure d'attaquer le territoire serbe davantage en profondeur.

Les générations et en dépit d'un flux très limité – on parle de 2 000 hommes localisés, pour l'essentiel, à Pristina – de déserteurs ou, plus précisément, de jeunes qui n'auraient pas répondu à leur ordre d'appel. Le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe et « patron » de l'opération « Force alliée », a réclamé – et il est en passe de les obtenir – des nouveaux moyens au profit de l'OTAN : quelque 380 avions supplémentaires (parmi lesquels une armada d'appareils de ravitaillement en vol) déployés autour du théâtre des opérations, vingt-quatre hélicoptères d'attaque et des batteries de lance-roquettes multiples en Albanie. Ce renforcement vise à pouvoir élargir l'éventail des cibles et à mettre l'OTAN, avec une centaine d'avions maintenus

lîes, devant la résistance du précédent régime yougoslave et de ses chefs militaires, cherchaient – sans encore l'avouer publiquement – à s'attribuer de nouveaux buts dans les Balkans et, en particulier, comme s'ils tentaient d'affaiblir une économie yougoslave déjà passablement exangue de manière à l'amener au niveau d'activités à celui d'avant la guerre de 1941. Selon l'expression imagée, mais sans doute provocatrice et d'un goût douteux, d'un stratège de l'OTAN, cela revient à vouloir ramener l'économie de son adversaire « à son état, supposé, du temps du Moyen Âge ». En Irak, les destructions infligées en 1991, pendant les hostilités dans le Golfe, par les raids aériens de l'opération « Tempête du désert », ont contribué et concourent encore à considérablement entraver le développement du pays. La Serbie ne dispose pas des ressources du pétrole pour espérer surmonter un tel handicap.

Jacques Isnard

## LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- » Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- » Création, reprise et management de PME
- » Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- » Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- » Audit, conseil et contrôle de gestion
- » Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- » Logistique et grande distribution
- » Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- » Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- » Communication globale et information
- » Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirées)
- » International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pré-emploi) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 + Cadres d'entreprise (ex : ingénierie, gestion, direction, vente, marketing, etc.)

ISG

DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury

ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tel. 01 56 26 26 26

SKOPJE (Macédoine)  
de notre envoyé spécial

Les portes claquent, on entre, on sort, on passe une tête, on s'apostrophe en albanais, en turc, on apprête une théière, on vole une cigarette. Un bureau de El Hilal, en Macédoine, tient toujours un peu de la Cour des miracles et, d'ailleurs, le miracle a bien eu lieu, à la fin du mois de mars, à la frontière avec le Kosovo.

Lorsque la vague des réfugiés déferlait sur le camp improvisé de Blace et que les pesantes organisations onusiennes peinaient à réagir, les microbus et les tracteurs mobilisés par l'organisation macédonienne El Hilal assuraient un mini-point humanitaire qui permettait d'éviter la mort.

Aujourd'hui, El Hilal continue de parer au plus pressé avec le soutien d'organisations internationales qui bénéficient de ses réseaux d'entraide. « Nous avons des réunions toutes les vingt-quatre heures et, pour l'instant, nous ne voyons pas au-delà », assure un bénévole, professeur de mathématiques à Tetovo, au nord du pays. El Hilal a poussé sur les décombres du communisme yougoslave, au début des années 90. « Il y a toujours eu chez nous une tradition de solidarité qui a pu s'exprimer avec l'ouverture vers la démocratie », estime son secrétaire général, Behljudin Chehabli. Le croissant qui apparaît sur le logo vert et bleu

de l'organisation rappelle à la fois son nom, « Nouvelle Lune », inscrit en caractères romains et arabes, et ses racines religieuses à l'origine de nombreuses suspicitions.

Pour certains diplomates occidentaux, El Hilal n'est que le fourmier d'un fundamentalisme islamique masqué. Pour le gouvernement macédonien majoritairement slave orthodoxe, cet activisme n'est qu'une manifestation parmi d'autres du nationalisme de la minorité albanais musulmane.

A Studenjan, près de Skopje (la capitale), le correspondant de l'organisation, Mutualip Ademi, est l'imam de la mosquée. Après des années d'études au Koweït, il s'exprime aisément en arabe classique, suit avec assiduité les programmes de la chaîne d'information qatariote al-Jazeera et regrette l'extrême flexibilité de l'islam des Balkans tout en ne voyant pas comment les choses pourraient changer.

**SENSIBILITÉ COMMUNAUTAIRE ALBANAISE**

Mais des parcours comme le sien semblent bien rares. Au bureau de El Hilal à Tetovo, les filles aux jeans ajustés et aux cheveux décolorés travaillent côté à côté avec les garçons, et on serait bien en peine de trouver une quelconque référence à l'islam dans le petit bureau du président.

En revanche, la sensibilité communautaire albanaise est bien présente. L'incurie des autorités macédoniennes à Blace et dans les

camp de réfugiés a profondément marqué les esprits et libéré des propos définitifs à l'encontre des « Macédoniens », sous-entendu les Macédoniens slaves.

Dans le village de Sedlare, à l'ouest de Tetovo, l'instituteur, Ymer Sirani, correspondant de fraîche date de El Hilal, n'éprouve que mépris pour « ces Macédoniens qui ont facturé l'accueil chez eux de réfugiés du Kosovo ». « Ils ne souffrent pas pour nous, ils souffrent pour Milosevic », ajoute-t-il en tapant du poing sur la table du petit café où il retrouve habituellement ses amis.

A Skopje, le secrétaire général s'efforce de convaincre de l'universalisme de El Hilal. « Nous aidons les gens quelles que soient leur religion, leur nationalité. Nous avons accueilli des Croates et des Bosniaques, et pas seulement les musulmans, quand leurs pays étaient en guerre. Et puis, nous avons déjà apporté de l'aide aux Macédoniens », assure-t-il.

Historien et spécialiste de l'art islamique, il souligne aussi que, « à la direction de l'organisation, sur une cinquantaine d'enseignants ou d'enseignantes, il n'y a qu'un seul religieux. D'ailleurs, nous recevons très peu d'aide des pays européens », précise-t-il. Avec la prolongation de la guerre, El Hilal n'est pas au bout de ses peines.

G. P.

## Les camps macédoniens sont saturés par l'arrivée de nouveaux réfugiés

L'interminable exode vers la Macédoine se poursuit. 150 000 Kosovars se trouvent aujourd'hui dans un pays qui affirme ne pouvoir en accueillir plus de 20 000



50 km

■ CAMP DE RÉFUGIÉS

■ TRANSPORT VERS D'AUTRES PAYS

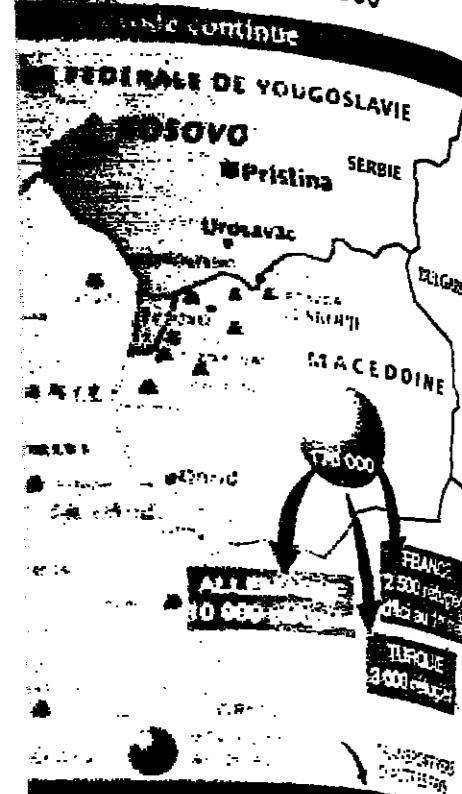
■ RÉFUGIÉS AU 26 AVRIL

■ L'exode continue

■ RÉFUGIÉS D'ICI AU 1<sup>er</sup> MAI

niens sont saturés  
d'ouveaux réfugiés

la Macédoine se poursuit,  
t'aujourd'hui dans un pays  
n'accueille plus de 20 000



La Macédoine se poursuit, t'aujourd'hui dans un pays n'accueille plus de 20 000

La Macédoine se poursuit, t'aujourd'hui dans un pays n'accueille plus de 20 000

La Macédoine se poursuit, t'aujourd'hui dans un pays n'accueille plus de 20 000

La Macédoine se poursuit, t'aujourd'hui dans un pays n'accueille plus de 20 000

La Macédoine se poursuit, t'aujourd'hui dans un pays n'accueille plus de 20 000

La Macédoine se poursuit, t'aujourd'hui dans un pays n'accueille plus de 20 000

La Macédoine se poursuit, t'aujourd'hui dans un pays n'accueille plus de 20 000

La Macédoine se poursuit, t'aujourd'hui dans un pays n'accueille plus de 20 000

En Grèce,  
les non communistes  
de Synaspismos  
veulent lutter  
contre la guerre

ATHÈNES  
de notre envoyé spécial  
« Européens de tous les pays,  
unissez-vous ! » A l'initiative du petit  
parti de la gauche non communiste, Synaspismos, quelques centaines de manifestants ont marché, dimanche 25 avril, de Marathon à Athènes, pour protester contre les bombardements de l'OTAN et condamner le régime de Milosevic. Ils étaient moins nombreux que le public rassemblé, hier, sur la place de la Constitution par le collectif d'artistes qui avait déjà dénoncé la livraison du chef kurde Abdullah Ocalan à la Turquie, mais ils voulaient représenter la Grèce moderne, européenne, celle qui récuse les slogans nationalistes et la mythologie de la « fraternité d'armes avec la Serbie orthodoxe ».

Il n'est pas facile de résister à la vague qui secoue la Grèce depuis l'extrême gauche, avec le parti communiste de Grèce (KKE) qui retrouve les accents antiaméricains de la guerre froide, jusqu'à l'extrême droite, politiquement insignifiante mais qui se reconnaît dans les diatribes de la presse populaire et les anathèmes du patriarche. M. Christodoulou n'avait pas attendu la guerre du Kosovo pour replonger l'église orthodoxe dans la vie politique grecque. Cependant les bombardements de la Serbie lui offrent l'occasion de condamner en l'OTAN un « pion du diable » et de jeter l'opprobre sur ceux qui « se disent chrétiens et s'attaquent à un peuple pratiquant la même religion ».

PAS DE FRATERNITÉ ANCESTRALE  
Pour les Grecs, la guerre est proche. M. Milosevic, qui a également sur les écrans d'une télévision qui s'étend plus sur les dommages, dénonçait les bombardements qui sont le nettoyage ethnique. Ils voient les chars qui remontent du port de Salonique vers la Macédoine. 97 % des Grecs condamnent l'intervention armée de l'OTAN. Comment, dans ces conditions, garder la tête froide et ne pas trop gêner un gouvernement qui s'efforce avec un certain succès de concilier la solidarité avec l'Alliance atlantique et les réactions spontanées de l'opposition ?

Synaspismos, une coalition des anciens communistes qui avaient rompu avec Moscou et d'une gauche plus intellectuelle, a face à la guerre, l'attitude ambiguë qu'il a adoptée face au gouvernement Simits. Il est dans l'opposition bien qu'il approuve la volonté du premier ministre de qualifier la Grèce pour l'Euro. Une forte proportion de ses membres serait même prête à faire l'appoint si le Pasok (parti socialiste au pouvoir) venait à se diviser. De même, il critique les frappes de l'OTAN sans tomber dans le tropisme balkanique qui charge les conflits du présent de tout le poids du passé. En 1992, il s'était déjà distingué du monde politique grec en acceptant que le petit Etat voisin de Skopje se nomme Macédoine.

Pas la fraternité ancestrale avec les Serbes - sur laquelle il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire -, mais le respect de la souveraineté ; pas la solidarité des orthodoxes, mais les doutes sur la possibilité pour les Kosovars de retourner un jour dans leurs foyers ; pas la peur frénétique de la Turquie, mais la crainte d'une déstabilisation de toute la région que les Occidentaux voulaient précisément éviter. Synaspismos tente d'introduire dans le débat grec une autre logique, une logique européenne qui n'est pas éloignée de la politique du gouvernement Simits. Dans cette gauche non communiste, tout le monde n'est pas encore d'accord sur le droit d'ingérence, mais, dans un pays officiellement si chatouilleux sur le respect des frontières qu'il serait prêt à se battre pour les cailloux de la mer Egée, certains commencent à l'admettre, à une condition cependant : que cette ingérence ait été légitimée par les Nations unies.

Daniel Vernet

## Le monde musulman, sceptique sur les motivations de l'Alliance, affiche une certaine discréetion

Pour eux, une solution doit être parrainée par l'ONU

Les pays musulmans, singulièrement arabes, ont envoyé aux réfugiés albanais du Kosovo une aide plurielle. L'Organisation de la conférence

islamique a pris contact avec l'Union européenne et la Russie pour réclamer une solution qui garantisse le retour des Kosovars chez eux.

Ce même pays craignent néanmoins que l'intervention de l'OTAN au secours des Kosovars ne soit le prétexte à l'écart de l'ONU.

Jacques Chirac, le Groupe de contact de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), une cinquantaine d'Etats) avait eu des réunions communes avec son homologue occidental (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, France, Russie). En un mot

Alors, les images se brouillent et la crainte existe de voir les Kosovars devenir les Palestiniens de l'Europe, si l'OTAN ne va pas jusqu'au bout de sa propre logique.

« Bravo, mille fois bravo ! » si l'OTAN achève sa tâche, a noté

### Les Emirats vont financer la construction d'un aéroport à Kukës, en Albanie

Les Emirats arabes unis vont financer la construction d'un aéroport à Kukës, dans le nord de l'Albanie, destiné au transit de l'aide aux réfugiés du Kosovo, a rapporté, lundi 26 avril, le quotidien émirati *El Ittihad*, proche des milieux officiels. Une délégation officielle des Emirats qui se trouve en Albanie a signé un contrat avec une compagnie albanaise lui confiant l'exécution des travaux. La première tranche, qui comprend la construction d'une piste, d'une aire de stationnement de 40 000 m<sup>2</sup> et d'une tour de contrôle mobile, doit être terminée dans dix jours, ajoute *El Ittihad*.

Par ailleurs, le premier ministre pakistanaise, Nawaz Sharif, dont le pays est membre du Groupe de contact pour la Yougoslavie de l'Organisation de la conférence islamique, va se rendre en Albanie mercredi 28 avril pour apporter son appui aux réfugiés, a annoncé le ministère des affaires étrangères. Le Pakistan a déjà offert 12 000 convertentes et 342 tentes pour les réfugiés kosovars.

comme en milie, les pays musulmans s'étaient fait briument entendre, non sans être parfois écouter. On est loin de tout cela

Le Groupe de contact de l'OCI s'est bien réuni pour discuter de l'affaire du Kosovo. Il a pris contact avec l'Union européenne - avec laquelle s'est dégagée une « large convergence de vues » - et avec la Russie. L'OCI veut d'abord et avant tout le rétablissement des Kosovars dans leurs droits au retour dans leurs foyers et à « l'autodétermination ». Et si, pour les pays musulmans, le président Slobodan Milosevic est seul responsable de la situation actuelle, c'est au Conseil de sécurité et non à l'OTAN de mettre en œuvre un règlement du problème.

Le spectacle de centaines de milliers de Kosovars sur les routes de l'exil forcé, de ces camps de tolles supposés être provisoires, de tant de défenses humaines et de déchirures, il est difficile aux pays musulmans, singulièrement aux Arabes, de ne pas penser au terrible exode des Palestiniens en 1948, départ contraint lui aussi, supposé être temporaire et qui s'esternise.

tamment écrit le prince Khaled Ben Sultan, fils du ministre saoudien de la défense, dans un éditorial publié à la Une du quotidien *El Hayat*. Mais si l'OTAN réussit qu'à aggraver les choses, à faire des habitants du Kosovo de pauvres réfugiés et à multiplier le nombre de camps d'asile à travers le monde.

« Les Américains ne nous ont pas habitués à se battre pour des principes », un diplomate arabe

« Dans la mesure où l'OTAN, pour de bonnes ou mauvaises raisons, vote aujourd'hui au secours des Kosovars, il n'est pas possible de la critiquer », dit le diplomate arabe. Cela n'avait pas été le cas en Bosnie et cela fait une grande différence. Mais des changements sont également survenus au sein du monde musulman, dont les moins n'ont pas

## Le septième anniversaire de la RFT au son des canons

A LA VEILLE de la date anniversaire de la création (le 27 avril 1992) de la République fédérale de Yougoslavie (RFT, Serbie et Monténégro), la télévision s'est adonnée à un exercice, annuel, impératif : la lecture des télogrammes de félicitations qui ont afflué sur la table du président fédéral, Slobodan Milosevic.

Le président de Serbie, Milan Milutinovic, a ainsi mentionné « la lutte héroïque du peuple serbe pour la défense de la liberté, de l'indépendance et de l'intégrité du pays ». « Nous allons poursuivre cette lutte jusqu'au bout, avec succès », a-t-il dit. Le premier ministre fédéral, Momir Bulatovic, allié monténégrin de Slobodan

Milosevic, a souligné que cette lutte était menée avec le président Milosevic, chef de « la résistance populaire, en tant que commandant en chef de l'armée yougoslave ». Il a conclu sur la « résolution du gouvernement fédéral à apporter sa pleine contribution à la défense, à la restauration et au futur développement de la Fédération yougoslave, tant dans la guerre que dans la paix ».

Le chef d'état-major de l'armée yougoslave, Dragoljub Ojdanic, y est allé, lui aussi, de son message en assurant que l'organe qu'il commande est « déterminé à poursuivre cette guerre jusqu'à la victoire finale ». Il espère que « la raison l'emportera au sein de la

communauté internationale et que la violence laissera la place à la recherche d'une solution pacifique que notre pays prône depuis le début de la crise ».

La radio de Belgrade, de même que la télévision serbe, n'ont fait que d'aucun télogramme de deux vice-présidents ministres, Vojislav Seselj et Vuk Draskovic. Le premier est un ultranationaliste favorable à la guerre à outrance. Le second, nationaliste convaincu et opportuniste avéré, vient de critiquer l'intransigeance de Slobodan Milosevic face à l'OTAN. Un message de Milo Djukanovic, le président du Monténégro (second pays de la RFT avec la Serbie), dont Milosevic n'a jamais reconnu l'élection, était encore plus improbable.

PORTÉ OUVERTURE  
Passé la longue litane des télogrammes, les bulletins d'information ont relaté la rencontre entre Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), et le président Milosevic qui a assuré que « du côté yougoslave, il n'existe aucun obstacle à ce que les représentants équipes de la Croix-Rouge internationale accomplissent leur tâche sur l'ensemble du territoire de l'« Yougoslavie ». Il a toutefois estimé que « le seul obstacle à leur engagement réside dans les bombardements incessants d'objectifs civils. Bombardements responsables de leur départ du Kosovo dès le début de l'agression contre la Yougoslavie ». Il a tenu à préciser

que les attaques aériennes de l'OTAN sont la seule raison empêchant « le retour massif des réfugiés ».

Ce bilan « positif » de l'action des forces de sécurité et cette porte officiellement ouverte à un retour d'organisations internationales au Kosovo s'accompagne de nombreux commentaires notant le semi-échec des Etats-Unis face à l'Europe lors de la récente réunion au sommet de l'OTAN. Si l'union de l'Alliance a été sauve, les analyses constatent que l'intervention terrestre au Kosovo n'a pas obtenu de feu vert et que les dirigeants européens, et notamment le président Chirac, se sont opposés, comme l'écrivit un quotidien chinois cité par la télévision, à la volonté des Etats-Unis « de mettre les pays européens sous le joug pour tirer le char du gendarme international ».

Hector Forest

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999 / 5

## DÉPÈCHES

### EXPLOSION

■ Deux grenades lancées par des inconnus ont explosé, lundi 26 avril au soir, devant un poste militaire français en Macédoine sans faire de blessés, a annoncé un porte-parole des forces françaises. Il s'agit du deuxième incident visant les forces françaises de l'OTAN en Macédoine. La semaine dernière, une jeep française avait été incendiée dans un village à majorité serbe où un convoi français s'était trouvé sous une pluie de pierres jetées par les habitants. (AFP)

### CENSURE

■ Le centre de presse de l'armée yougoslave a tenté, par un décret, d'imposer une censure totale. Intitulé « Code de conduite à l'usage des correspondants étrangers dans la République fédérale de Yougoslavie en état de guerre », le décret a été publié le jour de l'enterrement de plusieurs employés de la Radio-Télévision serbe, RTS, dont les cadavres avaient été retrouvés dans les ruines de l'immeuble de la télévision d'Etat deux jours après son bombardement par l'aviation de l'OTAN. Rédigé dans un style militaire et signé par le colonel Milivoje Novkovic, il contient dix points. Le cinquième affirme : « Tout le matériel de presse - texte, photos, son et vidéo - doit être soumis à l'inspection du Centre officiel de presse avant d'être transmis. Les émissions en direct de radio et télévision ne sont pas autorisées ». (Corresp.)

### ONU/NOMINATION

■ Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, va nommer d'ici un jour ou deux un émissaire spécial chargé de le conseiller sur la crise des Balkans, a fait savoir son porte-parole lundi 26 avril. Il pourrait s'agir soit de l'ancien chancelier autrichien Franz Vranitzky, soit de l'ancien premier ministre suédois Carl Bildt, a-t-il laissé entendre, minimisant les rumeurs qui voulaient que ce poste revienne au chef de l'Etat finlandais. (Reuters)

### DÉCLARATION DU G7

■ Les ministres des finances du G7 (les sept grands pays industrialisés) ont appelé la communauté internationale, lundi 26 avril, à se mobiliser pour aider les pays riverains de la Yougoslavie à faire face aux retombées économiques du conflit du Kosovo, selon le communiqué publié à l'issue de leur réunion, mais ne font aucune allusion directe à une aide financière. Les institutions internationales et le Fonds monétaire international doivent « jouer un rôle crucial » dans cet effort, estiment simplement les grands argentiers du G7. (AFP)

### AIDE

■ Un bateau, le *Fret-Aquitaine*, affrété par l'Association des régions de France, devait quitter, mardi 27 avril à midi, le port de Marseille pour le port de Durrës, en Albanie, avec à son bord 2 500 tonnes de colis alimentaires, du matériel de télécommunication et douze camions. Deux autres bateaux devraient appareiller dans les prochaines semaines pour acheter l'aide des organisations non gouvernementales françaises au Kosovo.

### CLANDESTINS

■ Environ 800 immigrés clandestins dont de nombreux réfugiés kosovars ont été interceptés dans la nuit de lundi 26 à mardi 27 avril sur les côtes des Pouilles (sud), a-t-on appris de sources policières. Lors de ces opérations, une petite embarcation utilisée pour le transport des clandestins a été saisie par les forces de l'ordre ainsi que 31 kilogrammes de haschisch, et deux passeurs albanais ont été arrêtés. (AFP)

### Hector Forest

Bac +2  
Osez le cinéma !  
et les métiers de l'image !  
ESEC  
Assistant de réalisation, assistant de production,  
montage on-line et virtuel, effets spéciaux numériques  
Diplôme national homologué par l'Etat  
2 années d'études + stage professionnel  
Documentation au 01 43 42 43 22

الآن من

مكذا من الأصل

## Les Etats-Unis souhaitent que l'Europe prenne le relais pour tirer la croissance mondiale

La baisse de l'euro a été suffisante, selon les ministres des finances du G 7

Les ministres des finances du G 7 se sont retrouvés lundi 26 avril à Washington, dans le cadre des réunions de printemps du FMI et de la

Banque mondiale. Ils ont relevé « plusieurs signes d'amélioration » dans certaines régions du monde, reflétant « des signes de meilleures

performances dans certaines économies émergentes ». Au Japon, la conjoncture reste incertaine et elle s'affaiblit en Europe.

**WASHINGTON**  
de notre envoyée spéciale  
Les Etats-Unis veulent que l'Europe fasse plus d'efforts pour soutenir sa croissance. Ce n'est pas nouveau, mais le communiqué du G 7 publié à l'issue de la réunion à Washington, lundi 26 avril, des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales des pays industrialisés n'a pas donné lieu à une attaque en règle de l'Europe. Tout comme a été, *in extremis*, évitée une allusion trop directe à la faiblesse persistante de l'euro face au dollar.

Les Etats-Unis, qui tirent quasi-mérits la croissance mondiale grâce à une économie florissante, avaient multiplié ces derniers mois les déclarations sur la nécessité pour l'Europe de mieux stimuler sa demande intérieure. Un discours relayé par le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus. « Il est maintenant temps, après huit années de superbes performances en matière de croissance, que les Etats-Unis connaissent un certain ralentissement. Et il est plus que temps que les économies européennes fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour stimuler leur croissance », avait-il déclaré quelques jours avant

l'ouverture de l'assemblée du FMI. Le communiqué du G 7 reprend cette préoccupation et, pour diplomatique qu'il soit, le rappel à l'ordre n'en existe pas moins. Soulignant que « les perspectives de croissance dans la zone euro sont affaiblies, bien qu'à des degrés différents selon les pays », les Sept sont convenus « de l'importance de poursuivre des politiques macroéconomiques appropriées et de mettre en œuvre des réformes structurelles pour améliorer la croissance et l'emploi à moyen terme ».

**ASSUMER SES RESPONSABILITÉS**  
Rappelant que la croissance française devrait bien se tenir en 1999 (elle devrait être « selon les événements plutôt de 2,2 % ou de 2,5 %, mais en tout cas sensiblement supérieure à la plupart des grands voisins européens »), ministre français des finances, Dominique Strauss-Kahn, a balayé l'allusion implicite à la loi sur les 35 heures, critiquée quelques jours plus tôt dans le rapport semestriel du FMI, affirmant que « quand on fait plus de croissance que les autres, on a dû faire plus de réformes structurelles que les autres ».

S'agissant des taux de change, les Sept ont réaffirmé dans leur

communiqué leur volonté de maintenir « une forte coopération pour promouvoir la stabilité du système monétaire international et des taux de change entre les grandes monnaies qui doivent refléter les données fondamentales des économies ». Pour parvenir à un degré satisfaisant de stabilité des changes entre l'euro, le dollar et le yen, le ministre français des finances a souhaité davantage de « coresponsabilité mondiale dans les domaines économique et monétaire ».

Quant au niveau de l'euro qui a perdu 10 % de sa valeur face au dollar depuis son lancement le 1er janvier dernier, Dominique Strauss-Kahn a indiqué qu'il « n'y avait pas de souci à se faire pour l'instant » (1 euro s'échangeait contre 1,06 dollar mardi matin).

Il est clair que l'Europe doit assumer sa part de responsabilité dans le soutien de la croissance mondiale, a déclaré le ministre français. Dans le conflit de chaînes qui oppose l'Europe aux Etats-Unis, la France a indiqué que les pays européens avaient joué un rôle décisif dans l'ajustement des balances courantes des pays d'Asie en crise.

Selon M. Strauss-Kahn, la dégradations de la balance commerciale de l'Union européenne vis-

à-vis des pays asiatiques en crise, Japon compris, a été supérieure à la dégradation de la balance commerciale des Etats-Unis vis-à-vis de ces mêmes pays (-36 milliards de dollars pour l'Union européenne contre -27 milliards de dollars pour les Etats-Unis). « Le partage du fardeau n'est pas dans déséquilibre » a-t-il affirmé.

Cette réponse du berger à la bergère ne doit toutefois pas faire oublier le décalage réel de la croissance entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires. Le ralentissement de la croissance européenne intervient alors que le Japon n'est pas encore sorti de sa longue récession. Les Sept ont pris acte des mesures importantes prises par Tokyo pour faire face à ses difficultés. « Malgré quelques améliorations, les perspectives à court terme demeurent incertaines », soulignent les Sept.

Malgré ces incertitudes, la crise financière globale « semble terminée », a déclaré Michel Camdessus. Mais il ne faudrait pas que, paradoxalement, cette amélioration se traduise par une moindre volonté de réforme du système financier international, a prévenu M. Strauss-Kahn.

Babette Stern

## M. Bouteflika a été investi président de la République algérienne

**ABDELAZZIZ BOUTEFLIKA** devait être investi président de la République algérienne mardi 27 avril au matin, après avoir prêté serment lors d'une cérémonie au Palais des nations. Successeur de Liamine Zeroual, M. Bouteflika a de hautes ambitions pour les cinq années de son mandat. Pendant sa campagne électorale, il n'a eu de cesse de stigmatiser les « présidents stagiaires » qui, pour précedé, coupables selon lui d'avoir laissé l'Algérie partir à la dérive. Aura-t-il les moyens de ses ambitions ?

A première vue, aucun doute n'est permis. La Constitution confère au chef de l'Etat des pouvoirs exceptionnels. A la Chambre des députés, il dispose d'une majorité écrasante. Le Sénat est à sa botte. Le syndicat officiel a appelé à voter en sa faveur. Il contrôle la télévision et la radio. Avec une telle dot, le nouveau chef de l'Etat peut prendre son temps. Et sans doute M. Bouteflika – qui dirige la diplomatie algérienne pendant les années Boumédiène – va-t-il consacrer les semaines à venir à la préparation du prochain sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui se tiendra à Alger courant juin. L'amélioration de l'image de marque de son pays à l'étranger en dépend.

D'ici là, la reconduction du gouvernement en place, toujours sous la houlette de Samill Madani, paraît acquise. Seules des retouches lui seront apportées. Le changement d'équipe adviendra plus tard.

Pour faire oublier les conditions douteuses de son élection, le 15 avril (il était seul en lice après le retrait des six autres candidats, qui entendaient dénoncer ainsi des fraudes), M. Bouteflika, qui s'est présenté en candidat « libre », parti-

san d'une « réconciliation nationale », pourrait libérer Abassi Madani, le chef historique de l'Front islamique du salut (FIS), toujours placé en résidence surveillée, assouplir les conditions de détention d'Ali Benhadj, son numéro deux, et surtout faire entrer dans les faits l'accord conclu à l'automne 1997 entre les militaires algériens et l'Armée islamique du salut (AIS), le bras armé du FIS bloqué à l'époque par le président Zeroual, il prévoyait – pour autant qu'on le sait – l'intégration des quelques milliers de combattants de l'AIS dans des structures paramilitaires officielles (milices, groupes d'autodéfense).

**SOUTIEN DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT**  
Ces initiatives, même si elles se concrétisent, ne garantissent pas que M. Bouteflika ait les coudées plus franches que son prédécesseur – poussé vers la sortie par ses pairs militaires. Elles ne prouvent pas davantage que le nouveau président bénéficie de l'appui de la hiérarchie militaire dans son ensemble.

Qu'il ait celui des très puissants services de renseignement ne fait plus guère de doute depuis la publication dans *Le Canard enchaîné* d'une conversation téléphonique croustillante entre le numéro deux de la sécurité militaire, le général Smaïn Lamari, et l'attaché militaire de l'ambassade d'Algérie à Paris (*Le Monde* du 18 février). Il y était question d'appuyer le débat – « titulaire » du poste.

Pour autant, le soutien du chef d'état-major, le général de corps d'armée Mohamed Lamari, n'est pas acquis à M. Bouteflika, de l'avis de plusieurs spécialistes. « Il a affiché sa neutralité »,

soulent un intellectuel algérien. « Par de minuscules gestes publics, le patron de l'armée algérienne a montré que l'ancien premier ministre réformateur Mouloud Hamrouche avait sa préférence et que Bouteflika n'était pas son candidat », analyse-t-il.

« Jusqu'à il y a peu de temps, la hiérarchie militaire a fonctionné par consensus. Aujourd'hui, elle est divisée, traversée par des divergences profondes sur le rôle de l'institution militaire et c'est le cœur du pouvoir algérien qui est atteint. Le système a implié. Plus personne n'est assez fort pour s'imposer au sein de l'armée. Candidat d'un clan, le président Bouteflika va être fragilisé. Il aura du mal à tenir », affirme un diplomate.

L'occasion d'y voir plus clair ne devrait pas tarder, avec la nomination d'un nouveau ministre de la défense. Le poste est stratégique en Algérie : le président Ben Bella a été démis par son ministre de la défense, le colonel Houari Boumedienne ; et le « tombeau » du président Chaïd a été aussi son ministre de la défense, Khaled Nezzar. Pour éviter toute mauvaise surprise de ce genre, M. Zeroual, militaire de carrière, avait préféré conserver pour lui-même ce portefeuille après son élection à la présidence, suivant en cela l'exemple de Boumedienne.

On imagine mal M. Bouteflika – un civil – faire de même. A qui va-t-il confier le poste ? A un militaire à la retraite sans attaches particulières ? A un proche des services de sécurité ? Ou à un homme du général Mohamed Lamari ? La réponse donnera une première idée de la liberté dont dispose le nouveau chef de l'Etat.

Jean-Pierre Tuquoi

## Le Royaume-Uni renonce au projet de frégate européenne Horizon

LONDRES  
de notre correspondant

Mauvaise nouvelle pour la coopération européenne de défense tant voulue ces derniers mois à Saint-Malo, et récemment à Washington : la Grande-Bretagne a décidé, lundi 26 avril, de se retirer du programme le plus emblématique du siècle en matière de coopération navale, celui de la frégate Horizon. « Ce ne serait pas rentable », a déclaré aux Communes le secrétaire d'Etat à la défense, John Spellar. La France, l'Italie et le Royaume-Uni avaient décidé la construction commune de cette frégate en décembre 1992 et signé un accord en juillet 1994, avant l'arrivée au pouvoir de Tony Blair. Les premiers bâtiments – il s'agit d'une frégate anti-aérienne déplaçant 6 000 tonnes – devaient être livrés en 2004.

Évalué à 80 milliards de francs (15,1 milliards d'euros), le projet, dérivé d'un programme précurseur de l'OTAN qui a échoué, s'était concrétisé en février 1995 par la création d'un consortium tripartite, l'Horizon International Joint Venture Company Ltd (IJVC). Mais, déjà, les désaccords

sur le dessin de la frégate, puis sur sa construction se sont multipliés au point qu'une réunion d'urgence entre les trois ministères de la défense concernés a dû être organisée le 23 mars à Villacoublay (Yvelines). Il fut décidé de se donner quatre semaines de délai supplémentaire pour que soient présentées des propositions acceptables par les trois gouvernements.

**UN SYMBOLE POLITIQUE FORT**  
Le délai est écoulé. Le retrait de Londres signifie que chaque pays va maintenant devoir construire soi-même les frégates dont il a besoin – 12 pour les Britanniques, 4 pour les Français et 6 pour les Italiens. Ce qui constitue peut-être une bonne nouvelle pour les armées nationales concernées et, en particulier, pour la direction des constructions navales (DCN) française. Mais ce qui est, selon John Maples, le ministre « fantôme » conservateur de la défense, « très décevant pour l'avenir des projets de collaboration multinationale ». La France et l'Italie notamment tentent beaucoup au symbolique pour que représentent Horizon pour la coopération navale

européenne. Après les promesses contenues dans l'accord de défense franco-britannique de décembre 1998 à Saint-Malo, beaucoup ont cru que le projet de frégate était assuré, M. Blair ayant indiqué qu'il y tenait.

« C'est la faute aux conservateurs », qui ont embrigadié Londres dans l'aventure Horizon, s'est défendu M. Spellar. « La meilleure approche, a fait savoir George Robertson, ministre de la défense, est celle d'un contrat national combiné avec la recherche d'un maximum de profit tirés d'une coopération sur l'armement des navires ». Tout, en effet, n'est pas perdu puisque le programme commun de missiles anti-aériens PAAMS (principal anti-air missile system) qui devait armer les frégates reste, lui, d'actualité. Lors d'une réunion tripartite, le 25 avril à Washington, en marge du sommet de l'OTAN, des responsables des ministères de la défense française, italien et britannique sont convenus de poursuivre leur collaboration, lancée en mars 1996, sur ce système et « d'adopter une solution commune pour les besoins futurs de leurs marines en matière de moyens anti-

riens ». Le PAAMS doit aussi équiper, en France, d'autres bâtiments comme le porte-avions Charles-de-Gaulle.

Selon le communiqué publié à Londres, les trois pays concernés ont l'intention d'attribuer rapidement le contrat pour le développement du système PAAMS, qui sera au cœur de la future défense aérienne de leurs flottes. C'est, ajoute le communiqué, « une très bonne nouvelle » pour les industriels européens concernés – Thomson-CSF, Matra, Bae Dynamics et Alenia –, « tant en termes technologiques que financiers ». A la lumière des propositions industrielles reçues, les ministères des trois pays sont aussi convenus d'adopter « une approche en collaboration » pour équiper les navires de guerre sur lesquels le PAAMS sera déployé. « Le système de missiles PAAMS, a souligné M. Spellar aux Communes, offrira à la Royal Navy une capacité de défense anti-aérienne qui est tout simplement la meilleure du monde » pour le siècle prochain.

Patrice Claude

## Le ralentissement de la croissance allemande se confirme

**BONN**. Les six principaux instituts de conjoncture allemands ont révisé à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'Allemagne à +1,7 % en 1999 dans leur rapport de printemps, rendu public mardi 27 avril. A l'autome, ils estimaient encore la hausse du produit intérieur brut (PIB) à +2,3 % en 1999, après une progression de +2,8 % en 1998. Les six instituts restent cependant plus optimistes que le gouvernement, qui a révisé sa prévision de croissance à environ +1,5 % cette année, contre +2 % auparavant.

Le marché de l'emploi, souci numéro un du gouvernement du chancelier Gerhard Schröder, devrait légèrement s'améliorer, le taux de chômage moyen tombant à 10,6 % en 1999, contre 11,2 % l'an passé.

En 2000, le chômage devrait encore diminuer à 9,9 %. – (AFP)

## Les crises financières ont accru la pauvreté dans le monde

**WASHINGTON**. L'horizon s'assombrit encore pour les populations pauvres de la planète alors que les efforts pour lutter contre la pauvreté, améliorer la santé et l'éducation sont mis à mal par les conséquences de la crise asiatique, estime la Banque mondiale dans un rapport annuel publié lundi 26 avril à Washington. « Les efforts pour améliorer les conditions-clés du développement sont en danger à l'aube du deuxième millénaire », dit la Banque mondiale dans son rapport.

« Le monde ne peut s'offrir de perdre encore une autre décennie comme celle s'est passée en Amérique latine lors de la crise de la dette des années 80 », poursuit-elle.

## La Banque centrale du Brésil éclaboussée par un scandale

**RIO DE JANEIRO**. Le Brésil mise sur un recul du produit intérieur brut (PIB) en 1999 moins important que prévu, de 2 % ou moins, a déclaré lundi 26 avril à Washington le gouverneur de la banque centrale brésilienne Arminio Fraga. Le FMI de son côté prévoit un recul du PIB de 3,8 % cette année.

Au même moment, à Brasilia, la Banque centrale brésilienne est au cœur d'un scandale. L'ancien gouverneur Francisco Lopes est inculpé à la suite de certaines opérations troubles réalisées dans les jours qui ont suivi, à partir du 13 janvier, la dévaluation du réal. M. Lopes, spécialement nommé pour assurer cette délicate mission, est accusé d'avoir, sous le prétexte déclaré d'éviter « un risque systémique », vendu des dollars à des tarifs « amicaux » à deux banques d'affaires brésiliennes. – (AFP, Corresp.)

Bill Clinton assure

**Yasser Arafat de son soutien**

**GAZA**. Le président palestinien, Yasser Arafat, a reçu, lundi 26 avril, un lettré du président américain Bill Clinton. L'assassinat du leader de ce dernier au « droit des Palestiniens à vivre librement sur leur propre terre », ont indiqué des sources officielles palestiniennes. « C'est pas quelque chose qui est comme une révolution », a déclaré l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU. D'après des sources palestiniennes, les Etats-Unis prônent « une reprise immédiate et accélérée des négociations sur le statut définitif des territoires palestiniens, qui devront être achevées en douze mois ». Des lettres d'assurances similaires ont été adressées à M. Arafat par l'Union européenne et le Japon. A Washington, les Etats-Unis ont appelé les dirigeants israéliens et palestiniens à s'engager à aboutir à un accord de paix « d'ici un an » et ont proposé la tenue d'un sommet à trois à la fin de l'année pour examiner les progrès accomplis. – (AFP)

DÉPÉCHES

**BIRMANIE** : l'Union européenne (UE) a prolongé ses sanctions contre la Birmanie pour six mois, jusqu'à fin octobre 1999. Dans une déclaration adoptée lundi 26 avril à Luxembourg, le conseil des ministres des affaires étrangères de l'UE a « exprimé sa profonde inquiétude face aux violations persistantes des droits de l'homme en Birmanie/Myanmar ». – (AFP)

**TIMOR-ORIENTAL** : la consultation sur l'avenir de l'ancien territoire portugais devrait avoir lieu le 8 août, a annoncé, mardi 27 avril, le président indonésien Bacharuddin Jusuf Habibie. Il a également déclaré, à l'issue d'un entretien à Bali avec le premier ministre australien, que Djakarta signerait le 5 mai, sans l'amender, le projet d'autonomie du Timor-Oriental négocié sous les auspices de l'ONU. Les résultats de la consultation des Timorais orientaux, qui se dérouleront en présence de conseillers de police de l'ONU, seront présentés le 29 août à l'Assemblée (indonésienne) consultative du peuple. – (AFP)

**CORÉE DU SUD** : une série de grèves de protestations contre des vagues de suppressions d'emplois dans le secteur public a pris fin lundi 26 avril en Corée du Sud. Les employés du métro de Séoul ont accepté de reprendre le travail au terme d'une semaine de protestations parfois violentes contre les restructurations. – (AFP)

## Une explosion dévaste en partie l'hôtel Intourist de Moscou

**MOSCOW**. Une forte explosion a dévasté, lundi 26 avril, deux étages de l'hôtel Intourist, l'un des plus célèbres établissements du centre-ville de Moscou. Une bombe, d'une puissance équivalente à un kilo de TNT, aurait été placée dans un ascenseur de service, selon les enquêteurs. Onze personnes ont été blessées, la déflagration ayant brisé les vitres alentours, ouvert un trou d'environ dix mètres dans la façade et provoqué un début d'incendie. L'explosion s'est produite au vingtième étage de l'immeuble, en partie occupé par les bureaux du député Iossif Kobzon. Chanteur très populaire en Russie, M. Kobzon est soupçonné d'être lié à la mafia. En 1997, les Etats-Unis lui avaient refusé un visa d'entrée sur leur territoire. Haut lieu de la prostitution à Moscou, l'hôtel Intourist est, selon le ministre de l'intérieur, Seguei Stepanov, « dans une situation très compliqu

Depuis 30 ans  
cet homme pose  
PROBLEME.

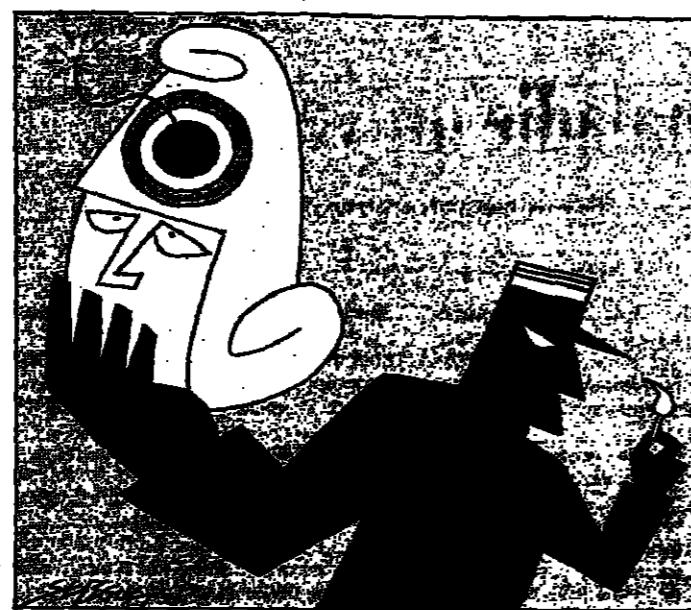
**Et il a RAISON.** Depuis 30 ans, il sait que la croissance de son entreprise dépend d'une informatique sûre, fiable, capable d'évoluer rapidement. Il sait que le réseau informatique est un élément vital de son entreprise. C'est en ayant su répondre à ses exigences, comme à celles des autres utilisateurs des 100 000 systèmes Bull, que nous sommes toujours aujourd'hui son partenaire privilégié. [www.bull.com](http://www.bull.com)

## NETWORKS OF CONFIDENCE

Bull

## هكذا من الأصل





## Les missions contestées du GPS en Corse

**SUSPECTÉ** par la justice d'avoir joué un rôle dans l'incendie criminel d'un restaurant de plage, dans la nuit du 20 au 21 avril, près d'Ajaccio (Corse-du-Sud), le Groupe de pelotons de sécurité (GPS) s'apprête à traverser une zone de forte turbulence, moins d'un an après sa naissance. Crée le 27 juillet 1998 par le major général de la gendarmerie, le GPS devait, en théorie, permettre au gouvernement de disposer d'une force alternative aux différents services de police en place sur l'île. Aux yeux des autorités gouvernementales, il s'agissait, dans un premier temps, de réorganiser les services de l'Etat sous la houlette du préfet de Corse, Bernard Bonnet, et dans un second temps, de contourner d'éventuels réseaux politiques dont l'existence

service de police chargés, par les deux autres juges anti-terroristes - Jean-Louis Bruguière et Laurence Le Vert -, d'enquêter directement sur l'assassinat du préfet, une guerre larvée a débuté, portant le risque d'un ralentissement de l'enquête.

À cours des derniers mois, le GPS et les sections de recherches des Renseignements généraux organisent ainsi, sans le savoir, des filiations sur les mêmes militaires nationalistes.

Les dysfonctionnements entre services de l'Etat étaient tels qu'une personne surveillée dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Enriga a pu retrouver sous son véhicule deux balises de repérages, l'une du GPS, l'autre des RG... Plus grave, lors de la fâcheuse d'une personne considérée comme un pivot du groupe soupçonné d'avoir organisé l'assassinat du préfet, les membres du GPS et les gendarmes eurent la surprise de constater, au pied d'un immeuble d'Ajaccio, qu'une équipe des RG était sur les traces du même homme. Les policiers ne l'apprendront que plusieurs semaines plus tard. Au mois de novembre 1998, découvrant que les gendarmes et le GPS effectuaient des recherches sur Jean-Castella, nationaliste dissident, chef de la branche radicale du mouvement indépendantiste, le patron de la DNAT Roger Marion décida d'interroger brutalement M. Castella. Cette intervention eut pour conséquence, selon certains policiers, de permettre aux personnes visées par l'enquête de connaître l'avancée du travail des gendarmes et des gendarmes.

Par ailleurs, le GPS a effectué des missions dites « de prévention » sur la base de renseignements recueillis par la gendarmerie. De fait, ces actions ont souvent été une complotation en visant des nationalistes corse. Ainsi, de retour de Paris, l'ancien chef du principal mouvement nationaliste corse, A Cuncita Nazionalista, François Santoni, fut intercepté par le GPS à la sortie de l'aéroport de Figari (Corse-du-Sud). Le GPS pensait que le leader nationaliste était non seulement armé mais avait renoncé, depuis sa remise en liberté, au mois de décembre 1998, des contacts politiques en vue de futures négociations. N'ayant aucune arme sur lui, François Santoni fut relâché.

Le peloton fut également réquisitionné pour mener des opérations de surveillance de sites sensibles, tels que des gendarmeries, objet de plusieurs attentats, ces dernières semaines, où des lieux susceptibles d'être pris à partie par des nationalistes. Dans le même temps, certaines rumeurs faisaient état de détournements par les gendarmes, en marge de l'enquête sur la mort du préfet. La publication d'éléments en ce sens dans plusieurs journaux avait conduit le premier ministre, Lionel Jospin, à démentir, le 13 février, l'existence de toute « enquête parallèle » en Corse.

Dans les actions de surveillance dont ils ont la charge, les membres du GPS n'ont pas le droit d'intervenir même si'ils sont témoins d'un acte malveillant. A en croire le colonel Henri Mazzres, patron de la gendarmerie en Corse - aujourd'hui mis en examen dans l'affaire de l'incendie criminel -, c'est dans ce cadre qu'évoluaient les trois membres du GPS, présents sur la plage de Coti-Chavari (Corse-du-Sud), dans la nuit du 19 au 20 avril.

Jacques Pollarou

Après quelques mois seulement, ses membres ont été décriés par les services de la direction nationale antiterroriste (DNAT)

étaient soupçonnés au sein de la police judiciaire et des renseignements généraux depuis le passage de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur. Ainsi, M. Bonnet et la gendarmerie, soutenus par le gouvernement, obtiennent d'importants moyens et le feu vert politique pour confier aux gendarmes une partie du travail de renseignement et de lutte contre les activistes corse, traditionnellement dévolu à la police.

Charge de mener des missions dans le domaine du renseignement, de l'anti-terrorisme et de la protection rapprochée des personnalités, le GPS est une unité rompue aux interpellations musclées et aux techniques de commando. Il compte 95 hommes, dont un commandant et trois officiers, dirigeant chacun un peloton spécialisé. Des moyens techniques importants ont été mis à leur disposition. Le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) leur a cédé des systèmes d'écoutes téléphoniques perfectionnés et des balises permettant de suivre des véhicules à distance ont fréquemment été utilisées.

Après quelques mois seulement, ses membres ont été décriés par les services de la direction nationale antiterroriste (DNAT), dirigée par le contre-général Roger Marion et les membres de la section de recherche des Renseignements généraux, le rôle du GPS dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Enriga apparaissait au cœur des reproches formulés par le ministère de l'Intérieur. Présents en tant que force d'appui auprès des gendarmes saisis par le juge parisien antiterroriste, Gilbert Thiel, de l'enquête sur l'attentat ayant visé la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), où fut dérobée l'arme qui tua M. Enriga, ses membres ont effectué de nombreuses missions de filature de militants nationalistes dissidents considérés comme des cibles potentielles de l'enquête. Le juge Thiel ayant demandé aux gendarmes de ne pas communiquer les éléments découverts au cours de leurs investigations au

## Jacques Chirac exclut tout entretien officiel avec les chefs de la droite d'ici au 13 juin

Nicolas Sarkozy a lancé sa campagne européenne à Paris en présence d'Edouard Balladur

L'Elysée a fait savoir, lundi 26 mars, que « le président de la République, n'ayant pas vocation à intervenir dans les campagnes électorales, et

alors que va s'ouvrir la campagne européenne, reporterà tous ses rendez-vous avec des personnalités engagées dans cette campagne ». Jacques Chirac répond ainsi aux dirigeants du RPR et de DL, qui souhaitaient qu'il ne reçoive plus François Bayrou, chef de file de la liste UDF.

formes de rendez-vous d'ici au 13 juin. Toutefois, il considère que le message présidentiel lui, le 24 avril, devant les cadres du RPR est sans ambiguïté.

Dans un communiqué, les responsables du RPR ont donc approuvé la décision du président de la République de « reporter ses entretiens avec les personnalités engagées dans la campagne européenne », en rappelant « qu'ils n'ont jamais annoncé ou commenté chacun de ces entretiens, tant leur proximité est naturelle aux yeux de tous ».

François Bayrou, tête de la liste UDF, s'est félicité de la décision de M. Chirac, qu'il trouve « tout à fait juste et bienvenue ». « On a essayé de le mouiller dans une campagne électorale dans laquelle le président de la République, comme institution, n'a rien à faire. Il écarte les sollicitations qui avaient été faites, il libère des problèmes électoraux, et il trouve qu'il fait très bien », a déclaré le député des Pyrénées-Atlantiques.

La décision de M. Chirac permet, en effet, au chef de file des centristes d'affirmer : « Le président de la République est une référence commune pour tous les partis de l'opposition. » Pas seulement, donc, pour le RPR et pour DL.

Jean-Louis Saux

## Daniel Cohn-Bendit propose au PS et au PCF un meeting commun

L'ÉTAT « pathétique » de la droite inspire les Verts. Tout comme à l'évidence, le regain observé depuis deux semaines, dans les études d'opinion, par la liste écologiste. « Dany est en pleine forme, il a la pêche », confirme Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national des Verts, lundi 26 avril, devant les 40 personnes réunies pour un meeting de campagne à Corbeil-Essonnes. Le ton est donné. Certes, le Kosovo continue d'occuper les esprits. « Nous sommes des listes différentes, mais nous ne sommes pas des adversaires. Je propose un meeting en commun - les socialistes, les communistes, les Verts -, puisque nous faisons un gouvernement ensemble. Nous dialoguerons en amis. »

Et de rêver. « Il y aurait M. Hollande - ou, s'il croit devoir se faire représenter par Jospin, M. Jospin et M. Hue. M. Hollande donnerait l'idéal-type de la liste socialiste, tout et son contraire. Il expliquerait comment on peut être pro-européen avec Chevénement et fédéraliste national sans être fédéraliste, mais pas tout à fait national (...), mais en état pour une fédération des nations ou une nation des fédérations, puisqu'on comprend que cette nation est un « plus » face à la droite républicaine, sans l'être vraiment en comparaison d'une fédération totalement européenne. » Dany reprend son souffle : « On aurait, en tout cas, une position majoritaire, puisque le PS est le parti le plus fort. »

« On saurait davantage, aussi, continue-t-il, sur la position intéressante d'un PC en mouvement et sur la triple parité de cette liste - hommes/femmes, ouvert/contre la guerre. Robert est au milieu du gué, sur une île : il avance, il se noie ; il se recule, il se noie aussi. Donc, il ne bouge plus. Ce n'est plus la position bête et méchante contre l'Europe, c'est le mouvement qui ne bouge pas, l'ouverture dans la tenture. »

Face à tout cela, bien sûr, il y a aussi les Verts, « leur position fédérale, leur vision de la cohésion sociale, écologique et démocratique de l'Europe ». Satisfait de son effet, la tête de liste conclut : « Je crois que si nous nous retrouvions, une seule fois, à Toulouse, à Nantes, à Toulon, nous aurions une démocratie d'avance. Vous vous rendez compte le ridicule pour Sarko [Nicolas Sarkozy] ou Bayrou ? » La tête de liste des Verts se frotte les mains. « Dès ce soir, je vais faire une petite lettre à François, à Robert... »

Ariane Chemin

## DÉPÉCHES

■ SYNDICATS : Maryse Dumas, membre du bureau confédéral de la CGT, chargée de l'action revendicative, souhaite que la seconde loi sur les 35 heures conduise « à renégocier tous les accords dont certains volets seront devenus illégaux ». Mme Dumas refuse « de laisser se prolonger une définition du travail effectif qui permette aux patrons de changer les modalités de calcul des pauses, des jours de congés ou de formation, et de ne pas abaisser la durée réelle du travail ». La seconde loi doit « encadrer strictement » l'annualisation du temps de travail, pour que les durées minimales et maximales « oscillent le plus près possible des 35 heures », précise Mme Dumas dans *L'Hebdo* de la CGT.

■ CONSOMMATION : la consommation des ménages en produits manufacturés a rebondi, en mars, gagnant, en données corrigées des variations saisonnières, 1,6 % après une baisse de 2,8 % en février. Sur un an, elle enregistre un gain de 6,3 %, selon les chiffres publiés, mardi 27 avril, par l'Insee. Elle croît de 3 % pour le premier trimestre.

■ OUTRE-MER : douze organisations indépendantistes de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane ont fait part, lundi 26 avril, de leur volonté d'appeler l'électorat des trois départements français d'Amérique à boycotter les élections européennes du 13 juin.

OPPORTUNITÉS D'ACHATIFICATION

LA VILLE DE PARIS vend LIBRE sur surenchère du 1/10<sup>e</sup> en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue Victoria - LE MARDI 11 MAI 1999 à 14h30

64, RUE VIEILLE-DU-TEMPLE à PARIS 3<sup>e</sup>

UN LOGEMENT de 2 PIÈCES (39 m<sup>2</sup>)

MISE A PRIX : 737.000 F

S'adr : à Maître BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001) 14, Rue des Pyramides - Tél : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71 Visite le mercredi 5 mai 1999 de 13 heures à 15 heures

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue Victoria - LE MARDI 11 MAI 1999 à 14 heures 30

LA VILLE DE PARIS vend LIBRE sur surenchère du 1/10<sup>e</sup> en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue Victoria - LE MARDI 11 MAI 1999 à 14h30

16, RUE SAINTE-ANASTASE à PARIS (3<sup>e</sup>) 1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (31,4 m<sup>2</sup> env.) 1 DEBARAS et 1 CAVE

6, RUE FRANCOIS MIRON à PARIS (4<sup>e</sup>) 1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (68,6 m<sup>2</sup> env.)

1 DUPLEX de 6 PIÈCES (124,7 m<sup>2</sup> env.) 22-24, RUE JACOB à PARIS (6<sup>e</sup>) 1 STUDIO (31,6 m<sup>2</sup> env.)

31, RUE BONAPARTE à PARIS (6<sup>e</sup>) 1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (83,9 m<sup>2</sup> env.)

Pour visites et renseignements s'adresser à : Maître BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001) 14, Rue des Pyramides Tél : 01.44.77.37.31

23, RUE JACOB à PARIS (6<sup>e</sup>) 2 PIÈCES (7 et 14,9 m<sup>2</sup> - avec faculté de réunion des lots) et 2 CAVES (6 et 6,2 m<sup>2</sup>)

1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (139,7 m<sup>2</sup>) avec CAVE (12 m<sup>2</sup>), 2 PIÈCES (1 et 18,8 m<sup>2</sup>), 1 APPARTEMENT de 5 PIÈCES (153,3 m<sup>2</sup>), 2 STUDIOS (13,1 et 18,1 m<sup>2</sup>) avec CAVE (9 m<sup>2</sup>) et GARAGE (15,5 m<sup>2</sup>), 2 DEBARAS (2 et 3,35 m<sup>2</sup> - avec faculté de réunion des 2 débaras)

3, QUAI MALAQUAIS à PARIS (6<sup>e</sup>) 1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (99,5 m<sup>2</sup>)

29, RUE BONAPARTE à PARIS (6<sup>e</sup>) 1 APPARTEMENT de 6 PIÈCES (162,5 m<sup>2</sup>) 2 CHAMBRES (6 m<sup>2</sup>) avec CAVE (19,3 m<sup>2</sup>), 1 LOCAL D'HABITATION de 9 PIÈCES (38,7 m<sup>2</sup>), 3 PIÈCES (deux de 5,3 m<sup>2</sup> et une de 6,4 m<sup>2</sup>) avec faculté de réunion des 3 pièces

Pour visites et renseignements s'adresser à : Maître BOURGES, Notaire associé à PARIS (75008) 77, bd Malesherbes - Tél : 01.44.90.14.14

الآن من الأصل

## Les associations veillent sur la couverture maladie universelle

Les députés examinent le projet de loi apportant une assurance aux six millions d'exclus des régimes complémentaires sous la surveillance des organisations caritatives, particulièrement préoccupées par la présence des mutuelles et des assurances privées dans le dispositif

Les députés devaient commencer, mardi 27 avril, dans la soirée, l'examen du projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), qui concerne quelque six millions de Français, parmi les plus démunis. Les associations caritatives ont eu une

TOUT LONG de l'élaboration du projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), les associations caritatives, régulièrement consultées, ont veillé au grain. Enthousiastes sur l'objectif affiché et réclamé depuis plusieurs années - garantir un meilleur accès aux soins pour les plus pauvres - elles se sont comportées telles des sentinelles, veillant minutieusement aux modalités de sa mise en œuvre. Alors que les députés à l'Assemblée nationale commencent, mardi 27 avril, à examiner ce projet, ces associations renouvellent les mises en garde et pointent du doigt plusieurs amendements adoptés par la commission des affaires sociales.

Ainsi, elles récusent la proposition du rapporteur Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe) d'asseoir à la table du futur conseil d'administration du fonds de solidarité de la CMU les mutuelles et les assurances privées. Elles soupçonnent ces organismes de vouloir res-

treindre les prestations. Et elles considèrent que le « droit d'assurance », qui doit permettre aux six millions de bénéficiaires potentiels de la CMU de choisir entre une caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM), une mutuelle ou une assurance privée pour obtenir une couverture complémentaire, n'est plus assuré.

La CMU est un peu leur enfant. Des « notes de contribution » envoyées à l'ancien premier ministre, Alain Juppé, lorsqu'il avait travaillé à un projet similaire mais moins complet, aux tables rondes organisées au ministère de Martine Aubry, les associations caritatives ont largement participé à la rédaction du projet de loi. C'est d'ailleurs sous leur pression que le gouvernement a donné à l'objectif initial d'Alain Juppé, qui pensait faire seulement appel aux mutuelles et aux assureurs, s'est résolu à associer les CPAM pour le volet complémentaire. Le contexte s'y prêtait. Les atermoiements des mutuelles avaient, en effet, fini par

fonction de vigile dans la mise au point de la réforme. Plaidant, depuis des années, pour que le dispositif soit mis en œuvre, elles ont surveillé de très près le travail gouvernemental et sont à l'origine de nombre

d'amendements. Certaines de ces organisations estiment que le texte que les députés s'apprêtent à examiner, après avoir été amendé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée, est en « rejet » par

rapport au projet initial de Martine Aubry, ministre de la solidarité. La droite est embarrasée par le projet de loi. Elle est favorable au principe de la réforme, mais critique la méthode du gouvernement. Un « DMOS »

projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - n'étant pas prévu, les services de Mme Aubry ont inclus dans le texte des mesures « fourre-tout », sans lien avec la réforme, ce qui irrité de nombreux députés.

### Les principales dispositions du texte

Le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), examiné en urgence par l'Assemblée nationale, mardi 27 avril, doit entrer en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

● Accès au régime de base. Le texte instaure l'affiliation automatique et obligatoire, dès l'âge de seize ans, au régime de base de la Sécurité sociale.

Aujourd'hui, 150 000 personnes en sont encore dépourvues.

● Accès à une couverture complémentaire. C'est le second volet du projet de loi : il prévoit l'accès à une couverture complémentaire quasi gratuite pour six millions de personnes qui n'en bénéficient pas.

Le texte marque la fin de l'assurance personnelle, souscrite par 550 000 personnes, et de l'aide médicale gratuite gérée jusqu'ici par les départements.

● Critères d'attribution. Les bénéficiaires de la couverture maladie universelle doivent justifier d'un lieu de résidence - le siège d'une association suffit pour les sans-domicile-fixe. Le seuil de revenus pour bénéficier d'une couverture complémentaire gratuite, dans l'esprit du projet, est fixé à 3 500 francs (533,57 euros) mensuels pour une personne isolée.

● Coût du dispositif. Le coût du projet est estimé à 9 milliards de francs (1,3 milliard d'euros). Après d'importants transferts financiers (les fonds départementaux sont rentrés), la facture sera, à terme, pour l'Etat, 1,7 milliard de francs supplémentaires (près de 260 millions d'euros), selon les calculs de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale.

● « Droit d'option ». Les bénéficiaires de la CMU auront le choix entre une caisse primaire d'assurance-maladie, une mutuelle ou une assurance privée pour accéder à la couverture complémentaire.

Ceux dont les revenus dépasseront le seuil pourront rester dans le dispositif un an de plus, à des conditions préférentielles. Un amendement du rapporteur Jean-Claude Boulard réserve cet avantage aux personnes qui auront opté pour une mutuelle ou une assurance privée.

● Cotisations. Le principe d'une cotisation « symbolique » - un droit d'entrée de 150 francs ou une contribution périodique de 30 francs - pour l'accès à la couverture complémentaire a été accepté en commission des affaires sociales.

● Extension du tiers payant. Un amendement de M. Boulard étend le tiers payant aux personnes qui s'engageront à consulter le même praticien.

### La droite veut une réforme, mais critique le gouvernement

ATTENTION, DANGER ! La droite considère le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU) comme un écueil. S'opposant à un texte dont le principe avait été annoncé par le gouvernement d'Alain Juppé, en novembre 1995, est risqué. Mais l'applaudir est impensable... A force de peser le pour et le contre, l'opposition RPR-UDF-DL a fini par se mettre d'accord sur cette position commune : « Favorable au principe, opposée à la méthode ! »

Jean-François Debré a toutefois couru le risque d'une opposition frontale. « Quand le texte a été annoncé à l'Assemblée nationale, certains l'ont plutôt bien accueilli, d'autres ont voulu s'y opposer. A tous, nous leur avons dit : "Attention !" », raconte le président du groupe RPR au Palais-Bourbon, lors d'un déjeuner de presse sur la CMU, le 14 avril. M. Debré était entouré notamment de Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie), Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) et Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône), qui présenteront chacun une motion de procédure contre ce texte jugé « sympathique », « nécessaire », mais « dangereux ».

« Nous allons bousculer vers l'assistanat », a alerté M. Accoyer. La droite critique, au premier chef, le principe du seuil de revenus (3 500 francs (533,57 euros) pour une personne isolée) et le nouveau dispositif qui réglera pas non plus, selon M. Barrot, les difficultés d'accès

aux soins des classes moyennes : « Un couple qui gagne 8 700 francs par mois avec deux enfants aura toujours les mêmes problèmes d'accès aux soins ! »

La droite dénonce également la « confusion des rôles » entre les caisses primaires d'assurance-maladie (CPAM), les mutuelles et les assurances auxquelles les bénéficiaires de la CMU pourront indifféremment s'adresser pour leur assurance complémentaire. L'opposition parle que les personnes éligibles à la CMU choisissent entre intégralement prises en charge par les CPAM. M. Mattéi juge qu'il y a « concurrence déloyale ». C'est le passage de la Sécurité sociale à un système à deux vitesses. La CMU, c'est le Medic Aid américain ! »,

Le député de Haute-Loire juge que la CMU va déstabiliser les « gens modestes » dont les ressources se situent à la charnière du seuil fixé par le projet de loi de la ministre de la solidarité, Martine Aubry. « Il faut montrer qu'il y a une logique de solidarité et de responsabilité », ajoute M. Barrot, proche de Jacques Chirac. Le texte de M. Aubry prévoit que les personnes éligibles à la CMU ne paient qu'une cotisation « symbolique ». « Ce texte est une trappe à pauvreté : il va dissuader les gens de gagner au-delà du seuil, qui devront dès lors payer leur couverture complémentaire ! », a renchéri M. Mattéi. Le nouveau dispositif ne réglera pas non plus, selon M. Barrot, les difficultés d'accès

poursuit M. Accoyer, médecin, en faisant allusion au système fédéral d'assurance-maladie des plus démunis en vigueur aux Etats-Unis, accordé en fonction des revenus

#### TEXTE ALTERNATIF AU SÉNAT

Le député de Haute-Savoie compte aussi démontrer l'« effet considérable » de la CMU sur le budget de l'Etat. Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), rapporteur de la commission des affaires sociales, a calculé que la « charge nette » supplémentaire pour l'Etat, de 1,7 milliard de francs (près de 260 millions d'euros) (*Le Monde* du 22 avril), n'est qu'un « prétexte » au passage de la Sécurité sociale à un système à deux vitesses. La CMU, c'est le Medic Aid américain ! »,

Le rapporteur se base sur un coût de prise en charge de 1 500 francs par personne et par an. Or, en Haute-Savoie, où la population est plutôt jeune, l'aide médicale gratuite représente déjà un coût annuel de 1 920 francs par individu, et la carte solidarité-santé, 2 200 francs... », note le maire d'Ameyz-le-Vieux.

Opposée à la CMU, la droite n'entend pas, toutefois, entrer dans le débat. Aucun amendement ne devrait être défendu au nom de l'opposition. « Nous n'avons pas d'amendements », ont été déposés en commission pour dénoncer les « effets pervers » du projet de loi. « Il est difficile de corriger un texte quand la copie est très contestable ! », justifie M. Barrot. M. Mattéi se montre plus pragmatique. « On sort d'une discussion très longue sur les sujets de société, explique-t-il, en évoquant le débat sur le pacte civil de solidarité. On a vu les effets pervers... Cette fois-ci, en cinq ou six heures, nous souhaitons développer nos propositions. » « Nous allons montrer une philosophie différente », ajoute Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire).

Aux députés la philosophie, aux sénateurs de « mettre les mains dans le cambouis ». « Puisqu'ils sont majoritaires », ce sont eux qui auront la tâche, moins populaire, de proposer un texte alternatif.

Clarisse Fabre

### Un projet de loi peut en cacher un autre

Le député Philippe Séguin, qui avait déposé un article dans le titre « modernisation sanitaire et sociale », n'a pas grand-chose à voir, bien qu'ils soient accrochés au texte, avec le « grand projet social » du gouvernement consacré à la couverture maladie universelle (CMU). Dépêché de ne pas avoir obtenu une réforme parlementaire pour dépasser d'une loi portant sur diverses mesures d'ordre social (DMOS) qui lui aurait permis de régler quelques problèmes en attente, le ministre de la solidarité, Martine Aubry, a décidé d'utiliser la CMU.

La droite comme à gauche, les députés n'ont pas appris l'inclusion de ces articles « fourre-tout » et l'ont fait savoir. Ainsi, sur les 220 amendements examinés en commission des affaires sociales, 60 concernaient ce chapitre et, parmi les 63 propositions adoptées, un bon tiers traite de ces articles consacrés à la réforme des consultations de dépistage du virus du sida, à la formation des infirmiers du secteur psychiatrique, ou bien encore à la diffusion des informations médicales.

Le texte ayant été présenté de la sorte depuis le départ, au conseil des ministres comme devant le Conseil d'Etat, la manœuvre est effectuée. Le rapporteur spécial, Yves Séguin, alors ministre des affaires sociales et de l'emploi dans le gouvernement de Jacques Chirac, avait obtenu du Parlement, qui examinait un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, le vote d'un amendement reprenant le texte d'une ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, que le président de la République, François Mitterrand, avait refusé de signer. L'amendement de cette disposition par le Conseil constitutionnel avait contraint M. Séguin à présenter un nouveau projet de loi au conseil des ministres du 18 mars 1987.

Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône), en soulignant « la situation impossible à laquelle sont confrontés les parlementaires », a dénoncé l'« intervention parlementaire va brouiller le débat sur la CMU », s'est plainte Jacqueline Fraysse (PCF, Hauts-de-Seine). Même le président socialiste de la commission, Jean le Garrec, a assuré qu'il avait tout fait pour l'éviter, sans succès. « Les six articles constituent en quelque sorte un "mini-DMOS" ». Il ne faut donc pas chercher une quelconque logique entre les différentes dispositions concernées », a reconnu M. Rémy, lui-même, le rapporteur en a pourtant

rajusté, en introduisant de nouvelles mesures sur le statut des médecins titulaires de diplômes étrangers ouverts en dehors de l'Union européenne et sur la formation des personnels hospitaliers.

#### ARTICLE LIBERTICIDE

« On ne pouvait pas faire autrement. Certaines dispositions doivent être régées sans attendre », soit pour combler un vide, soit pour faire des raisons de mise en conformité avec la réglementation européenne, plaide l'entourage de M. Aubry. L'article 33, consacré aux conditions d'utilisation de la future carte de Sécurité sociale, a été adopté sans succès. « Les six articles constituent en quelque sorte un "mini-DMOS" ». Il ne faut donc pas chercher une quelconque logique entre les différentes dispositions concernées », a reconnu M. Rémy, lui-même, le rapporteur en a pourtant

listé en novembre 1988. Une démarche vainue. Le Conseil d'Etat ayant finalement approuvé les principales dispositions (*Le Monde* du 2 avril)... le protocole d'accord avec les pharmaciens se trouve, lui aussi, validé par la loi.

L'article 37, destiné à réglementer l'accès aux dommages du système de santé à « d'autres personnes » que les organismes officiels, a pourtant acheté de seurer le trouble parmi les députés. Il aurait, en effet, abouti à l'impossibilité, pour la presse, de publier des enquêtes, comme celle se fait sur les hôpitaux, par exemple. Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) a donc justifié : « L'intervention du législateur est nécessaire, compte tenu de l'annulation par le Conseil d'Etat des dispositions. » Pour des raisons identiques, les conventions médicales passées en 1987 entre l'assurance-maladie avec un syndicat de médecins généralistes et un syndicat de médecins spécialistes, dans la foulée des ordonnances Juppé, doivent être validées (article 36). Autrement, les actes médicaux pris et remboursés durant cette période devraient être caduques.

Le rapporteur a estimé que « il n'y avait pas volonté du législateur de porter atteinte à la liberté d'information », cet article temporait d'une certaine maladie. Une nouvelle rédaction a été trouvée. Désormais, pour éclairer « toute décision arbitraire », l'aménagement des ministres sera subordonnée à l'avis conforme, public et motivé de la Commission nationale de l'information et des libertés.

I. M.

fie universelle

plémentaires sous la surveillance  
des personnes privées dans le dispositif

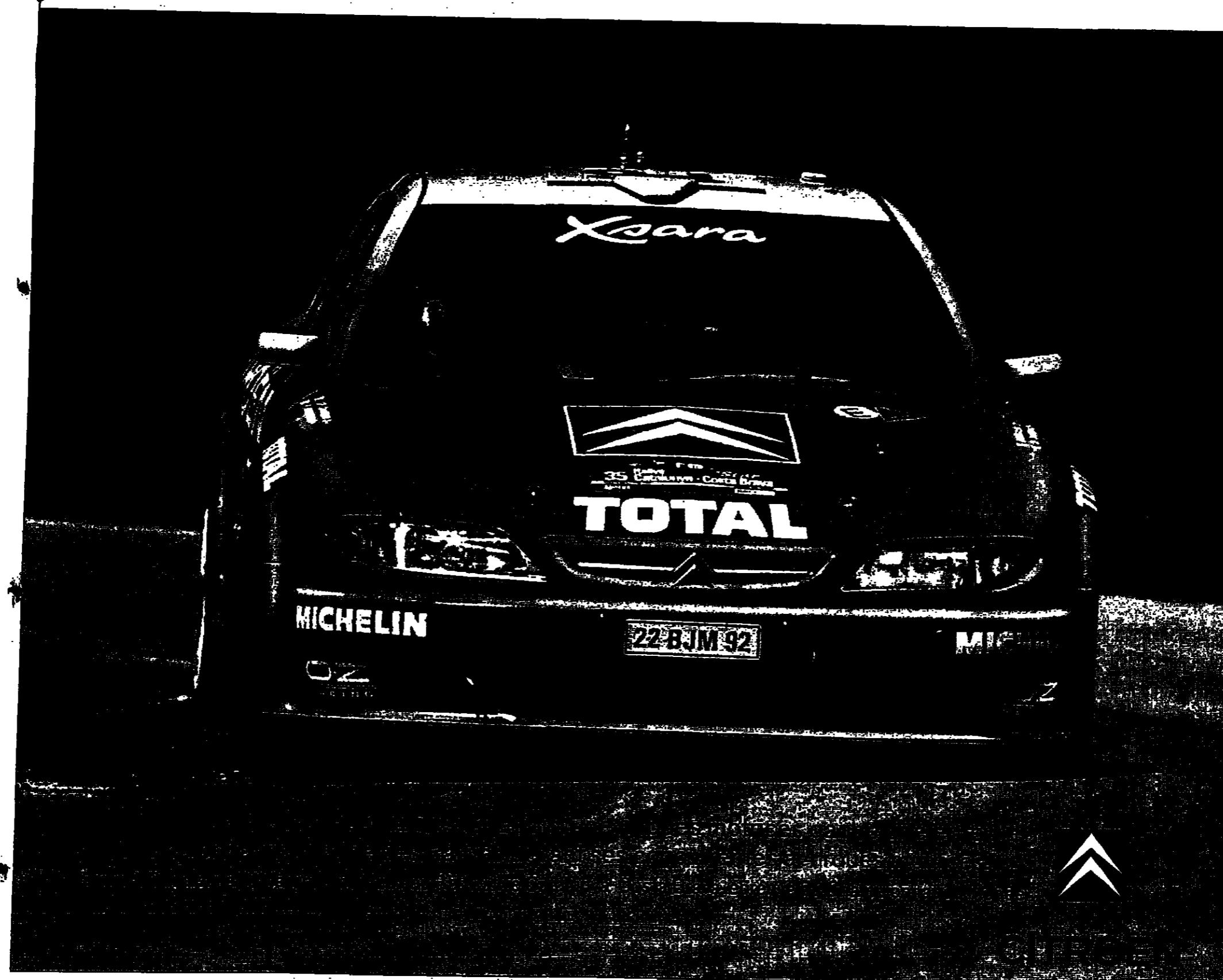
Le projet de loi portant diverses mesures  
d'ordre social, n'étant pas prévu, le 1er  
mars de M. Aubry, ont inclus dans le texte  
des mesures à l'égard, tout à sans l'avis  
des députés, qui ont été de nombreux débat-

vement

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999 / 11

**POUR GAGNER,  
IL N'Y A PAS MIEUX  
QUE XSARA.**



مكتبة من الأصل

هذا من الأصل

## Les nouvelles pistes de Satolas inquiètent les riverains

Le développement prévisible de l'aéroport de Lyon, qui vise à devenir « la seconde porte d'entrée en France », suscite des craintes dans les communes voisines. De très nombreux permis de construire ont été accordés dans les zones pourtant réservées, dès 1970, à l'extension des infrastructures

### LYON de notre correspondant régional

Le projet d'extension de l'aéroport de Lyon-Satolas fait du bruit. Avec ses 5 millions de passagers et ses 100 000 vols commerciaux enregistrés en 1998, la plate-forme aéroportuaire de la région Rhône-Alpes, ouverte au trafic en 1975, dérange. Depuis plusieurs mois les riverains de l'aéroport et une partie des élus sont sur le pied de guerre et campent sur leurs revendications : la fermeture de Satolas la nuit, la réduction de la pollution sonore et la création d'un observatoire de surveillance du bruit et des trajectoires des avions. Ces opposants craignent que l'aéroport, qui occupe actuellement 1 100 hectares, ne déborde très vite sur les 900 hectares de réserves foncières qui l'entourent.

Cet espace constitue l'atout majeur de Satolas pour les vingt ou trente prochaines années, concède Guy Mahler, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Lyon, concessionnaire de l'aéroport. Mais la création d'une troisième piste ne s'imposera que lorsque le nombre de passagers approchera les 10 mil-

lions par an. Cet objectif pourrait être atteint dès les années 2005 ou 2006, selon la chambre de commerce et d'industrie (CCI), si la croissance du trafic se poursuit au rythme annuel de 6 %.

Cette perspective est jugée « irréalistique » par les membres de l'Association contre l'extension et les nuisances de l'aéroport de Satolas (Acenas), mais aussi par un rapport d'expertise demandé par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar). Celui-ci souligne : « les

grandes incertitudes » qui pèsent sur l'augmentation du trafic de cet aéroport à vocation essentiellement « euro-régionale ».

### 71 DESTINATIONS

Mais la rapide montée en puissance du hub (plate-forme de correspondances) mis en place par la compagnie Air France il y a un an a déjà accru très sensiblement le nombre des passagers en correspondance ainsi que l'offre de vols : soixante et onze destinations dont quarante internatio-

nnales. Mais ce hub va surtout multiplier le nombre des atterrissages et les décollages d'avions dont la capacité moyenne n'excède pas cinquante passagers. Cette spécificité de Satolas peut rendre nécessaire, plus rapidement que prévu, la construction d'une troisième piste.

Les experts se montrent très prudentes. Ils estiment qu'à l'horizon 2015 le trafic global sur cet aéroport devrait se situer dans une fourchette comprise entre 9 et 12 millions de passagers, et entre 10 et 16 millions pour 2030. Certes, le nombre des mouvements d'appareils devrait s'envoler, mais la croissance du trafic passagers n'excédera pas les 2 % ou 3 %, pronostique l'auteur du rapport commandé par la Datar, François Plassard, directeur de recherches au CNRS : « La construction de deux pistes supplémentaires ne relève pas d'une décision urgente et elle laisse le temps de mettre en place une véritable procédure de concertation avec les riverains », note le rapporteur.

Toutefois, le préfet de la région Rhône-Alpes, Michel Besse, presse le ministre des transports,

Jean-Claude Gayssot, pour qu'il signe rapidement le projet de modification de l'avant-projet de plan masse (APPM) de l'aéroport de Lyon-Satolas. « L'APPM permet de sauvegarder sur le moyen terme et le très long terme toutes les potentialités de la plate-forme. Mais cela ne vaut pas autorisation pour créer de nouvelles pistes. Personne n'a aujourd'hui la certitude que le projet existe », prévient M. Besse. L'objectif est d'abord de garantir intact l'espace réservé pour l'extension future de l'aéroport.

En effet, au cours des vingt dernières années, les réserves foncières incluses dans l'APPM de 1970 ont été sérieusement écorchées : cent quarante permis de construire ont été délivrés par plusieurs communes proches de l'aéroport, en toute légalité, dans

des zones pourtant interdites à la construction en raison de leur exposition au bruit et au survol des avions. Une situation pour le moins absurde qui met en évidence de graves dysfonctionnements administratifs.

### « DES MYTHES »

« Recherchons moins les responsabilités que les possibilités d'indemnisation », demande aujourd'hui le président de la CCI, M. Mahler. Il souhaite que le développement de l'aéroport soit relancé par la mobilisation des opposants aux troisième et quatrième pistes. Pour lui, les atouts de Satolas sont énormes : « Notre ambition est très clairement de constituer la seconde porte d'entrée en France après Paris, le grand aéroport dont Lyon, le sud-est de la France et les régions frontaliers [Genève et Turin] auront besoin, et de devenir la seconde plate-forme de correspondance de la compagnie nationale [Air France]. » Mais il exclut que Satolas devienne un jour le « troisième aéroport parisien ». La distance à couvrir entre Lyon et les sites de la capitale – actuellement de deux heures en TGV – est, selon lui, trop « dissuasive ».

« Satolas a vécu sur un certain nombre de mythes pour son développement, qu'il s'agisse de la saturation de Genève et des autres grands aéroports européens, ou de son devenir comme troisième aéroport parisien, met en garde le rapport remis à la Datar. Il ne faudrait pas que naîsse un nouveau mythe : ce n'est pas parce qu'il dispose de réserves foncières importantes que Satolas doit pratiquer une politique de développement dans toutes directions. »

Quant à la présidente de l'Acenas, Evelyne Lavezzi, elle dénonce la « logique d'entreprise » du concessionnaire de l'aéroport et sa volonté de « gérer le ciel comme une entreprise privée » au détriment de ses deux cent vingt mille riverains, répartis dans quarante-deux communes. L'association sera reçue, mercredi 28 avril, par le ministre des transports.

Claude Francillon

## Des élus midi-pyrénéens manifestent en voiture pour réclamer des routes

### TOULOUSE de notre correspondant régional

« Le problème, c'est que tout le monde se situe dans l'exception », a estimé la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, en visite de travail dans le cadre de la préparation des contrats de plan Etat-région, lundi 26 mai, en Midi-Pyrénées. L'exception, ici, concerne les communications routières – autoroutes, 2x2 voies ou rocade – dont la région, la plus vaste de France, s'estime servie. La plupart des élus demandent à l'Etat de consentir un véritable « plan Orsec » pour remédier au « déclassement » de Midi-Pyrénées, chacun des huit départements considérant, d'ailleurs, sa propre exception plus prioritaire que les autres. Un chiffre illustre l'avalanche : les demandes s'élèvent à 8,3 milliards de francs (1,26 milliard d'euros). Or, lors du précédent contrat de plan, les travaux routiers ont déjà mobilisé 3,7 milliards de francs, soit la moitié des fonds. Mme Voynet a eu beau jeu de rappeler chacun à la « hiérarchisation des projets » en fonction de leur utilité sociale.

Les élus du sud du département du Tarn, soutenus par les chambres consulaires et la plupart des chefs d'entreprise, avaient organisé, le même jour, une manifestation routière d'un nouveau genre : quatre cents véhicules environ sont partis de Castres en cortège jusqu'à la capitale régionale, Toulouse, où ils ont provoqué un beau charivari. Les maires de Castres, Mazamet et des quatorze autres communes du district sont convaincus que, sans une amélioration qualitative de leur réseau routier, le deuxième bassin d'emploi de la région sera sacrifié, la fracture territoriale s'aggradera et

le déclin s'avèrera durable. Le sud du Tarn réclame donc le passage à 2x2 voies des liaisons Castres-Toulouse et Albi-Castres, ainsi qu'un axe européen reliant l'A61 (Toulouse-Carcassonne) et l'A68 (Toulouse-Albi).

Mme Voynet, qui refuse de « faire passer un dossier au-dessus de la pile en raison d'une manifestation » ainsi que « toute promesse clientéliste », leur a répondu, impavide : « Aux élus de démontrer que leurs projets de nouvelles infrastructures routières sont nécessaires du point de vue des trois objectifs du gouvernement : l'emploi, la solidarité sociale et territoriale et le développement durable. »

Jean-Paul Besse

### DÉPÉCHE

ARDÈCHE : le tribunal de grande instance de Privas (Ardèche) a ordonné, lundi 26 avril, le rétablissement de l'alimentation en eau dans les quarante-huit heures à une vingtaine d'abonnés ardéchois qui en sont privés pour avoir refusé de payer leurs factures, les jugeant trop élevées. Depuis plus de six ans, plus de six cents Ardéchois refusent de régler leurs factures à l'exploitant du réseau, la Compagnie de services et d'environnement (CISE), filiale de Bouygues. Regroupés au sein d'une association, ces abonnés ont versé l'équivalent du montant de leurs factures depuis 1992 sur un compte bloqué chez un huissier. En début de semaine dernière, la CISE, qui avait mis en demeure plusieurs contrevenants de régler leur facture avant le 2 avril, a procédé aux premières coupures d'eau.

BMW 328Ci  
BMW coupé BMW Série 3  
4m48, 1475 kilos.  
canons de la beauté  
encore évolué.

A PARTIR DU 22 AVRIL CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE

riverains

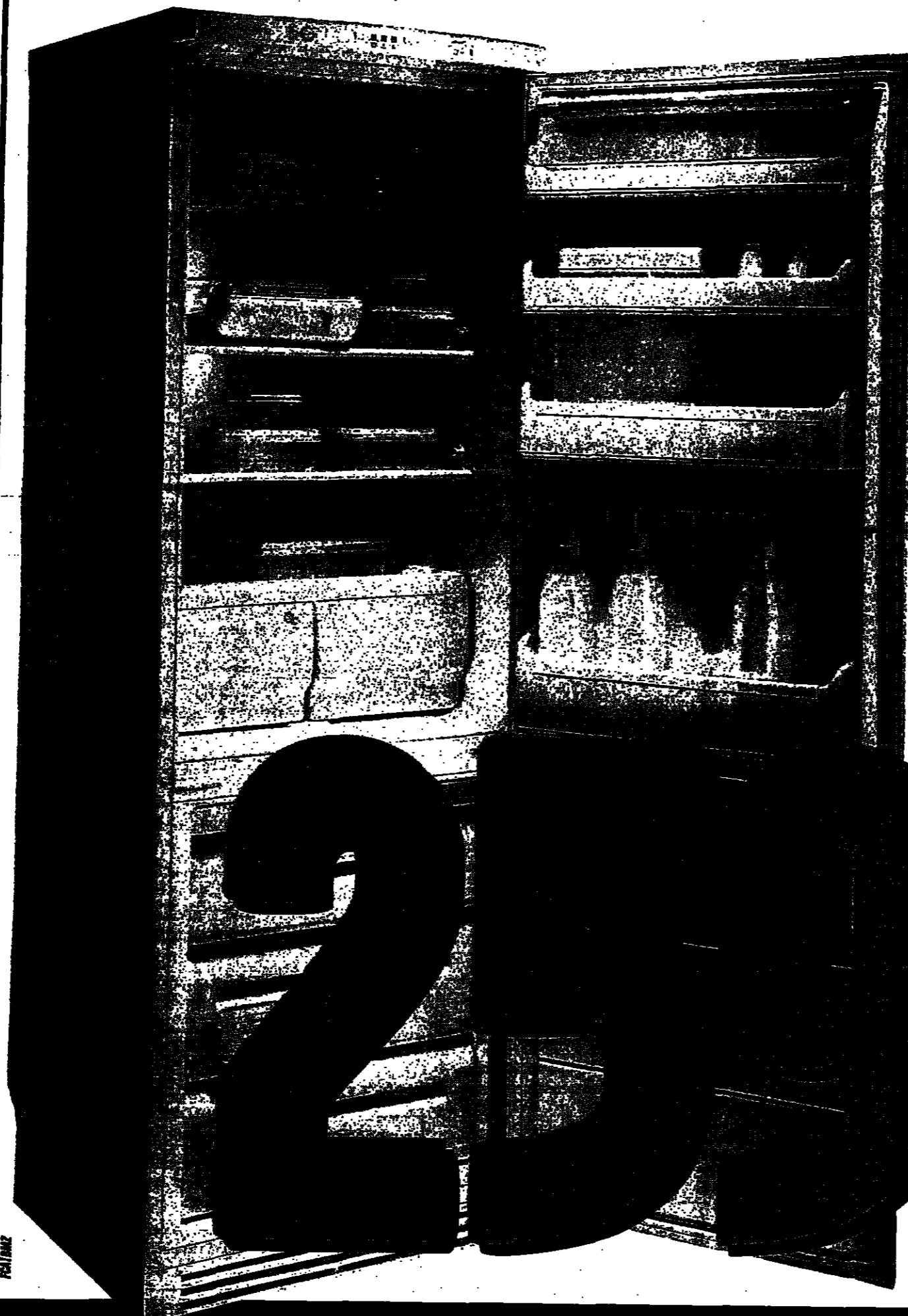
à l'extérieur des

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999 / 13

*Mercredi 28 avril,  
A SAISIR CHEZ CARREFOUR*

*5000 réfrigérateurs-congélateurs,  
2 moteurs 342 litres, et pas  
un de plus.*



Curling RBG 3422.  
Volume total brut 342 L.  
Volume brut congélateur 105 L.  
Classification énergétique C  
(cons. élec. : 1,53 kW/h).  
Garantie : 2 ans.

A ce prix, jusqu'à quelle heure  
y en aura-t-il ?  
On ne sait pas...

~~2990~~ F

~~100~~ F

*Avec Carrefour  
je positive! ☺*

**A DEMAIN...**

مكتبة من الأصل

مكتبة من الأصل

## CARNET

## DISPARITION

## Man Mohan Adhikari

**MAN MOHAN ADHIKARI**, ancien premier ministre népalais et président du Parti communiste marxiste-léniniste unifié (NCP-UML), est mort, lundi 26 avril, des suites d'une crise cardiaque, dans un hôpital de Katmandou. Âgé de soixante-dix-huit ans, il avait eu une attaque le 20 avril alors qu'il faisait campagne pour les élections législatives du 3 mai. Intellectuel communiste, considéré comme libéral, Man Mohan Adhikari avait été premier ministre dix mois après les élections de novembre 1994, où son parti avait remporté 85 des 205 sièges. Il était alors le premier chef d'un Parti communiste à être porté au pouvoir à l'issue d'élections libres dans un pays indépendant. Mais, en septembre 1995, son gouvernement avait été renversé par une motion de censure. L'instabilité politique s'est prolongée au Népal, puisque, depuis le scrutin de novembre 1994, le pays a connu six premiers ministres différents.

Vieux combattant de la lutte contre les pouvoirs absolus du roi, qui avait abouti à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle en 1990, Man Mohan Adhikari était une figure respectée du mouvement communiste népalais, auquel il a participé pendant plus de cinquante ans. Les drapeaux ont été mis en berne au Népal et des obsèques nationales sont organisées, mardi, pour Adhikari, qui sera inhumé sur les rives de la rivière « sacrée » Bagmati, conformément aux rites hindous.

## Le Monde

À LA TELEVISON  
ET À LA RADIO

## Le Monde des idées

LCI  
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10  
Le dimanche à 12 h 10 et à 0 h 10  
Le lundi à 9 h 10 et à 14 h 10

## Le Grand Jury

RTL-LCI  
Le dimanche à 18 h 30

## Le Grand Débat

FRANCE-CULTURE

Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis de chaque mois  
à 21 heures

## A la « une » du Monde

RFI  
Du lundi au vendredi  
à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)

## La « une » du Monde

BFM  
Du lundi au vendredi  
13 h 06, 15 h 03, 17 h 40  
Le samedi  
13 h 07, 15 h 04, 17 h 35RUBRIQUE  
IMMOBILIÈRE

Parution lundi daté mardi

## D TARIF ABONNÉS :

FORFAIT 5 LIGNES

(26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : 430 F TTC / 65,55 €

4 Parutions : 600 F TTC / 91,46 €

100 F TTC / 15,24 € la ligne suppl.

- Bon plan vendredi 12 h -

01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

## AU CARNET DU « MONDE »

## Mariages

- A leurs amis au loin,  
Danielle CASSARD  
et  
Marcel MERCIER  
se sont mariés en la mairie du 13<sup>e</sup>, le 19 avril 1999.

Merci à leurs amis présents.

## Anniversaires de mariage

Jacques et Edmée JOURDA,  
Jacquemin et Hélène  
fêtent leurs soixante ans de mariage.

Bon anniversaire.  
Catherine, Maxime, Lola,  
4, rue du Sergeant-Hoff,  
75017 Paris.

- Pour le soixanteième anniversaire de mariage, ce 27 avril, de  
Edmée et Jacques JOURDA,  
les amis leur expriment leur affection.

## Retraite

Max JARDIN.  
Fini les dénominations, cantines et valises.  
Vive les cigares, pâtes au pistou et aïoli.

Joyeux anniversaire  
Et bonne retraite au pays.  
Elda, Florence et Pierre.

## Décès

- Paris. Brive.  
M. et M<sup>e</sup> François-Xavier Bécot  
et leurs fils.

M. et M<sup>e</sup> Olivier Falcy,  
ses enfants et ses petits-fils,  
M<sup>e</sup> Henri Lecquet,  
sa sœur,  
M<sup>e</sup> Isa Franco Nobre.

Et toute la famille,  
ou la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean BECOT,  
survenu le 23 avril 1999, dans sa soixante-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 avril, à 10 h 30, en sa paroisse, Saint-Pierre de Chailly, 35, avenue Marceau, Paris-10<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu à Brive, le jeudi 29 avril, dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

31, rue de Lübeck,  
75116 Paris.

## A NOS ABONNÉS

UN SEUL NUMÉRO  
0/303/022/021\*

exclusivement réservé pour :

FAIRE SUIVRE  
OU SUSPENDRE  
VOTRE ABONNEMENT

www.lemonde.fr

Associations  
communiquiez vosAssemblées  
générales

tous les jours  
dans le Carnet

## Tarif à la ligne

120 F TTC / 18,29 €

01.42.17.39.80

Fax : 01.42.17.21.36

- Gaëlle Chevillone,  
Gabriel,  
son tout-petit,  
Suzanne et Bernard Belouze,  
Anne et Nicolas,  
M<sup>e</sup> Jeanne Burlet  
et sa famille,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Claudius Belouze  
et leur famille,  
Fanny et Bernard Chevillone  
et leurs enfants.

Et tous les parents et amis qui l'ont aimé,  
ou la grande douleur de faire part du décès accidenté en montagne de

Pierre BELOUZE,  
ingénieur X-Engref.

Ses obsèques auront lieu en l'église de Saint-Genis-les-Ollières, le mercredi 28 avril 1999, à 14 h 30.

\* La vie ne va pas en arrière... \*

30, boulevard de Strasbourg,  
75010 Paris,  
28, rue de Comet,  
69290 Saint-Genis-les-Ollières.

- Nous sommes priés de faire part du décès, survenu le 25 avril 1999, du

docteur Thierry BIZARD,  
ancien interne des Hôpitaux de Paris,  
ancien chef de clinique à la Faculté.

Il était âgé de cinquante-trois ans.

Les obsèques seront célébrées mardi 27 avril, en l'église de Saint-Cloud et suivies de l'inhumation dans le

tombeau familial de Dieule-sur-Meuse.  
De la part de  
M<sup>e</sup> Thierry Bizard,  
son épouse,  
Antoine, Sarah, Anna, Joseph, Jeanne Bizard,  
ses enfants,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> François Bizard,  
ses parents,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Jean-Pierre Perrier,  
ses beaux-parents,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Antoine Lajouane,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Pierre-Louis Bizard,  
Le capitaine de frégate et M<sup>e</sup> Gilles Bizard,  
ses parents, frères, beau-frère et belles-sœurs,  
Christophe et Pascale, Olivier et Béatrice, Thomas, Juliette Lajouane, Vincent et Natacha, Maïthieu, Béatrice, Agnès Bizard, Nicolas, Arnaud, Aymeric (†), Anne-Lorraine, Guillaume et Olivier Bizard, ses neveux et nièces.

28, parc de Montreuil,  
75110 Saint-Cloud.

Antoine CURTENAZ  
est parti, trop tôt, emporté par la maladie.

Nous sommes nombreux, à Paris, à  
Dax, à Nîmes, en Savoie, à la campagne  
terriblement.

~ L'amour, la tendresse, l'amitié  
partagent vivent parmi nous.

- Lyon. Hauteurs.

M<sup>e</sup> Jean-Marie Domenach,  
M<sup>e</sup> René Domenach,  
M<sup>e</sup> Bernard Lallich,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Jean Perol,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Bernard Domenach,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Maurice Domenach,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Bruno Vennin,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Claude Domenach,  
M<sup>e</sup> et M<sup>e</sup> Bertrand Domenach,  
ses enfants,  
M<sup>e</sup> Pierre Mallez,  
sa belle-sœur,  
Ses trente-huit petits-enfants,  
Ses quatre-vingt-trois arrière-petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>e</sup> Louis DOMENACH,  
née Germaine MALLEZ,  
dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

La messe de funérailles sera célébrée le vendredi 30 avril 1999, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marie de la Guillotière, Lyon-7<sup>e</sup>.

Une absolute suivie de l'inhumation  
au 15 heures.

Ses obsèques ont eu lieu dans sa famille.

6, rue François-I<sup>e</sup>,  
75008 Paris.

- L'Association pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Egypte a la tristesse d'annoncer le décès de son fondateur et président,

Jacques HASSOUN,  
survenu à Paris, le 24 avril 1999.

Nous perdons celui qui par son incessant travail, ses connaissances psychanalytiques et historiques, son énergie et sa passion a permis l'éclosion de notre mémoire, l'élaboration et la restitution de notre histoire.

Ses recherches, ses écrits, ses conférences en ont fait le chantre et le sorte de prophète de l'identité juive.

Ses obsèques auront lieu de l'Union juive d'Alexandrie et ceux qui plus tard sont venus le rejoindre lui en seront toujours fidèlement reconnaissants.

Survenu à Paris, le 24 avril 1999.

Le Centre juif laïque

à la douleur de faire part du décès de son président,

Jacques HASSOUN,  
grande figure du judaïsme laïque.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 28 avril 1999, à 11 h 30, au Père-Lachaise, entrée principale.

Le Centre juif laïque

à la douleur de faire part du décès de son président,

Jacques HASSOUN,

grand chef de l'Association

pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Egypte.

Survenu à Paris, le 24 avril 1999.

Le Centre juif laïque

à la douleur de faire part du décès de son président,

Jacques HASSOUN,

grand chef de l'Association

pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Egypte.

Survenu à Paris, le 24 avril 1999.

Le Centre juif laïque

à la douleur de faire part du décès de son président,

Jacques HASSOUN,

grand chef de l'Association

pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Egypte.

Survenu à Paris, le 24 avril 1999.

Le Centre juif laïque

à la douleur de faire part du décès de son président,

Jacques HASSOUN,

grand chef de l'Association

pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Egypte.

Survenu à Paris, le 24 avril 1999.

Le Centre juif laïque

à la douleur de faire part du décès de son président,

Jacques HASSOUN,

grand chef de l'Association

pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Egypte.

Survenu à Paris, le 24 avril 1999.

Le Centre juif laïque

à la douleur de faire part du décès de son président,

Jacques HASSOUN,

grand chef de l'Association

pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Egypte.

Survenu à Paris, le 24 avril 1999.

Le Centre juif laïque

à la douleur de faire part du décès de son président,

Jacques HASSOUN,

grand chef de l'Association

pour la sauvegarde du patrimoine culturel des Juifs d'Egypte.</

## HORIZONS

REPORTAGE

## Réfugiés à Stankovac, jusqu'à quand ?

**I**l transperce les deux épaisseurs de toile et tenuille les os, malgré les couvertures et les vêtements que l'on garde pour dormir. A Pristina, au Kosovo, Jahi ne s'éveillait jamais avant 7 heures. Depuis qu'il dort dans la tente 18 de la zone B du camp de Stankovac, Jahi est tiré du sommeil dès le petit jour par le froid qui joue les réveille-matin. Au nord de Skopje, en Macédoine, les montagnes sont toutes proches et souvent la pluie glace les abris-frigos.

Chassé de sa mit, Jahi s'en va alors marcher. Le camp de Stankovac a été édifié dans l'urgence, début avril, par les soldats français au milieu de collines qui gomment l'impression d'entassement, même si 15 000 personnes se pressent désormais sur la superficie d'un petit village. Jahi emprunte les marches taillées grossièrement dans la terre pour franchir le talus qui le sépare de la route tracée par les engins de terrassement de l'OTAN. Cette route évite une rangée de latrines, installées à une trentaine de mètres de la tente 18, puis descend en pente douce vers la « place » de Stankovac. C'est là que se trouvent les tentes de l'organisation australienne Care, qui assure la gestion du camp depuis le départ des militaires. Jahi pousse jusque-là, ou bien s'arrête un peu avant pour remplir aux robinets installés depuis bientôt un mois une bombe de plastique blanc qu'il remportera à la tente. Un lit de pierres a été aménagé à cet endroit pour que le point d'eau ne se transforme pas en bouillant quand on vient faire la lessive.

Jahi Horba est arrivé le 6 avril à Stankovac. Il a cinquante-six ans. Il y a encore quelques semaines, il enseignait la physique à l'université de Pristina. Jahi a fuit sa maison le 30 mars. Il a passé six jours chez un cousin avant de quitter la ville. Il n'a été reçu qu'une seule nuit au poste-frontière de Blace. Lorsqu'il est arrivé avec sa femme, ses trois fils et deux jeunes cousins dans la zone B du camp de Stan-

**Edifié dans l'urgence, début avril, le camp macédonien de Stankovac abrite quinze mille réfugiés kosovars. Tous s'organisent pour longtemps : école, terrain de sport et petits trafics. Le premier mariage y sera célébré cette semaine**

magne, en compagnie de sa sœur Dhurata, qui a beaucoup pleuré à Stankovac. Lorsque les deux enfants ont quitté Pristina, ils étaient déjà sans nouvelles de leur mère et de l'une de leurs sœurs aînées depuis six jours. Elles avaient quitté la maison où tout le monde s'était réfugié pour aller chercher une lampe chez elles, mais elles n'étaient jamais revenues.

Dans la tente 18 de la zone B, la femme de Jahi, Igbaile, range la nourriture à droite et les vêtements à gauche, tout près de l'entrée. La tente fait environ 12 mètres carrés. Le sol est entièrement recouvert de couvertures et de tapis. A Pristina, Igbaile ne

menage, dans les quatre zones. Les réfugiés responsables de zone répartissent les stocks selon les quantités et les besoins. A l'échelle du camp de Braca et de ses quatre mille personnes, une distribution d'aliments peut tourner rapidement au cauchemar, moins à Stankovac.

Au départ, les réfugiés se sont nourris de rations de soldats, ce qui a conduit involontairement à corriger le nombre des réfugiés. Le commandant Arnaud Belynnck raconte que la population du camp avait été estimée dans les premiers jours à 8 000 personnes mais que le nombre de rations utilisées a vite fait comprendre que les réfu-

gés étaient beaucoup plus nombreux. Barda, la fille de la famille Krustemi, également hébergée dans la tente 18, a rapidement été intégrée dans les équipes de recensement mises en place par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) à Stankovac, avant de partir en France. Bujar a dix-neuf ans et Bardha vingt et un. Ils parlent anglais tous les deux, ce qui n'est pas le cas de leurs parents. Skender, un ami de Bujar, parle lui aussi l'anglais. Il est présent en permanence par son père de faire quelque chose, afin de partir du camp pour un pays d'accueil. Avec l'exode et la déportation dans ce camp d'où on ne sort pas,

sitaire de haute taille, courtis et mesuré, luttant acharnamment pour une couverture à Blace. Lui faisait de même, comme un animal dit-fl, mais il a eu moins honte pour lui que pour son père.

Bujar est souvent retourné au centre de distribution pour parler avec son ancienne équipe, pour jouer aux cartes ou pour boire du thé. On plaisirne sur la promiscuité imposée par les circonstances, et on plaint les hommes mariés qui dorment auprès de leurs épouses en famille ou avec des gens qu'ils ne connaissent pas avant d'arriver à Stankovac. Un camarade de Bujar a surpris un couple dévénant l'amour dans une tente inoccupée transformée en réserve de couvertures. Il venait voir si l'endroit pouvait accueillir le flux des nouveaux arrivants. Embarrassé, il a pris quelques couvertures pour se donner une contenance pendant que l'homme et la femme se rebattaient en silence.

Lorsqu'il était responsable de la zone B, Bujar s'est interrogé sur le fait de savoir s'il devait évoquer la question des préservatifs avec Bob Allen, le responsable australien du camp, mais il a renoncé devant la

World unique d'accès l'année ix par eClick, et Ly e. Des avec i et de it de mmer-

ternet tité de ique. four avier impte uit de envir taxes is ces pérer, revéations ar le mpte , par tir de sseur is hys, les pas t ou eau. tiser

Ba.

gi-  
es  
ce  
re  
de  
Si  
n-  
ié  
-  
-  
-  
-  
-  
-  
-  
-  
-



HAZIR REKABİYETİ

**Les journées, identiques, se confondent**

kovac, il a retrouvé une famille d'amis, les Rrustemi. Un soldat français, Alain, achetait de monter la tente 18, qui devait accueillir au moins dix personnes. Ils se sont installés.

Il n'y a rien à faire à Stankovac. Jahi marche un peu mais il ne va jamais très loin car on ne peut pas sortir du périmètre du camp. Les soldats macédoniens montent la garde à l'entrée du mauvais chemin qui en constitue la principale voie d'accès et le long de la clôture de grillage et de fil barbelé qui court du bas du camp jusqu'aux dernières tentes installées au pied des collines. Les Kosovars recueillis par des familles de Skopje ou des environs peuvent parfois rendre visite à leurs parents intéressés à condition de laisser leur carte de réfugié au poste d'entrée où veillent des soldats assis sur des chaises. Simon, les gens se parlent à travers le grillage.

Dans la journée, Jahi rend quelques visites ou accueille des amis. Souvent, les uns et les autres se surprennent en plein sommeil, quelle que soit l'heure. Les journées, identiques, se confondent. Pourtant, Jahi lit tous les jours le journal. Le quotidien albanophone *Fatki*, édité à Skopje, a le format d'un tabloïd et coûte en ville 10 dinars, soit environ 1 franc. Depuis le 8 avril, il est distribué gratuitement dans le camp. Comme c'est pratiquement la seule lecture, les articles du jour et ceux des numéros précédents que l'on a pu conserver sont tellement lus et relus qu'ils finissent par se mélanger.

Avant son départ pour l'Allemagne, le jeune cousin de Jahi, Gzim, apportait un peu de joie en invitant les occupants ou les visiteurs de la tente 18. Mais Gzim est parti retrouver son père en Allemagne.

Igbaile est une privilégiée car, dans son périple, elle a pu conserver avec elle trois tasses, deux couteaux, un antique moulin à café et, surtout, un mini-réchaud peut s'acheter 10 dinars et les recharges 5 dinars (la monnaie de compte du camp est la devise allemande). Ceux qui n'ont pas de réchaud allument parfois des feux. Un réchaud à gaz mal utilisé a explosé dans une tente, et une jeune femme a été sérieusement blessée par l'éclatement d'une boîte de conserves qui avait été placée sur la flamme sans avoir été préalablement ouverte.

Stankovac n'a jamais manqué de nourriture, au moins jusqu'à présent. Quatre centres de distribution sont ouverts en permanence dans les poubelles. Depuis trois semaines, les centres distribuent aussi les briques de lait et de jus de fruit, des conserves de poisson, des pommes et des oranges. Ils donnent également du savon, de la lessive et des aliments.

Le benjamin de Jahi, Bujar, a passé de longues heures au centre de la zone B où il a vu régulièrement cet homme fortuné de Pristina faire la queue avec les gens de peu. Bujar a été responsable de la

direction des familles à ainsi souvent basculé. Dans le train qui les conduisait de Pristina vers la frontière, Dimal et Balsor, les deux fils aînés de Jahi, âgés de vingt-cinq et de vingt-quatre ans, ont fini pour la première fois devant leurs parents. Ensuite, ils ont résu-

compléxité du sujet, pour cette population qui mélange les étudiants des villes, aux vêtements et aux coupes de cheveux à la mode, et les vieux paysans reconnaissables de loin à leur *pifz*, la toque de feutre belge en forme de coquille d'oeuf. A Stankovac, les filles sont aussi joyeuses qu'ailleurs et les garçons aussi vigilants, surtout quand il fait beau et qu'elles s'en vont en riant par deux ou par trois sur les chemins du camp.

Comme ailleurs, l'amour et le sexe sont aussi l'objet de trafics. Selon des observateurs étrangers, la prostitution se pratiquerait dans des tentes un peu plus isolées, dans le haut du camp. Bujar, malgré son réseau de correspondants, n'en a cependant jamais eu la confirmation. Ce qui existe assurément, en revanche, c'est le trafic de cigarettes. Les distributions ne prévoient rien de la sorte, et les Kosovars, comme la plupart de leurs voisins, fument comme ils respirent.

Le trafic de cigarettes a été un sujet de tension entre les réfugiés et les militaires macédoniens qui se voient un égal mépris. Le prix

« L'école » s'est installée dans le camp de Stankovac qui s'apprête à fêter son premier mois d'existence.

Ces kiosques en tôle, dans cette ville de tôle, constituent le premier signe d'installation du camp dans la durée, après l'« école » mise en place par Bujar dans la zone B. Stankovac va fêter son premier mois d'existence. Des ingénieurs de la Lyonnaise des eaux sont venus étudier la faisabilité d'un raccordement sur le réseau de Skopje. Viola et Fatos s'y marieront cette semaine. Bientôt, il y fera chaud. Le soir, quand il ne pleut pas, beaucoup ont pris l'habitude de se retrouver sur la « place » pour relire les listes des noms des chanceux en partance pour un pays d'accueil : pour la Belgique, la France, ou la Norvège. On parle rarement du Kosovo et de l'exode. Comme Jahi, Igbaile et Bujar, qui ont réussi à s'éclipser du camp, vendredi 23 avril, avec l'aide de leur fils aîné, on ne pense qu'à fuir.

Gilles Paris

٥٥٣ من الأصل



## Honte à l'OTAN !

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

**LES ANNIVERSAIRES** n'ont pas de sens. Quand ils vont par deux, ils en prennent davantage. Le même dimanche 25 avril a marqué à la fois le cinquantenaire de l'OTAN et le souvenir des déportés de la dernière guerre. Un symbole à ne pas laisser perdre !

» Des déportés, il se trouve qu'on en revit ces jours-ci plus que jamais. Moins qu'au temps de l'extermination nazie, moins systématiquement voulés à la mort, mais chassés de chez eux avec un baluchon, affamés, pataugeant, séparés, suffisamment suppliciés pour nous rappeler quelque chose. Et qui conque à des souvenirs de 1945 laisse les yeux pour ne pas soutenir leurs regards de reproche, comme si l'Europe des Balkans tout près de celle des bagages d'il y a un demi-siècle, profitait de notre lâche consentement pour reculer dans la barbe. »

» Pour l'Organisation atlantique, la rencontre de son cinquantenaire avec celui des camps allemands aurait pu être l'occasion d'affirmer sa raison d'être, depuis qu'aucune puissance comparable ne lui est plus

opposée à l'Est. Pour la première fois dans l'histoire, elle aurait montré qu'on pouvait manier la contre-violence militaire hors de toute arrière-pensée territoriale ou économique, au nom des seuls droits de l'homme. Les pays majoritairement en règle avec ces droits auraient tiré les enseignements de la dernière guerre mondiale en agissant précisément, au stade de la récupération de la Réhénanie, où c'était jouable, et sans attendre Dantzig.

» Avec un peu de patience et d'habileté, ils auraient même pu se couvrir d'un mandat de la nouvelle SDN [Société des nations] pour améliorer qu'on appelle l'ONU. Cela faisait, il n'y aurait pas à improviser après coup une justice de vainqueurs, comme à Nuremberg, puisque des tribunaux pénaux internationaux existent et amassent des preuves. Pinochet ne couche pas dans son lit. La raison d'Etat a reculé, ainsi que l'impunité des dirigeants d'ordres féroces. La criminalité politique a plutôt régressé en cinquante ans ; sa connaissance et sa prévention avancent. Par miracle, les opinions publiques, comme

échaudées par Munich, étaient partantes pour la manière forte, et le restent. C'était le moment ou jamais d'étendre à la gendarmerie la mondialisation en marche, et d'empêcher le pire à temps enfin !

» Au lieu de quoi, les démocraties ont cédé une fois de plus au formalisme pusillanime qui les a toujours désavantageées par rapport aux régimes brutaux du fait accompli. Elles ont donné raison aux pessimistes narquois qui promontoient devant chaque crise que "comme d'habitude l'Europe ne fera rien". Par crainte d'un ancien adversaire aujourd'hui peu redoutable, sinon en raison de sa faiblesse même, le monde libre baisse les bras, se croit hors d'atteinte. Le crime passe encore trop loin de ses sanctuaires, autoroutes et supermarchés ; des intimidations aériennes suffisent ; pas question d'exposer un soldat au sol ! Tant pis s'il faut attendre encore quelques décennies de massacres d'innocents pour que soit garanti, au cœur du Vieux Continent en cours d'organisation, le droit d'habiter sa maison, de parler la langue de ses aînés, de réciter leurs prières !

» Pour longtemps encore, il faudra admettre la liberté du mieux armé d'évacuer ce qu'il estime ses terres par le feu et par le sang, et s'en remettre aux bonnes dîmes humanitaires du soin de recueillir les persécutés, de fermer les yeux des mourants, de recouvrir les charniers. Le Mal absolu aura détruit lui les beaux jours promis à l'impensable. Les bourreaux des Balkans vont rejoindre les caches de tous les lapots impunis. Les Stavroguien et les Radzimilov continuent à se chercher des juges juridiques, faute de se reconnaître des torts. Honte aux gouvernements occidentaux de 1999 qui auraient laissé passer la chance, incertaine, tremblante, mais la chance quand même, d'un petit progrès vers plus d'humanité !

Imaginons un instant les bordées d'accusations qu'on aurait entendues, sur ce thème, si l'OTAN avait réussi à détruire l'Allemagne au détriment de la "cellule anti-terroriste" de l'lysée qu'animait, sous la présidence de François Mitterrand, des officiers d'élite de la gendarmerie nationale. Sous la plume de ces mêmes "supergendarmes", la ligne de conduite recommandée aux forces de l'ordre en Corse était résumée en des termes évoquant les méthodes peu regardantes des guerres coloniales : « L'attitude à avoir : ne pas laisser faire, intervenir frapper à tous les niveaux, nettoyer la place publique quel que soit le cas de figure, aller jusqu'au bout. »

Seize ans plus tard, certains responsables de l'Etat n'auraient-il donc rien appris des lamentables fiascos de ces "cellules", "équipes" et autres politiques parallèles ? Car c'est bien une affaire d'Etat qui s'est ouverte, lundi, avec la mise en examen, accompagnée de son placement en détention, du commandant de la Légion de gendarmerie de Corse pour complicité du "crime de destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée". L'événement est sans précédent : un colonel, patron de la gendarmerie pour toute l'île, des officiers et des sous-officiers appartenant à une unité d'élite créée spécialement pour la Corse en juillet 1998, le GPS (Groupe de peloton de sécurité), sont officiellement soupçonnés d'avoir monté une provocation en incendiant un restaurant près d'Ajaccio.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombeau  
Directrice : Dominique Alibey, directeur général ;  
Directeur adjoint : Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Patacchi, Pierre Georges, Jean-Pierre Lemoine

Directeur adjoint de la rédaction : Alain Fourquet

Rédacteur en chef : Alain Frachon, Edwy Plenel et alii

Laurent Gellissen (Suppléments et éditions spéciales) ; Michel Kahn (Délégé) ;

Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarryas (France) ; Franck Noudj (Société) ; Cécile Blandin (Entreprises) ;

Jacques Boich (Agence) ; Joëlyne Sanguan (Culture) ; Christian Masson (Secrétaire de rédaction)

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;

Conseiller de la direction : Alain Minc, président ; Michel Noldcourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lassagne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 100 000 000 francs ; 100 000 000 francs d'actif au bilan au 31 décembre 1998.

Siège social : Paris, 10, rue de l'Université, 75007 Paris.

Associations : Robert-Henri-Méry, Société savante des lettres du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs.

Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

مدى من الأصل

18

## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

**CONJONCTURE** Si l'Italie, particulièrement exposée dans le conflit des Balkans, commence à constater un recul des ventes au détail et s'inquiète pour son tourisme,

les entreprises et les consommateurs français sont peu affectés. ● SEULS CERTAINS secteurs, comme le tourisme et, dans une moindre mesure, le transport aérien sont per-

turbés ponctuellement. ● SUR LE PLAN MACRO-ÉCONOMIQUE, les conséquences du conflit n'ont rien de comparable avec celles, lourdes, de la guerre du Golfe. Le contexte

est radicalement différent. Aucun choc pétrolier ne se profile. ● LES MARCHÉS financiers font également preuve d'une grande sévérité, même si l'euro est un peu affaibli.

● **SEUL BÉMOL**, la crainte, si le conflit s'enlise et passe à une phase terrestre coûteuse en vies humaines, de voir la confiance des ménages se dégrader progressivement.

## Le conflit du Kosovo affecte peu les entreprises, les marchés et les consommateurs

Seuls les secteurs du tourisme et du transport aérien sont perturbés par les conséquences de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie.

Les ménages, même s'ils se sentent très concernés, ne semblent pas avoir modifié leurs habitudes d'achat, comme lors de l'attaque contre l'Irak

**LES CONSOMMATEURS** français, qui semblent rester sereins malgré la guerre au Kosovo, risquent-ils d'inféliciter leur comportement économique si ce conflit se prolonge ? Alors que l'Italie, particulièrement exposée, commence à constater un recul des ventes au détail et s'inquiète pour son tourisme, les entreprises françaises restent peu touchées. Mais elles s'interrogent sur les conséquences que pourraient avoir une éventuelle intervention terrestre.

Dans l'immédiat, c'est logiquement le tourisme à destination de la zone du conflit qui est affecté, ainsi que le transport aérien, qui connaît certaines perturbations en raison des rotations d'avions militaires. Les croisiéristes ont été les premiers à modifier leurs itinéraires, en rayant l'Adriatique de leurs catalogues : l'américain Royal Caribbean Celebrity Cruise (RCCC), les français Festival et Costa Croisière ne feront plus escale à Venise mais à Gênes.

Autre conséquence tangible : la Croatie, qui s'était réjouie de voir

4,1 millions de touristes affluer en 1998 - leur premier retour en force depuis la guerre de 1991-1995 - voit sa saison sinistre, surtout dans la région de Dubrovnik, voisine du Monténégro. Beaucoup de vols charters ont été annulés. « La Croatie a instantanément disparu du marché du tourisme, mais de là à étendre ce phénomène à toute la région, il y a un pas que nous n'avons pas encore franchi », assure René-Marc Chikli, président de Tours.

Les autres destinations de la région ne sont « même pas dans les zones à risque » recensées par le ministère des affaires étrangères, plaignent les professionnels. Pour Jacques Maillet, président de Nouvelles Frontières, la Grèce ou la Turquie, par exemple, ne souffrent d'aucune répercussion. « Les Français consomment, les Français s'inscrivent, les Français voyagent et la situation n'a rien de comparable avec celle de la guerre du Golfe », affirme-t-il de son air d'éternel provocateur. Une analyse qui n'est pas partagée par tous. Le voyageur toulousain Fram, par exemple,

manifeste une certaine inquiétude concernant la Grèce et songe à des destinations de substitution.

A l'Office national hellénique du tourisme, on reconnaît d'ailleurs un certain ralentissement dans les demandes. Mais sa directrice, la miss illokratidou, ne veut pas faire preuve d'un pessimisme prématué : « Tout au plus avons nous quelques appels téléphoniques pour savoir si la zone de guerre est proche, mais c'est essentiellement pour se rassurer. »

Dans le domaine du transport aérien, quel est l'impact subi par les compagnies ? Difficile à chiffrer, d'autant qu'elles restent très discrètes sur les retards et les annulations de vol entraînés par l'encombrement du ciel européen. Tout juste reconnaissent-elles la suppression de certaines destinations, comme Belgrade et Zagreb pour Air France.

En Allemagne, l'hebdomadaire *Der Spiegel* évaluait, lundi 26 avril, à 5,2 millions d'euros les pertes journalières occasionnées à Lufthansa par le conflit. Un chiffre que la compagnie allemande a dé-

menti, tout en reconnaissant que la stabilité de la circulation aérienne à Francfort et à Munich est considérablement affectée. Francfort héberge une base de l'US Air Force et 70 mouvements militaires par jour y seraient enregistrés, sur un total de 1100 à 1300 rotations quotidiennes.

**A la suite de l'appel de la Croix-Rouge, certains produits de première nécessité ont vu leurs ventes décoller**

Pour le reste des secteurs de grande consommation, pas de répercussion majeure pour l'instant. « Si les consommateurs sont affectés par la situation au Kosovo, c'est plutôt positivement », constate Michel-Edouard Leclerc, co-président des

Centres Leclerc. « En 1991, la guerre du Golfe avait entraîné une réaction spectaculaire, irréfléchie, liée à une grande angoisse », explique Olivier Gerardon de Vera, vice-président de la société IRI-Secodip. « Jour après jour, en fonction des opérations militaires annoncées, les achats de riz, de riz ou de pâtes étaient multipliés par six ou sept. Ces réactions pouvaient s'amplifier à la journée. » Les consommateurs avaient alors stocké et même « sur-stocké ».

Rien de tel actuellement. « Depuis le 15 mars, les indices globaux de consommation alimentaire ou d'épicerie sont conformes à la normale », explique Olivier Gerardon de Vera, dont la société suit de façon hebdomadaire les ventes de 400 hypermarchés et supermarchés français. Une analyse détaillée de ces données permet cependant de mettre en lumière l'achat de solidarité chez les Français. A la suite de l'appel lancé par la Croix-Rouge, certains produits de première nécessité ont vu leurs ventes décoller. Dans la semaine du 12 au 14 avril, dans les 400 magasins suivis par IRI-Secodip, « les ventes de raisins sec et de riz nature ont augmenté de 35 %, les pâtes et le sucre ont vu leurs ventes croître de 17 %, les achats de boîtes de sardines ont doublé ».

Ces achats semblent raisonnés. Ainsi, lorsque la Croix-Rouge a demandé de reporter les efforts de solidarité sur des produits d'hygiène, les Français ont suivi. « Les ventes de savon ont augmenté sur la semaine du 12 au 18 avril de 59 %, et la hausse s'est élevée à 20 % pour les denrées », explique Olivier Gerardon de Vera. « La Croix-Rouge a expliqué que cet aliment n'était pas commun pour les Kosovars. Entre le 11 et le 18 avril, les ventes ont chuté. » Les consommateurs risquent-ils de changer d'attitude si le conflit se prolonge ? Selon un sondage Ifop/Dimanche Ouest-France publié le 25 avril, les personnes interrogées estiment que leurs comportements seraient modifiés : 23 % « reporteront certains investissements (immobilier, automobile) », 20 % « reporteront certaines dépenses d'équipement (électroménager) », et 14 % « modifieront leurs projets de vacances ».

Dans l'industrie, une telle menace reste incertaine. « On a noté un petit tassement des ventes dans nos réseaux de distribution la semaine du 12 avril. Est-ce un simple accident ? Une première conséquence de la guerre au Kosovo ? Nous sommes incapables de le dire », affirme Hervé Gastinel, le directeur du plan de Saint-Gobain. Le conflit reste très éloigné des préoccupations des entreprises. Leur présence dans la région est très limitée : il ne s'agit souvent que de simples antennes commerciales. Renault, par exemple, disposait d'un bureau de représentation à Belgrade. Son responsable, un Français, a été transféré à Zagreb. Le marché du constructeur français en Yougoslavie ne s'élevait, en 1998, qu'à 300 véhicules.

**Enquête de la séquence Entreprises**

Virginie Malingre

## Un impact macro-économique sans comparaison avec celui de la guerre du Golfe

**LE 2 AOÛT 1990**, l'Irak envahissait le Koweït. Simultanément, la France entrait dans une période de ralentissement économique, qui allait culminer avec la récession de 1993. La guerre du Golfe est apparue comme le détonateur de la crise dans laquelle la France s'est enfoncée au début de la décennie. Crise qui a vu le nombre de chômeurs passer la barre des 3 millions en mars 1993, au moment où les élections législatives ramenaient la droite, et Edouard Balladur, au gouvernement. Comparer aujourd'hui, sur le plan économique, les guerres du Golfe et du Kosovo ne semble pas justifié.

L'invasion du Koweït par l'Irak a plongé la France dans une véritable crise de confiance : les ménages ont réduit leur consommation, les industriels revu leurs anticipations à la baisse. L'ombre

d'un nouveau choc pétrolier plane. Celui-ci sera finalement très limité dans le temps : l'embargo qui a suivi le début du conflit a privé le marché mondial de plusieurs millions de barils par jour, mais la baisse de la production des autres pays producteurs de pétrole, notamment de l'Arabie saoudite, a vite mis fin à tout risque d'envolée durable des cours.

Auprés de l'Hexagone, la guerre est finie. La France connaît un certain rattrapage. Mais, celui-ci ne dure pas au-delà de l'automne. Au total, sur l'année, la croissance sera de 1,1 %, après 2,8 % en 1990 et 4,5 % en 1989. Car si la guerre du Golfe a bien été le catalyseur d'une crise économique profonde, elle n'en est pas la cause. Avant elle, déjà, les indicateurs économiques commençaient à égayer le moral, particulièrement en France. Les économistes prévoient que la demande mondiale devrait repartir à un rythme mo-

l'Hexagone avait connu, surtout depuis le contre-choc pétrolier de 1986, était en passe d'épuiser. La réunification allemande et les politiques monétaires et budgétaires rigoureuses qu'elle a accompagnées des deux côtés du Rhin ont inversé le cycle économique. La guerre du Golfe n'est venue que d'amplifier un phénomène inévitable.

Aujourd'hui, le contexte est radicalement différent. Aucun choc pétrolier ne se profile. L'ensemble des économistes s'accordent à penser que l'actuel ralentissement européen, limité aux activités industrielles touchées de plein fouet par les turbulences monétaires et la crise de la demande mondiale, ne sera que passager. Les ménages gardent le moral, particulièrement en France. Les économistes prévoient que la demande mondiale devrait repartir à un rythme mo-

dé cette année et venir soutenir une croissance exclusivement nourrie par la demande intérieure.

### L'EURO AFFECTÉ

La guerre au Kosovo n'a pour l'instant pas eu d'influence sur la situation économique. Seul l'euro en a été affecté : depuis le début du conflit, il est passé de 1,08 à 1,06 dollar, ce qui améliore la compétitivité des produits européens. Le conflit des Balkans, toutefois, s'il s'ensuise, pourrait peser sur le moral des ménages et sur la consommation. Le président du conseil italien, Massimo D'Alema, a d'ailleurs tenu des propos peu encourageants, indiquant jeudi 24 avril que la crise du Kosovo avait déjà entraîné une baisse de la consommation dans son pays. Eric Chaney, économiste chez Morgan Stanley, considère qu'une intervention terrestre lourde -

avec 300 000 hommes, pour l'essentiel européens, envoyés sur place - coûterait entre 60 et 90 milliards d'euros par an, dont 75 % à la charge de l'Union européenne. Et aurait un fort impact psychologique sur les ménages et les entreprises : « Si cela devait se passer cet été, l'euro au niveau de 1999 perdrait 6,2 point pour être de 1,7 %, et celle de 2000, 0,6 point pour atteindre 2,5 %. »

Quoi qu'il arrive, personne n'imagine aujourd'hui que l'impact économique de la guerre au Kosovo pourrait être durable. Les aléas conjoncturels, loin d'être du côté des Balkans, sont plutôt à chercher outre-Atlantique dans un krach de Wall Street, en Chine dans une dévaluation de la monnaie, ou encore en Allemagne dans une récession.

Virginie Malingre

### 2 Les Français ont fait preuve d'un fort élan de solidarité. Comment expliquez-vous cette réaction ?

La crise du début des années 90 a marqué un tournant. Les consommateurs ont pris une certaine distance par rapport à leur consommation. L'époque où acte d'achat et quête du bonheur étaient liés est révolue. Les citoyens veulent sortir de l'immobilisme et de l'enfermement qu'ils ont connus pendant la crise. Ils veulent consommer à la fois pour eux-mêmes, mais aussi pour donner à leur vie une ouverture au monde, aux autres. Ils veulent créer des liens.

Les gestes de solidarité vis-à-vis du Kosovo s'inscrivent parfaitement dans cette tendance de responsabilisation des citoyens qui apparaît depuis 1995. Cependant, il est important de noter que cette générosité peut être un moyen d'atténuer certaines peurs.

### 3 Cela veut-il dire que, malgré une consommation constante, le moral des Français est atteint ?

Les consommateurs que j'ai interviewés récemment dans le cadre de l'Observatoire sur l'euro et l'Europe, que je dirige, s'expriment spontanément sur la guerre. Le fantasme de l'extension du conflit est présent dans l'esprit de certains. La peur de la non-maitrise du monde est évoquée également. Cela est pour l'instant modéré. Mais la construction de l'Europe n'est pas encore réellement faite dans l'esprit des consommateurs. Ceux-ci craignent que l'Europe ne soit peut-être pas apte à gérer ce conflit.

Si cette guerre perdure, cela peut avoir un effet sur la confiance en l'avenir, la confiance face aux institutions. On ne peut donc pas dire qu'il n'y aura pas d'effets sur la consommation.

Propos recueillis par Laure Belot

**L'ASSOCIATION NATIONALE DE PRÉVENTION DE L'ALCOOLISME**  
Reconnue d'utilité publique  
Recherche un

### CHARGE DE MISSION INTERVENTION SOCIALE et SOIN (H/F)

Titulaire d'un diplôme en Sciences Humaines et/ou Médico-Sociales (bac + 5 minimum), vous disposez d'une expérience significative dans le secteur de l'intervention sociale et sanitaire et connaissez la vie associative. Vous devrez, sous l'autorité du Chef de Service, concevoir, suivre et évaluer les projets et actions du secteur. Vous apporterez également un soutien technique et méthodologique aux équipes de terrain. Vous organiserez et animeriez les commissions de recherche et d'élaboration de demandes de soin et d'accompagnement social.

CDI plein temps basé à Paris - fréquents déplacements. Convention Collective de l'ANPA. Statut cadre. Poste à pourvoir immédiatement, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) à :

Monsieur le Directeur ASSOCIATION NATIONALE DE PRÉVENTION DE L'ALCOOLISME  
20, rue Saint-Fiacre - 75002 PARIS

### URGENT

Lycée français de  
POINTE-NORECONGO  
recrute pour septembre 1999 :  
- 1 PROF. CERT. FRANÇAIS  
- 1 PROF. CERT. MATH  
- 1 PROF. TIT. PHYSIQUE SVT  
Tél : (242) 94-20-33  
Fax : (242) 94-43-98  
Mail : LFC.10.0.CALVA.COM

Traducteur technique pour l'automobile  
anglais vers français cherche  
COLLABORATEURS  
FREE LANCE  
Fax : 04-93-01-46-28

**REPRODUCTION INTERDITE**  
**OFFRES**  
**DEMANDES**

**ING + IAE - 50 ANS**  
Spécialiste de l'organisation industrielle et logistique. Expérience du conseil en matière de missions et de travaux de missions pragmatiques et diversifiées.

**OFFRE DISPONIBILITÉ  
TEMPS PARTIEL**  
Pour management opérationnel  
Tél : 06-14-61-51-08

**Honneur d'études (bac + 5, ECO et stat) et de terrain (sans collège) volontaire, rigoureux, responsable, polyvalent et acharné, mobile France et étranger, angl. et. Sud, toutes propositions sérieuses.**  
Tél : 01-47-29-67-69 (9h-12h)

**CHEF DE CUISINE CONNU**  
rec. poste cuisine de direction, ambassade, ministère ou autres.  
Entre au Monde Publicis sous no 9922  
21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

**ÉDITRICE EXPÉRIMENTÉE**  
domaine professionnel et link, cherche poste à temps plein ou partiel.  
Tél/Fax : 01-48-08-23-02

Chaque lundi avec

**Le Monde**

DATÉ MARDI

retrouvez

**LE MONDE ÉCONOMIE**

et les offres d'emploi

**La présence française dans la région**

● **Albanie** : quatre sociétés implantées.

● **Croate** : récolte via Albdurcos des plantes médicinales et les exporte vers la France et l'Allemagne.

● **Les Ciments français**, présents depuis un an, ont construit un terminal de ciment.

● **Les Ciments Lafarge** construisent dans le Sud un autre terminal.

● **Evertrade** détient en concession une entreprise d'engrais chimiques.

● **Outre ces quatre sociétés, Scetauroute a gagné un appel**

d'offres pour étudier un projet d'autoroute nord-sud.

● **Slovénie** : une petite trentaine d'entreprises sont présentes, surtout sur le plan commercial.

Renault, avec l'usine Revoz, et la Setra ont des productions sur place.

● **Croatie** : une quarantaine d'implantations dont une douzaine ayant un certain poids.

● **Deux banques représentent la BNP et la Société générale.**



## Les marchés financiers conservent leur calme

LE CONFLIT dans les Balkans n'inquiète guère, pour l'instant, les opérateurs financiers. Depuis un mois, le marché des actions françaises a pris plus de 5 %, la Bourse de Londres évolue sur ses plus hauts niveaux historiques et celle de New York vole de record en record. Les événements du Kosovo « n'ont pas, pour le moment, influencé de manière significative notre gestion », indique Christian Dargnat, responsable de la stratégie chez Indocom, la société de gestion du Crédit agricole. Seules les valeurs pétrolières, délaissées depuis plusieurs mois, suscitent de nouveau l'intérêt des investisseurs. Elles ont bénéficié de la hausse des prix du pétrole, la consommation de 200 000 barils par jour de conflit en Yougoslavie par les troupes de l'OTAN contribuant à tirer les cours du pétrole à la hausse.

Du côté des marchés obligataires, la réaction des investisseurs n'est pas drame. Marie Owens Thomsen, économiste chez Merrill Lynch, attribue néanmoins à la crise du Kosovo l'élargissement de l'écart entre les rendements des obligations françaises ou italiennes avec les emprunts d'Etat allemands, repartis plus sûrs.

UN COÛT LIMITÉ  
Toutefois, ces évolutions restent minimales. Seul le marché des changes montre des signes de fébrilité. L'euro, qui a perdu 3,5 % face au dollar depuis le début des tristes, réagit à toute nouvelle et se raffermit au moindre espoir d'interruption du conflit. Mais la faiblesse de la monnaie unique face au billet vert s'explique également par la vigueur de l'économie américaine, bien supérieure à celle des pays de l'Euroland.

La raison de la relative indifférence des investisseurs est simple : « Les marchés réagissent en fonction de l'impact économique. Or, ce qui a été fait au Kosovo est marginal, bien plus faible que la guerre du Golfe par exemple », juge Jean-

L'euro a un « potentiel d'appréciation », selon M. Trichet

L'euro se redressait légèrement, mardi matin 27 avril, à 1,0630 dollar, soutenu par les propos tenus la veille par plusieurs responsables monétaires européens, lors du sommet du G7 de Washington. Ces derniers ont mis en garde contre une dépréciation supplémentaire de l'euro. « Peut-être que l'euro a un potentiel d'appréciation », a expliqué le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, tandis que le ministre de l'Économie et des Finances, Dominique Strauss-Kahn, a jugé que le cours actuel de l'euro « est plutôt au bas de la fourchette ».

Le président de la Banque centrale, Hans Tietmeyer, a, pour sa part, invité les marchés à ne pas « sous-estimer » le potentiel de l'euro. « Il faut faire très attention à ce qu'il n'y ait pas d'erosion de la confiance dans l'euro. Toute négligence serait totalement déplacée », a-t-il ajouté. Enfin, le gouverneur de la banque centrale d'Italie, Antonio Fazio, a déclaré ne pas être à « la recherche d'un nouvel affaiblissement de l'euro ».

Joël Morio et Cécile Prudhomme

## L'américain Global Crossing achète les câbles sous-marins du britannique Cable & Wireless

La concentration se poursuit dans les télécommunications

Pionnier depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle des liaisons télégraphiques puis téléphoniques, le britannique Cable & Wireless abandonne son activité d'installation de câbles sous-marins en la vendant à l'américain Global Crossing. Ce dernier, profitant de l'explosion du marché de la transmission de données met en place les « tuyaux » dont les opérateurs téléphoniques ont le plus grand besoin.

LE SECTEUR DES télécommunications se remodelle rapidement. L'exemple des grands groupes intégrés à la fois installateurs, détenants et exploitants d'infrastructures de télécommunications évolue au profit d'une plus grande spécialisation des acteurs. L'acquisition par l'américain Global Crossing, pour 550 millions de livres (837 millions d'euros), de Global Marine, la division du britannique Cable & Wireless, spécialisé dans l'installation et la maintenance de câbles sous-marins, en est un nouvel exemple. Depuis le milieu du siècle dernier, Cable & Wireless a été le pionnier des installations de liaisons télégraphiques puis téléphoniques. Mais actuellement, il veut renoncer à ses activités sur les services téléphoniques et procéder à des arbitrages dans ses participations.

En revanche, Global Crossing est un nouveau venu dans le monde des infrastructures de télécommunications. Crée en mars 1997 par le groupe financier Pacific Capital et soutenu par la Canadian Imperial Bank of Commerce et la Deutsche Bank, le groupe est l'archétype de ces acteurs émergents, pressés d'occuper le marché, en pleine explosion, des infrastructures de télécommunications.

### UN SECTEUR DYNAMIQUE

Ces nouveaux venus, comme les américains Qwest ou l'américano-néerlandais Equant, construisent de toutes pièces des réseaux de transmissions de données qui véhiculent, notamment, les communications Internet. Pour cela, ils s'appuient sur les marchés financiers, qui ne leur ménagent pas leurs concours. Ainsi, introduit en Bourse en août 1998, Global Crossing pèse actuellement plus de 23 milliards de dollars pour un chiffre d'affaires de 424 millions.

Une valorisation qui s'explique

par le dynamisme de son secteur. Le marché de la transmission de données progresse de 85 % par an, alors que celui plus classique, de

la transmission de la voix ne croît que de 10 % à 15 %. Pour la première fois en 1998, le volume de transmission des données a dépassé celui de la voix et cette tendance devrait s'accélérer. D'ici deux à trois ans, les données devraient représenter près de 95 % des transmissions.

Global Crossing se charge de fournir des « tuyaux » capables de transmettre des données aux opérateurs téléphoniques. « Ces derniers nous louent de la capacité en signant des contrats à très long terme (25 ans) », explique Wim Huisman, le responsable de Global Crossing en Europe. « L'affranchissement des prix des communications a accru, dans les mêmes proportions, le volume. Global Crossing étant un vendeur de capacités, il profite pleinement de la croissance de la demande », estime M. Huisman.

Depuis 1997, le groupe a déjà réalisé l'installation d'une première liaison sous-marine en fibre optique entre l'Europe et les

Etats-Unis. Pour parfaire le service à ses clients, Global Crossing s'est engagé dans l'extension territoriale de son réseau pour relier les plus grandes villes européennes.

De l'autre côté de l'Atlantique, Global Crossing a acquis en mars 1999, l'opérateur américain de boucles locales Frontier pour 11,2 milliards de dollars. Dans le même temps, il a lancé la construction d'un nouveau lien transatlantique disposant de la plus importante capacité de transmission du marché (2,5 terabits).

RESEAU MONDIAL  
D'ici à 2001, le groupe devrait avoir déployé un réseau mondial reliant l'Europe aux Etats-Unis, le côté Est à la côte Ouest des Etats-Unis et cette dernière au Japon. Sans oublier un tour complet de l'Amérique latine. L'acquisition de Global Marine lui permettra de mieux maîtriser le déploiement et le maintien d'un tel réseau.

Enguérard Renault

La FGAAC appelle les agents de conduite SNCF à la grève

LA FÉDÉRATION générale automobile des agents de conduite (FGAAC) de la SNCF, appelée le personnel de conduite à cesser le travail à partir du mardi 27 avril à 20 heures. Cet arrêt de travail est reconductible par tranches de 24 heures jusqu'au lundi 3 mai.

La FGAAC qui obtenu 29,3 % des suffrages aux dernières élections professionnelles entend ainsi protester contre « le texte définitif de l'accord sur la réduction du temps de travail qui présente une remise en cause du métier d'agent de conduite ». Les perturbations entraînées par ce mouvement de grève devraient être, selon la direction, variables selon les régions.

Par ailleurs, des agents de nettoyage de la gare de l'Est à Paris, salariés de la société Sud-service, filiale du groupe Nicollin, sont en grève depuis le 12 avril pour demander le bénéfice de la convention collective de la manutention ferroviaire, a annoncé, lundi, le syndicat SUD-Rail.

Selon la direction de Sud-service, l'application de cette convention collective, au lieu de celle des entreprises de propreté en vigueur dans cette entreprise, entraînerait des hausses de salaires de plus de 30 %.

Le groupe Marie Brizard va passer sous le contrôle de ses créanciers

UN NOUVEAU montage financier destiné à aléger l'endettement du groupe Marie Brizard, devait être annoncé mardi 27 avril. Selon le quotidien Sud-Ouest, un accord a été conclu par la société de liqueurs bordelaise avec un certain nombre de détenteurs d'obligations convertibles, dont des filiales du Crédit agricole et la société financière britannique ICG. Ces divers titres seront transformés en actions, ce qui devrait réduire à une minorité la participation de la holding familiale Sofia, qui détient actuellement 56 % du capital.

Marie Brizard, placé sous le contrôle d'un mandataire ad hoc par le tribunal de commerce de Bordeaux, supporte un endettement de près de 1 milliard de francs.

## GEC poursuit son « shopping » technologique

LORD SIMPSON, le PDG du britannique GEC, est un homme pressé. Quatre mois après avoir vendu ses activités d'électronique de défense à son compatriote British Aerospace, il estime avoir pratiquement terminé son « shopping » technologique aux Etats-Unis pour devenir un équipementier de télécommunications capable de rivaliser avec les géants américains Lucent et Cisco, le canadien Nortel, le français Alcatel et l'allemand Siemens.

Après avoir déboursé, début mars, 2,1 milliards de dollars (1,97 milliard d'euros) pour acquérir Reltel, GEC a annoncé, lundi 26 avril, l'acquisition de l'américain Fore Systems, spécialisé dans les communicateurs pour transmissions de données, pour 4,2 milliards de dollars. GEC va créer une filiale *ad hoc* (Acquisition Corp.) pour lancer une offre en numéraire sur Fore Systems à 35 dollars par action, soit 43 % de plus que le prix de clôture de l'action sur le Nasdaq vendredi. Fore Systems, dont le siège est à Pittsburgh (Pennsylvanie), emploie environ 2 000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 622 millions de dollars durant son exercice achevé fin mars, avec un bénéfice d'exploitation de 54 millions de dollars (+48 % sur l'exercice précédent).

« GEC se situe à l'avant-garde du marché global des infrastructures pour les communications, en croissance rapide », souligne le groupe. L'objectif est de se positionner sur l'ensemble des technologies qui permettent de transmettre plus efficacement des données, comme Internet, sur les réseaux de télécommunications. Le mar-

ché des équipements réseaux pour Internet est estimé à 50 milliards de dollars en 2005.

La Bourse croit à la stratégie de Lord Simpson. L'action GEC a progressé de près de 5 % lundi après-midi, à l'annonce de cette nouvelle acquisition et de la perspective d'une cotation prochaine de GEC sur le Nasdaq, le marché des valeurs de haute technologie américaines.

### DOUTES

Pour de nombreux analystes, GEC va un peu vite en besogne. Avec moins de 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1999, GEC est encore loin derrière le numéro un mondial Lucent, qui réalise 35 milliards de dollars d'activité. Les deux proies de GEC, Reltel et Fore, n'ont rien de stables du secteur que sont Cisco, Ascend (racheté par Lucent) et Bay Networks (racheté par Nortel). Certains analystes font également remarquer que la technologie ATM (asynchronous transfer mode) acquise par GEC, avec le rachat de Fore, est moins performante que celle des réseaux IP (Internet protocol).

GEC va donc devoir démontrer qu'il a fait le choix des bonnes technologies et qu'il va tirer profit du portefeuille de clientèle acquis avec ces deux achats américains (AT & T, Bell Atlantic et BellSouth, Level Three, Time Warner Communications), d'autant qu'il a désormais épuisé les 4 milliards de dollars qu'il avait tirés de la vente de son activité défense à British Aerospace.

Christophe Jakubyszyn

## CRÉDIT COOPÉRATIF

### 1998 : une année très satisfaisante

LE POIDS DE LA RECONSTRUCTION  
La poursuite du conflit fait également peser des risques non négligeables sur les marchés financiers grecs, Athènes étant candidate pour intégrer la zone euro. Selon les économistes de Goldman Sachs, les événements dans les Balkans ne devraient pas, pour le moment, détourner la Grèce du processus de convergence. « Les développements au Kosovo pourraient toutefois mettre en péril l'adhésion de la Grèce si le sentiment domestique anti-OTAN se renouvelait contre le gouvernement, et donnait lieu à un relâchement des efforts réalisés jusqu'à présent », expliquent-ils.

La résolution du conflit ne devrait pas non plus troubler les investisseurs, même si certains s'inquiètent sur les conséquences d'un rapprochement entre la Grèce et l'Europe. « Peut-être que l'euro a un potentiel d'appréciation », a expliqué le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, tandis que le ministre de l'Économie et des Finances, Dominique Strauss-Kahn, a jugé que le cours actuel de l'euro « est plutôt au bas de la fourchette ».

Le président de la Banque centrale, Hans Tietmeyer, a, pour sa part, invité les marchés à ne pas « sous-estimer » le potentiel de l'euro. « Il faut faire très attention à ce qu'il n'y ait pas d'erosion de la confiance dans l'euro. Toute négligence serait totalement déplacée », a-t-il ajouté. Enfin, le gouverneur de la banque centrale d'Italie, Antonio Fazio, a déclaré ne pas être à « la recherche d'un nouvel affaiblissement de l'euro ».

Joël Morio et Cécile Prudhomme

Le Conseil d'Administration de la Caisse Centrale réuni le 1er avril 1999 sous la présidence de M. Jean Claude DELILLE, a arrêté les comptes de l'exercice 1998 du Groupe du Crédit Coopératif. Pour la première fois le bénéfice net franchit les 100 millions de francs (104 MF, part du groupe soit 15,8 MF) en progression de 36,5 % sur l'exercice 1997. Ce chiffre intègre les premiers résultats des reprises d'activités effectuées en cours d'exercice. L'année 1998 s'est caractérisée par un niveau d'activité soutenu dans tous les secteurs ; la clientèle des PME s'est fortement accrue du fait des reprises, la croissance de la clientèle non marchande s'est poursuivie, appuyée par un partenariat très actif et multiforme et le développement des relations avec les particuliers s'est accéléré, qu'il s'agisse de collecte ou de crédits.

Le PNB s'estbâti à 1092,9 MF soit 16,6 M€ (+18,2%). La contribution des opérations de croissance externe a été conforme aux attentes. L'érosion des marges a été compensée par la forte progression des commissions nettes, dont la part dans le PNB est passée de 14,9 % en 1997 à 23 % en 1998, sous le double effet d'une politique d'élargissement des perceptions sur l'ancien pôle et d'une pratique déjà établie dans les établissements repris.

Le dépôts à vue et d'épargne enregistrent une croissance très notable de près de 25 % et l'ensemble des ressources bancaires de près de 20%. La progression de l'encours total OPCVM gérés ayant été plus modérée, l'encours moyen de la collecte bancaire et financière après la clôture s'est accru de 11,1 % au total.

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les débits à vue et d'épargne enregistrent une croissance très notable de près de 25 % et l'ensemble des ressources bancaires de près de 20%. La progression de l'encours total OPCVM gérés ayant été plus modérée, l'encours moyen de la collecte bancaire et financière après la clôture s'est accru de 11,1 % au total.

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,5% pour les encours débiteurs, +7,8% pour le personnel). Les versements de crédits d'investissement réalisent un bon score (+10%). Aussi l'encours total de crédit progresse-t-il de façon substantielle (+8,9%).

## COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

### En achetant Avenir, Decaux règne en maître sur l'affichage français

Le spécialiste du mobilier urbain devient le plus gros afficheur dans le monde. Après avoir fait plier ses concurrents nationaux, il est en position de force face aux Américains, qui tentent de percer en Europe, mais se place sous la menace des autorités anticoncurrentielles

**DECAUX** a-t-il commis un péché d'orgueil ? En choisissant de surenchérir sur les américains Clear Channel, Outdoor Systems et TDI pour racheter le groupe français d'affichage Havas Media Communication-Outdoor Advertising (HMC-OA), Jean-Claude Decaux a pris des risques.

Certes, le roi de la Sanisette impressionne en mettant sur la table 6,05 milliards de francs (922 millions d'euros) pour acquérir en bloc ces six entreprises - Avenir (affichage traditionnel), Claude Publicité (affichage lumineux), Sky Sites, AP Systèmes, Pearl & Dean (affichage dans les aéroports) et RCI (magazines dans les avions) - évaluées par le marché à moins de 4,5 milliards de francs. Mais il se fragilise, aussi, au yeux des autorités anticoncurrentielles françaises et européennes.

Par cette acquisition, annoncée lundi 26 avril, Jean-Claude Decaux - qui prépare sa succession en passant progressivement la main à ses fils, Jean-François Decaux, qui dirige de Londres les activités pour l'Europe du Nord et les Etats-Unis, et Jean-Charles Decaux celles de l'Europe du Sud et d'Asie - a fini de transformer les premiers panneaux installés en 1962 dans sa ville natale de Beauvais en un groupe qui se présente aujourd'hui comme le leader mondial de la communication extérieure.

**EN POSITION DE FORCE**

Présent dans 31 pays, il emploie 6 300 personnes et régne sur 350 000 panneaux d'affichage, Sanisette, plans de ville et information, colonnes Morris, Abribus, etc. Son chiffre d'affaires consolidé devrait atteindre, en 1999, 8 milliards de francs et avoisiner 10 milliards de francs en l'an 2000.

Cette acquisition le place en position de force face aux Américains, sans, pour l'instant, lui faire prendre de risques financiers. Le groupe n'était pas endetté et l'acquisition des sociétés d'HMC-OA a été financée à hauteur de 25 % par

ses fonds propres. La famille Decaux, propriétaire du groupe, a l'avantage de ne pas subir la loi d'actionnaires extérieurs et jouit d'une grande autonomie financière. Elle a ainsi pu facilement racheter pour 900 millions de francs, il y dix-huit mois, les 20 % que Vendi détenait dans l'entreprise familiale. Et Jean-Claude Decaux, avec les 11,5 % (environ 3,4 milliards de francs) qu'il possède dans Bouygues Telecom, estime qu'il détenait là « une roue de secours » : « Si on vendait, on rembourserait tout partie de la dette », explique le patron.

Le danger vient des autorités de régulation de la concurrence. Sa position dominante agace les Américains, qui tentent de percer en Eu-

rope. La part de marché de Decaux, en France, dépasse 25 % : avec les 100 000 panneaux supplémentaires apportés par la société Avenir, leader dans les panneaux de 12 m<sup>2</sup>, et le mobilier urbain implanté dans plus de 650 villes par Decaux, le nouveau groupe détient près de 37 % de l'affichage français, tous formats confondus. Il rompt l'équilibre mis en place par les trois principaux afficheurs - Avenir, Dauphin, Giraudy - et modifie la structure concurrentielle du marché.

Conscient du risque d'un blocage de la direction générale de la concurrence (DGCCRF), Jean-François Decaux mise sur la distinction marketing qui existe entre les deux types de panneaux en choisissant

de continuer à opérer les six sociétés acquises sous leur marque propre. La démarque répond, selon M. Decaux, à une logique commerciale : « Le réseau de mobilier urbain est national et ne propose que des panneaux de 2 m<sup>2</sup> alors qu'Avenir a 37 % de l'affichage français, tous formats confondus. Il rompt l'équilibre mis en place par les trois principaux afficheurs - Avenir, Dauphin, Giraudy - et modifie la structure concurrentielle du marché.

Conscient du risque d'un blocage de la direction générale de la concurrence (DGCCRF), Jean-François Decaux mise sur la distinction marketing qui existe entre les deux types de panneaux en choisissant

française d'associer auprès des annonceurs la vente de campagnes sur le mobilier urbain à celle de formats plus grands (8 m<sup>2</sup>), récemment installés. Et de fausser ainsi la concurrence. Les mesures conservatoires ont été rejetées, mais la plainte, jugée recevable par le Conseil, suit son cours.

Le bras de fer engagé entre Decaux et Clear Channel pour l'acquisition de More Groupe - Decaux avait échoué dans sa contre-OPA (Le Monde du 15 avril 1998) - se poursuit en France, où Decaux a désormais les coulées franches vis-à-vis des afficheurs traditionnels. Ces derniers semblent soudainement avoir oublié leurs anciennes querelles avec le roi du mobilier urbain : ils ne voient pas « d'un mau-

vais œil » son arrivée dans l'affichage traditionnel et expriment même leur « admiration » devant ce nouveau groupe qui va « tirer vers le haut la qualité » de l'affichage français.

Ce sont pourtant eux qui avaient sasi, via le Chambre syndicale de l'affichage, le Conseil de la concurrence il y a quatre ans et obtenu, en juillet 1998, que Decaux envoie aux maires une lettre stipulant qu'il ne pouvait plus y avoir d'exclusivité ni de droit de préférence. Ils lui reprochent les avenants « glissants » aux contrats qui prolongent les concessions initiales de mobilier urbain sans mise en concurrence (Le Monde du 4 juin 1998).

FL. A.

Jean-Claude Decaux, président du groupe Decaux

« Il faut supprimer 100 000 panneaux en France »



Jean-Claude DECAUX

« Quel objectif poursuivez-vous en achetant ces sociétés d'affichage que vous considérez, jusqu'à présent, comme vos frères ennemis ?

Si nous avons fait cette offre, c'est pour pouvoir nous développer aux Etats-Unis où il n'y a que cinq villes dans lesquelles nous pouvons installer du mobilier urbain. Nous voulons gérer la publicité dans les centres commerciaux - nous sommes déjà la régie exclusive de 270 d'entre eux -, et l'affichage dans les aéroports puisque, plus que dans la rue ou les gares, c'est là que sont les gens. Dans les aéroports, le pôle transport d'Havas (AP Systèmes, Sky Sites et Pearl & Dean) a fait des choses intéressantes puisqu'ils s'occupent de l'affichage publicitaire de 150 aéroports dans le monde et que cette activité représente un bon tiers du groupe que nous achetons. En Europe, il y a des synergies évidentes entre le mobilier urbain et l'affichage traditionnel. Les complémentarités devraient jouer à plein

puisque Avenir est partout où nous sommes.

Vous avez, pendant vingt ans, tiré à boulets rouges sur l'affichage pour mieux vendre le mobilier urbain aux maires au prétexte qu'il était, seul, garant de la qualité urbaine. Aujourd'hui, vous êtes propriétaire du premier afficheur français. Que vous a-t-il changé d'avis ?

Il y a trop de panneaux publicitaires en France. Je serai toujours du côté des maires pour réduire le nombre de panneaux sur le domaine privé [les concessions obtenues auprès des maires]. Sur le domaine public [les concessions obtenues auprès des maires], il n'y a jamais eu d'excès. Il y a toujours eu dans le mobilier urbain une certaine retenue. En revanche, nos confrères ont installé beaucoup trop de panneaux. Je pense que, sur 250 000 panneaux en France, il faut en supprimer 100 000. Il y a des abus auxquels il faut mettre un terme comme voir, par exemple,

mis ensemble pour protéger leur business. Enfin, les choses ont changé et ils racontent moins de bêtises. Mais je ne suis pas encore décidé, je reste très réservé.

Cette acquisition à prix d'or, c'est finalement une façon de prendre votre revanche sur les Américains qui vous ont soufflé More Group, Pan dernier ?

On sait bien qu'on a payé trop cher. Qu'on aurait dû payer au moins 20 % de moins. Mais qu'est-ce que vous vouliez, c'était ça ou l'affaire nous passait sous le nez. J'ai fait en Angleterre mon OPA, je ne pouvais pas laisser faire une nouvelle fois. Nous avons des financiers en face de nous qui sont capables de sortir des sommes colossales. Rendez-vous compte, Clear Channel [principal concurrent américain de Decaux qui a acquis More Group] a une capitalisation boursière équivalente à 230 fois ses bénéfices, c'est irréalisté ! Oh sommes-nous, nous les entrepreneurs ? Il y a d'un côté ceux qui ont des usines et qui se créent, et de

l'autre, des financiers qui sont dans leurs bureaux et jonglent avec des chiffres qui ne veulent plus rien dire.

Vous prévoyez pourtant, vous aussi, de faire appel aux marchés financiers à breve échéance.

C'est vrai qu'on envisage d'aller en Bourse. Lever des capitaux pour investir, c'est bien. Mais si le capitalisme se nourrit d'exemples comme celui donné par les dirigeants d'Elf qui licencent 1 400 personnes à Pau quand ils amontent des bénéfices records, ou d'autres financiers qui surévaluent une entreprise d'une façon telle que sa valeur n'a plus rien à voir avec sa réalité économique, je trouve cela complètement immoral. Cela veut dire qu'on croit davantage en la spéculation boursière que dans le travail. J'ai beau être un patron et un entrepreneur, je ne veux pas appartenir à cette race-là !

Propos recueillis par Florence Amalou

### Le secteur publicitaire engage la négociation sur les 35 heures

**L'ASSOCIATION** des agences conseils en communication (AACC) a décidé d'ouvrir la négociation sur la réduction du temps de travail par un accord professionnel afin de se mettre en conformité avec la loi Aubry avant la date du 1er janvier 2000.

Dans un courrier en date du 2 avril, le syndicat patronal propose aux partenaires sociaux : « d'ouvrir immédiatement des conversations sur ce secteur afin de parvenir dans les meilleurs délais à un accord professionnel spécifique aux agences » de publicité et à leurs 15 000 employés.



Une première réunion devrait avoir lieu, le 10 mai, pour discuter de la « lettre d'orientation » soumise par l'AACC. Le secteur étant peu syndiqué, ce sont les permanents des fédérations (CGC, CFDT, FO, CGT), déjà mobilisés autour de la renégociation de la convention collective (Le Monde du 3 avril 1998), qui mèneront les négociations.

**RÉCUPÉRER DU TEMPS**

L'organisation patronale va jusqu'à envisager une semaine de 35 heures payées 35, et l'annualisation du temps de travail parce que les salariés veulent « récupérer du temps pour leurs loisirs plus que de l'argent », selon l'AACC, qui se réfère à « un exercice politique de consultation » conduit ces quatre derniers mois auprès d'une dizaine d'agences.

L'AACC argue du fait que le secteur publicitaire « n'est pas naturellement porté à une organisation majoritaire du travail » pour se contenter « d'appliquer une loi de la Répu-

blique » sans se soucier de son « esprit ». Les métiers de la communication devraient être redéfinis « en fonction de la relation client-salarié » et de « l'autonomie [du salarié] en matière de gestion [de son temps] ». Trois catégories sont envisagées : une première regroupant les métiers administratifs ; le reste des publicitaires, composé majoritairement de cadres commerciaux et des créatifs qui conçoivent les campagnes, se répartissant dans les deux catégories restantes.

Pour la CCT-Filpac, Michel Ponce affirme d'ores et déjà : « On propose une modulation pour les périodes hautes, mais on refusera les 35 heures payées 35. »

FI. A.

### DÉPÉCHES

**■ PRESSE :** France-Soir a augmenté son prix de vente de 3,90 francs à 4 francs, depuis lundi 26 avril. Le supplément « TV Magazine », jusque-là réservé à Paris et sa banlieue, est dorénavant diffusé nationalement ; le prix de l'édition du samedi passe à 7 F pour toute la France (au lieu de 5,50 F auparavant en région parisienne). Avant de racheter le titre, le 12 avril, Georges Ghosn avait annoncé son intention d'en porter rapidement le prix à 5 francs.

**■ ÉDITION :** Le Point vient d'acquérir les éditions Tallandier en association avec Christian Brégou, ancien PDG de CEP Communication, qui participe au capital. Les éditions Tallandier éditent des ouvrages historiques et le magazine Historia qui compte trois éditions, le mensuel Historia (80 000 exemplaires), le bimestriel Historia Spécial (70 000 exemplaires) et le bimestriel Historia Découvertes, consacré au tourisme sous un angle historique. Tallandier était jusqu'à présent 52 % par FSD Capital développement (groupe Natexis) et à 48 % par la famille de l'ancien dirigeant François de l'Espée.

**■ JUSTICE :** La cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par l'ancien journaliste de TF1, Aymar du Chatenet. Il avait été condamné, le 16 mars 1998, par la cour d'appel de Paris à six mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende (Le Monde du 18 mars 1998). M. du Chatenet avait tenté, en 1993, de diffuser un faux impliquant Hervé Bourges, alors PDG de France 2, dans l'affaire Botton.

### Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble.

Vous n'avez pas à prélever sur votre compte bancaire, ni à verser de frais de port à votre éditeur. Il y a un date-tarif unique.

Vous ne payez rien d'avance.

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

Vous êtes sûr de ne pas perdre en compétitivité en réintègrant, par exemple, les jours traditionnellement « offerts » lors de week-ends, qui représentent un part non négligeable dans la comptabilisation du temps.

## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **AIRBUS** : le constructeur d'avions européen a annoncé officiellement, lundi 26 avril, le lancement de son plus petit avion, l'A 318, un appareil d'une centaine de sièges qui complète la famille A 320 et sortira des chaînes d'assemblage allemandes d'Airbus à Hambourg (*Le Monde* du 18 et 19 avril). Cet appareil fait déjà l'objet de 109 engagements d'achat émanant notamment des compagnies aériennes TWA, Air France, Egyptair et du joueur américain d'avions ILFC.

● **EUTROTUNNEL** : le tribunal de commerce de Paris a débouté lundi 26 avril l'Association de défense des actionnaires d'Eutrotunnel (Adacte), qui avait demandé l'annulation de certaines résolutions autorisant l'attribution de stock-options aux dirigeants et salariés du groupe, et devait être votées lors de l'assemblée générale d'Eutrotunnel le 6 mai.

● **BARILLA** : le leader mondial des pâtes a racheté les pains croissillants Wasa, pour 296 millions d'euros au groupe suisse Novartis, qui veut se concentrer sur les aliments santé. Novartis a également cédé sa marque d'aliments diététiques Eden à l'allemand De-Van-Ge Gesundkostwerk.

● **PECHINNEY** : le groupe d'aluminium et d'emballage a annoncé le 27 avril l'acquisition de Kempak, producteur américain d'emballages médicaux.

## SERVICES

● **TELECOM ITALIA** : lundi 26 avril, le ministre italien des finances Carlo Ciampi a reporté la rencontre demandée par son homologue allemand Hans Eichel à propos de la fusion entre Deutsche Telekom et Telecom Italia. De son côté, le gouvernement allemand a fait savoir qu'il ne voulait pas accélérer le processus de désengagement de l'Etat dans le capital de Deutsche Telekom.

● **EBAY** : le site Internet de vente aux enchères a annoncé, lundi 26 avril, l'acquisition pour 260 millions de dollars (242 millions d'euros) de Butterfield and Butterfield, expert dans les enchères haut de gamme.

● **GROUPE PARTOUCH** : le conseil municipal de Lyon a approuvé lundi 26 avril la

concession d'un casino, qui sera abrité en sous-sol par un hôtel Hilton, dont l'ouverture est prévue en mai sur le site de la Cité internationale, à la société anonyme (SA) Grand Casino de Lyon, filiale à 90 % du groupe Partouche.

● **KINGFISHER** : le groupe de grande distribution britannique a annoncé mardi 27 avril le lancement, en association avec le groupe français Arnault, d'un service européen d'accès gratuit à l'Internet, LibertyNet. Ce service sera initialement disponible en France, dans les magasins Darty.

● **MICRO-INFORMATIQUE** : les ventes mondiales de PC ont continué de progresser au 1<sup>er</sup> trimestre, avec une croissance en volume de 17 à 19 %, selon Dataquest et IDC, mais la forte pression sur les prix a ramené cette croissance à moins de 5 % en valeur.

● **AIR FRANCE** : la compagnie aérienne a été entrée mardi 27 avril dans son 12<sup>e</sup> jour de conflit à Nice. La direction régionale d'Air France à Nice et les organisations syndicales se sont rencontrées la veille. L'intersyndicale des personnels au sol d'Air France à l'aéroport de Marseille s'est mise en grève par solidarité avec le mouvement social niçois.

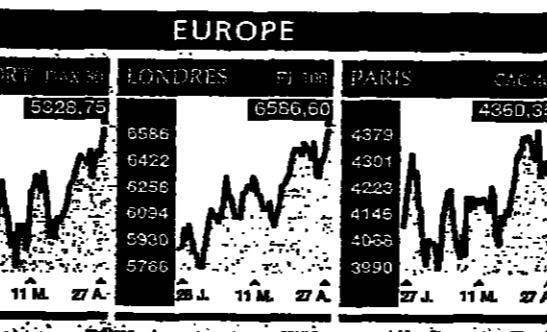
## FINANCE

● **CRÉDIT LYONNAIS** : après le Crédit agricole, les assureurs AGF (filiale d'Allianz) et Axa sont officiellement candidats au groupe d'actionnaires partenaires (GAP) de la banque publique. Les AGF veulent prendre une participation « entre 5 et 8 % », y compris le 1,66 % déjà détenu, et Axa « autour de 5 % ».

● **COMIT** : le président du groupe bancaire italien Banca Commerciale Italiana (Comit), Luigi Lucchini, a annoncé lundi 26 avril le report surprise d'un conseil d'administration programmé pour mardi. Les administrateurs sont partagés sur la réponse à donner à la demande de mariage présentée récemment par le groupe bancaire Unicredit.

● **EBAY** : le site Internet de vente aux enchères a annoncé, lundi 26 avril, l'acquisition pour 260 millions de dollars (242 millions d'euros) de Butterfield and Butterfield, expert dans les enchères haut de gamme.

● **GROUPE PARTOUCH** : le conseil municipal de Lyon a approuvé lundi 26 avril la



لـ ١٥٥ من الأصل

22/LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

FINANCES ET MARCHES

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action Italgas a perdu, lundi 26 avril, 2,7 % à 4 euros, après que la compagnie italienne d'eaux et d'électricité contrôlée par l'ENI eut annoncé qu'elle s'attendait à une amélioration de 1,1 % de son profit opérationnel en 1999, accompagnée d'une hausse de 1,9 % des ventes.

● La valeur Endesa a clôturé en hausse, lundi, de 1,53 % à 21,21 euros. Le groupe espagnol a remporté la bataille qui l'affrontait à Duke Energy Corp. pour prendre le contrôle de la compagnie d'électricité chilienne Empresa Nacional de Electricidad.

● En réaction à l'augmentation de sa note par l'agence de notation Moody's, la valeur Banco

Comercial Portugues s'est appréciée, lundi, de 1,62 % à 26,29 euros.

● Les actions du secteur des télécommunications en Grande-Bretagne étaient en ébullition, lundi, après que British Telecom et AT & T aient acquis chacun 30 % du capital de Japan Telecom. Le titre British Telecom a gagné 5,3 %, Telewest Communications a pris 5,1 % et Cable & Wireless, qui a indiqué s'être séparé de son activité câbles sous-marins, s'est apprécié de 8 %.

● Le titre TNT Post Group s'est adjugé 5,4 %, à 26,3 euros, les investisseurs anticipant une poursuite de la croissance externe de la poste hollandaise.

27/04 12h37	Code	Cours	% Var.
par pays	en euros	volée	
<b>AUTOMOBILE</b>			
AUTOLIV SDA	SE	52,77	+1,22
BASF AG	BE	45,7 +0,9	+3,18
BMW	DE	672	+0,30
CONTINENTAL AG	DE	23,65	+0,55
DAIMLER-BENZ	DE	10,95	+0,55
FAG	IT	1,22	+1,58
FIAT PRIV.	IT	1,64	+1,85
LUCAS VARTA	GE	4,37	—
MICHELIN R/B	FR	45,7 +0,9	+2,64
PEUGEOT R/B	FR	163,2	+2,64
PIRELLI	IT	2,89	—
RENAULT	FR	38,65	+1,62
VALEO R/B	FR	17,1 +0,25	+2,35
VOLKSWAGEN	DE	70,3 +1,22	+1,22
VOLVO A	SE	24,67	+0,65
VOLVO B	SE	25,18	+0,67
► D/E STOXX AUTO P			
259,04			+0,67
<b>BANQUES</b>			
ABN AMRO	GB	21,33	+0,29
ABN AMRO HOLD	NL	—	+1,41
ALLIED IRISH BA	GB	16,38	—
ALPHA CREDIT BA	GR	58,38	—
ARGENTINA R	ES	22,5 +0,49	+0,49
BANCO ESSI R	PT	10,34	—
BANK AUSTRIA AG	AT	68,38	-0,03
BANK OF IRELAND	GB	19,30	—
BANK OF PIRAEUS	GR	20,20	—
BANISTERIUS	DE	40,0 +0,51	+0,51
BARCLAYS PLC	GB	29,94	+0,15
BAYLISS-HOLY-LIVER	DE	60,4 +1,17	+1,17
BICA FIDEIURAM	IT	5,3 +1,51	+1,51
BICA INTESA	IT	5,31	—
BICO BILBAO VIZC	ES	14,43	+0,28
BICO POPULAR ESP	ES	68,8 +0,22	+0,22
BLOOMBERG AP	ES	10,35	+0,55
BOP R	DE	26,44	—
BNP R/BM	FR	73,8 +0,96	+0,96
CFC R/BM	FR	91,3 +0,11	+0,11
CHRISTIANIA BK	NO	3,94 +2,19	+2,19
COMIT	IT	7,45 +1,78	+1,78
COMMERCIAL BANK OF GR	GR	152,73	—
COMMERCIAL BANK	DE	30,48	+0,49
DEN DANSKE BA	DK	100,48	+0,27
DEUTSCHE BANK	DE	100,48	+0,27
DEUTSCHE BANK A	DE	56,05 +0,51	+0,51
DEUTSCHE C	DE	145 +0,07	+0,07
DEUTSCHE ICE BM	FR	128,9 +1,42	+1,42
DRESDNER BANK	DE	39,2 +1,03	+1,03
ERGO BANK	GR	74,54	—
FIRST AUSTRIAN	AT	575	—
FOERNINGSSB A	SE	22,80	-1,89
FORTIS	DE	10,41	—
HAIKU	GB	18,51 +1,98	+1,98
HISCO HOLD	ES	35,15 +0,74	+0,74
IONIAN BCI REGS	GR	51,47	—
JYSKE BANK REG	DK	73,32 +2,21	+2,21
KAPITAL HOLDING	DK	35,7 +2,31	+2,31
KBC BANCASSURAN	BE	89,5 +1,54	+1,54
LLOYDS TSB	GB	18,89 +1,02	+1,02
MESB	FR	1,41 +1,32	+1,32
METNAT BANK GREECE	GR	58,62	—
METNAT	FR	81,86 +3,70	+3,70
NATL WESTM BK	GB	22,17 +1,28	+1,28
NORDBANKEN HOL	SE	5,71 +1,98	+1,98
ROLO BANKA 1473	IT	22,88	—
ROYAL BR SCOT	GB	21,38 +0,49	+0,49
SE-PIANER A	SE	12,54 +1,85	+1,85
STE-GARANT A	SE	12,54 +1,85	+1,85
SV HANDBR	SE	37,10 +0,75	+0,75
UBS REG	CH	322,30 +0,38	+0,38
UNICREDIT ITAL	IT	4,92 +0,20	+0,20
UNIDANMARK A	DK	60,84 +2,95	+2,95
XOBAN	GR	25,87	—
► D/E STOXX BANK P			
256,25			+1,07
<b>PRODUITS DE BASE</b>			
ALUMINUM GREEC	GR	70,70	—
ARDI WIGGINS AP	GB	2,68	—
ASSIDOMINAY AB	SE	19,58 +1,14	+1,14
AVESTA	SE	1,40 +0,25	+0,25
BESTA	SE	48,0 +0,25	+0,25
BILTON	GB	4,81	—
BOEHLER-UDDEHOL	AT	2,70	—
BRITISH STEEL	GB	2,13	—
BURMANN M	NL	—	+2,33
BUNZL PLC	GB	4,16 +0,18	+0,18
CARTERBURGO	IT	1,40 +0,46	+0,46
ELM-ASA, OSLO	NO	15,93 +0,76	+0,76
ELVAL	GR	11,08	—
IMPRESA	PT	15,77	—
JOHNSON MATTHEY	GB	8,84 +0,54	+0,54
MAIR-HEELNHO M	AT	44,74 +1,58	+1,58
METAL-SERIA A	PT	1,77 +0,20	+0,20
MORF	SE	22,03 +0,47	+0,47
NORMS E SKOGIND	SE	32,27 +0,29	+0,29
OUTOKUMPU OY A	FI	10,45 +1,45	+1,45
PECHINEY A	FR	35,25 +2,11	+2,11
PORTCUL INDUST	PT	5,57	—
RAUTARUUKU K	FI	5,69 +0,89	+0,89
RAUTO TINTO	DE	14,47 +1,30	+1,30
SIDORER	GR	22,92	—
SILVAI PARTE	GR	1,20 +0,38	+0,38
SILURIT EFFEFS	GB	2,20 +1,31	+1,31
SOMA INDUSTRA	PT	8,9 +4,20	+4,20
SSAIS SWI STA F	SE	10,08 +0,52	+0,52
STORA ENSO A	FI	10 +4,31	+4,31
STORA ENSO R	FI	10,3 +4,10	+4,10
SVENSKA CELULO	SE	23,54 +0,97	+0,97
THYSSEN	DE	174	—
TRELLEBORG B	SE	9,77 +1,89	+1,89
UNICOM MINIRE	DE	9,40 +0,32	+0,32
UPM-PARTMENNE COR	FI	27,15 +0,56	+0,56
USINOR	FR	14,44 +1,43	+1,43
VICHALCO	GR	27,82	—
VOEST-ALPINE ST	AT	30,1	—
► D/E STOXX BASP P			
177,59			-0,95
<b>CHIMIE</b>			
ACA A	SE	12,48 +0,45	+0,45
ACA B	SE	12,54 +0,45	+0,45
AIR LIQUIDE R	FR	152 +2	—
AKZO NOBEL	NL	—	—
BAF AG	DE	42,2 +3,15	+3,15
BAYER AG	DE	49,85 +0,49	+0,49
BOC GROUP PLC	GB	16,21 +0,47	+0,47
CIBA SPEC CHEM	CH	80,18 +9,63	+9,63
► D/E STOXX CHEM P			
249,04			+0,63
<b>TELECOMMUNICATIONS</b>			
BRITISH TELECOM	GB	16,46 +3,44	+3,44
CABLE & WIRLES	GR	13,58 +1,78	+1,78
DEUTSCHE TELE	DE	36,95 +2,52	+2,52
EUROPEAN TEL	FR	11,40 +2,27	+2,27
FRANCE TELE	FR	77,95 +1,76	+1,76
ITALIAN TELE	GR	20,30	—
ITALIAN TELECO	IT	41,04 +0,74	+0,74
MONSANTO R	DE	30,48 +0,49	+0,49
SWISSCOM N	CH	367,82 +0,70	+0,70
TELE DANMARK	DK	93,50	—
TELEFONICA B	ES	10,68 +0,29	+0,29
TELEFONICA D	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA E	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA I	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA M	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA R	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA S	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA T	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA V	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA W	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA X	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA Y	ES	14,00 +0,67	+0,67
TELEFONICA Z	ES	14,00 +0,67	+0,67
► D/E STOXX CONC P			
249,77			+0,67
<b>CONSTRUCTION</b>			
ACCONA	ES	46,4 +0,02	+0,02
ACSA REG	ES	12,01 +0,59	+0,59
AKTOR SA	GR	14,00 +0,67	+0,67
ALSTOM	DE	42,75 +0,23	+0,23
AMARANT	IT	1,22 +0,27	+0,27
AN			

## VALEURS FRANÇAISES

● L'action BNP s'échangeait, mardi 27 avril dans la matinée, à 74 euros, en hausse de 1,09 %, celle de la Société générale, en hausse de 0,68 %, à 161 euros et Paribas en hausse de 0,47 %, à 96,1 euros. A ces cours, les parts proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valaient l'Action SC à 158,57 euros et l'action Paribas à 101,75 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 100,62 euros.

● Le titre Pernod Ricard s'inscrivait en hausse de 0,88 %, lors des premiers échanges de la séance du mardi. Le groupe s'est refusé à commenter les informations du *Point* selon lesquelles les hommes d'affaires Albert Frère et George Soros augmenteraient leur participation dans le capital.

● L'action Elf Aquitaine a reculé de 1,11 % à l'ouverture de la séance du mardi. Le marché reste dubitatif devant les rumeurs de mariage du groupe avec un concurrent.

● Le titre Peugeot a abandonné 0,46 % dans les premières transactions du mardi. Le groupe français a annoncé le rachat de Kenpac, un producteur américain d'emballages plastiques destinés au marché médical. Le montant n'a pas été révélé.

● L'action Pinault-Printemps-Redoute a gagné 1,96 %, en début de matinée mardi. Le groupe a publié un chiffre d'affaires pour le premier trimestre en hausse de 14,6 %.

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 21 mai

France ► Précéd. Cours en francs Cours en francs Cours en francs % Var. Montant Montant

BAF (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CALYPSO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

ACCO 48,50 322,14 + 1,25 0,78 — —

AIR FRANCE C.P.E.N. 140,40 104,69 + 0,55 2,74 — —

AIR LIQUIDE 180 100,62 + 0,68 1,02 — —

ALCATEL 117,20 806,83 + 4,94 1,75 — —

ALSTOM 20,91 100,26 + 4,27 0,73 — —

ALTRAN TECHN. 225 150,71 + 0,48 0,53 — —

ATOS CA 79,95 831,99 + 1,02 0,92 — —

AVI 114,00 757,00 + 5,17 1,07 — —

BAL INVESTS 126,50 881,10 + 0,95 0,80 — —

BAZAR HOT. VILLE 110 754,67 + 1,81 2,59 — —

BERTRAND FAURE 54 353,98 + 0,07 0,81 — —

BPAL (TOMATO) 145 77,28 — — — —

CHYLO (T.P.) 142 88,19 + 0,67 15,19 — —

RENAULT (T.P.) 410 889,19 + 0,67 15,19 — —

SAINTE GOBAIN (T.P.) 183,15 977,28 + 2,05 6,11 — —

THOMSON SA (T.P.) 146 251,50 155,62 + 2,37 3,51 — —

AC

**SCIENCES** Les zones naturelles protégées représentent aujourd'hui 7 % des terres émergées, deux fois plus qu'en 1970. CES STATISTIQUES sont, toutefois, trompeuses,

dans la mesure où elles prennent en compte certains parcs régionaux aux contraintes de préservation peu sévères. En fait, la politique de conservation traverse une crise ma-

jeure. ● LES PAYS DU SUD éprouvent les plus grandes difficultés à convaincre du bien-fondé de la préservation de la forêt tropicale des habitants fascinés par la

ville et soucieux d'améliorer leur niveau de vie. ● LA FORÊT TROPICALE est, pourtant, un réservoir extraordinaire de biodiversité. Elle recèlerait quelque cent millions d'espèces

animales et végétales, dont seulement 10 % sont recensées, et joue un rôle climatique local important. Il en disparaît chaque année une surface équivalant à celle de la Grèce.

## L'idée de réserves naturelles comme sanctuaires sans hommes a vécu

La politique de la conservation de la nature, en crise, renouvelle ses concepts. On cherche de plus en plus à rendre les zones protégées rentables et à associer les populations locales à leur mise en place et à leur gestion. Mais les réussites restent rares

**A EN CROIRE** les chiffres, la conservation de la biodiversité n'est jamais mieux portée. D'après le World Conservation Monitoring Center basé à Cambridge, le monde compte 9,3 millions de kilomètres carrés d'aires protégées, ce qui représente 7 % des terres émergées. Cette surface a plus que doublé depuis 1970. Mais la statistique est trompeuse. D'abord, elle inclut toutes les formes de protection juridique, y compris les plus lâches comme, par exemple, les parcs régionaux français, dont les contraintes environnementales sont peu sévères. Ensuite - et surtout -, nombre de gouvernements peinent de plus en plus à faire respecter les règles de préservation des ressources naturelles qu'impose leur statut. Enfin, comme l'ont souligné récemment deux groupes de chercheurs dans le magazine scientifique *Science* (du 19 mars), les nouvelles approches de la politique de conservation butent sur de nombreuses difficultés.

Cette crise de la conservation tient, en partie, aux difficultés économiques de nombreux pays concernés - dans l'hémisphère Sud, mais aussi en Europe de l'Est - qui restreignent leur budget de protection de la nature. Mais les problèmes rencontrés viennent aussi du fait que, partout, la philosophie qui sous-tend la conservation est de moins en moins assurée.

Le concept dominant de la conservation est celui de « réserve » : on met à l'abri certaines zones présentant un intérêt écolo-

gique particulier en tentant d'en interdire au maximum l'accès aux humains, considérés comme fortement destructeurs. Cette approche est de moins en moins acceptée par les populations locales pour qui la tentation est forte d'utiliser ces zones, qui représentent un potentiel économique important en termes de terres à défricher, d'animaux à chasser, ou de minéraux à exploiter. Par ailleurs, le concept même de réserve renvoie à une opposition entre nature et culture qui n'est pas universelle : « Il faut sortir de la dichotomie entre exploitation et conservation, qui est une vision très occidentale, ethnocentriste », estime Pierre de Maret, du Centre d'anthropologie culturelle de l'université libre de Bruxelles.

**L'EXEMPLE DU ZIMBABWE**

Devant ces contradictions, la science de la conservation cherche de plus en plus à associer les populations locales à la préservation des zones visées. Si elles tirent avantage de la conservation de la nature, pense-t-on, elles empêcheront sa destruction ou sa transformation. Mais ce n'est pas simple. Dans leurs articles publiés par *Science*, les chercheurs citent le cas du Kenya, qui a adopté la politique la plus déterminée en faveur d'une protection de la faune financée par le tourisme. Une étude économique conclut qu'une utilisation par l'agriculture et l'élevage des aires protégées y produirait un revenu annuel de 203 millions de dollars (91 millions d'euros), bien plus que les 42 millions de dollars



SERGE BAHUCHET/TRANS

**Agriculture sur brûlis en forêt tropicale : une bananeraie au Cameroun.**

(39,5 millions d'euros) effectivement générés par l'utilisation accrue.

Il existe pourtant quelques exemples réussis d'une association des populations locales à la préservation de la faune. Le plus connu est le programme Campfire, engagé au Zimbabwe depuis dix-sept ans, qui redistribue aux villages de la zone protégée les revenus tirés du tourisme et des safaris, à la gestion desquels ils participent étroitement. Ces exemples prometteurs sont peu nombreux. La majorité des spécialistes n'en considèrent pas moins que ce type de politique est le seul réaliste.

### IDEES NOUVELLES

Mais si le principe est clair, la mise en œuvre n'est pas précisément définie. Elle implique de la part des chercheurs, soulignent les auteurs des articles de *Science*, une capacité nouvelle à dialoguer avec les habitants, à solliciter et à utiliser leur savoir sur l'environnement. Elle suppose aussi que soit identifié ce qu'est la « communauté locale » partenaire, note Miguel Clüsener-Godt, du programme Man and Biosphère de l'UNESCO. Est-elle représentée par le chef coutumier, la commune, le département (ou ce qui en tient lieu) ? Il faut aussi se garder, prévient Pierre de Maret, de rétomber dans « une autre utopie occidentale » :

l'illusion concernant les vertus de la communauté. « En Afrique centrale, par exemple, les gens sont très individualistes », souligne le chercheur.

Enfin, outre le principe d'implémentation des populations locales à la gestion des aires protégées, deux idées nouvelles émergent. La première est qu'une source de revenus supplémentaires pourrait être trouvée au niveau mondial : la fonction de stockage du gaz carbonique pourrait assurer un revenu important aux aires protégées si un marché des émissions se mettait en place dans la mise en œuvre du protocole de Kyoto sur le changement climatique. La deuxième est qu'un parc ne peut être un îlot dans un océan de destruction : pour assurer ses fonctions écologiques, il doit être entouré d'un environnement exploité de manière acceptable.

Une grande partie des « conservacionnistes » cherche à convaincre les entreprises de pratiquer une exploitation respectueuse de l'environnement, en échange d'un label certifiant aux yeux des consommateurs leur louable pratique. Cette démarche d'éco-certification suscite de chaudes discussions parmi les écologistes. Le débat ne sera pas clos de sitôt. L'important est qu'il ait lieu. Face à la réalité d'un modèle dépassé - une réserve de « bonne nature » protégée des « méchants hommes » - la politique de la conservation a commencé à renouveler ses concepts.

H. K.

## En Afrique centrale, les habitants de la forêt rêvent de la ville

**MAMBELE (Cameroun)**

de notre envoyé spécial

On ne pénètre plus dans la forêt profonde à bord d'un vapeur crachotant, progressant au long du fleuve sombre entre deux massifs luxuriants tandis que battent, au loin, des tambours mystérieux. Depuis que Joseph Conrad a écrit *Au cœur des ténèbres*, le temps s'est accéléré. En deux heures et demie, un petit aéronef à hélices franchit les 500 kilomètres qui séparent à vol d'oiseau Yaoundé, la capitale du Cameroun, de Kikar, un bourg perdu dans le massif forestier congolais. Un manteau vert compact, continu, recouvre la terre, siroté quittés les faubourgs de la ville. Parfois, une piste, quelques maisons, les mésanges d'une rivière.

Dans la forêt tiède, le marcheur s'Imagine aisément explorateur, sollicité de tous côtés par la profusion de la vie, tandis que la rumeur des cigales, des coucous, des calaos, envoi une sente opaïe de fûts abattus et de ruisseaux. Mais

la forêt n'est pas peuplée que de plantes exubérantes et de bêtes discrètes. Au long des sentiers, on retrouve ici le fil de fer d'un piège au collet, là la griffe provoquante d'un chasseur au flanc d'un géant de la sylvie. A peine revenu sur la piste en terre rouge, le marcheur croise les camions qui emportent vers la ville les troncs d'ayous ou de sapelli.

### RÉSISTANCE PASSIVE

Si la forêt reste belle, elle n'est plus vierge, et toutes sortes d'humains se disloquent son ventre généreux. Elle recouvre le sud du Cameroun, sur près de 150 000 km<sup>2</sup>, mais guère plus de 10 %, surtout au sud-est, sont restés « primaires ». C'est-à-dire qu'elle n'a jamais subi le défrichement des deux à quatre arbres de plus d'un mètre de diamètre que compte, en moyenne, chaque hectare.

Malgré la très faible densité démographique, les conflits d'occupation de l'espace sont puissants : les compagnies

forestières, qui veulentachever d'exploiter ce front pionnier, se heurtent aux organisations écologistes, comme le WWF (Fonds mondial pour la nature), qui veut y créer plusieurs réserves. L'Etat camerounais, dénué ou corrompu et les agences ou institutions internationales, arbitrent cette lutte. Enfin, les alliés - tribus pygmées (ou bakas), ouvriers des scieries, habitants sans travail - essaient de voir reconnaître leur droit à utiliser les produits de la nature.

Il s'agit essentiellement du gibier. Car, si la richesse du bois profite surtout aux exploitants forestiers, les routes qu'ils ont ouvertes pour évacuer les arbres favorisent le commerce de viande de chasse.

Apport nutritif essentiel pour ceux qui vivent dans la forêt, la viande exportée vers les villes (Yaoundé est à trois jours de route) est aussi, à côté des petites cultures de bananes ou de café, un moyen de se procurer l'argent nécessaire pour acheter les produits manufacturés.

La création de réserves se heurte donc à la résistance passive des populations locales. « Beaucoup de chômeurs subsistent grâce au braconnage », explique un employé de la scierie SEFAC de Libongo. Les gardes arrachent leurs plages, brûlent leurs campements, battent les gars s'ils les trouvent. Mais nous, qui sommes travailleurs, nous avons besoin d'eux pour la viande. » Cette situation renforce encore la nécessité de la réserve sur le plan écologique. Mais son principe est d'autant plus mal accepté que des sociétés de safari gérées par des Occidentaux permettent à de riches chasseurs de prélever des trophées interdits aux locaux.

### ICL, ON EST UN PEU OUBLIÉS

Sans négociation locale, la conservation risque donc d'échouer. « Il faut associer tous les acteurs au processus de création des réserves », répète Bertin Tchikangwa Nkanje, ethnologue travaillant pour le WWF. Et ne pas oublier que les habitants

des forêts ne sont pas des « bons sauvages », satisfaits de leur paradis reculé. « Ici, on est un peu oublié », dit Charlotte Lamba, garde forestière de la réserve de Lobéké. On n'a pas la lumière, pas la télévision. A l'école, on n'a pas de bons instituteurs, parce qu'ils ne veulent pas venir aussi loin. Les gens montent à Yokadouma pour voir la vie, pour faire l'ambiance, pour avoir de la vraie nourriture, une omelette, du pain de la salade. » Elle a vingt-cinq ans et lance, dans un grand sourire, que, pendant son mois de congé, elle va à Douala pour « danser et manger les poissons de mer ».

La forêt est source de revenus ; la ville attire par ses lumières ; compagnies et safaris prélevent le meilleur de la nature. L'écologie de la préservation doit intégrer ces éléments nouveaux, qui relèvent plus de la politique que du naturalisme d'autan-

Hervé Kempf

## Un écosystème générateur d'une incroyable biodiversité

**VUES D'AVION**, les forêts tropicales humides apparaissent comme un océan de verdure s'étendant à l'infini, où la végétation est tellement dense que l'on n'aperçoit même pas le sol. Également appelées « sempervirentes » (toujours vertes) par les botanistes, elles se répartissent dans la zone intertropicale de notre planète, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est, en Australie et en Afrique. Les conditions particulières qui y règnent - une température peu variable entre 18 et

32°C, une pluviuosité importante et régulière et un climat identique sur de grandes superficies - ont favorisé au cours des siècles l'émergence d'une incroyable biodiversité végétale et animale.

Pour la seule Guyane française, par exemple, plus de 5 000 espèces de plantes - dont 1 200 espèces d'arbres - différentes ont été recensées. On y a aussi observé 35 espèces de sauriens, 76 espèces de serpents, 650 espèces d'oiseaux, 72 espèces de mammifères et 85 espèces de chauves-souris. Sur

un seul arbre de l'Amazonie péruvienne, 47 espèces de fourmis ont été dénombrées ; plus qu'il n'en existe sur la totalité des îles Britanniques ! On pourraient multiplier les exemples à l'infini.

Alors que les forêts tropicales humides n'occupent que 7 % de la superficie des terres émergées, elles recèlent, selon les scientifiques, la moitié des espèces terrestres.

« Avant 1982, les premières études faisaient état de 3 millions d'espèces. On est ensuite passé à 30 millions et actuellement on penche plutôt pour 100 millions d'espèces, dont 10 % seulement sont recensées », explique Francis Hallé, professeur de botanique à Montpellier-II (Hérault) et responsable de l'opération « Radeau des cimes » destinée à l'étude de la canopée.

Les particularités mêmes de cet écosystème ont contribué à la multiplication des espèces. « Plus l'espace est grand, plus il y a d'individus, et plus il y a de chances que se produisent des mutations. On trouve dans toutes les forêts tropicales 20 % d'espèces communes formant 70 % de la biomasse. Tout le reste est

constitué par un grand nombre d'espèces différentes qui se sont spécialisées à l'extrême dans un créneau particulier, et qui sont souvent absentes des espèces rares », précise Pierre Charles-Dominique, directeur de recherche au Muséum national d'histoire naturelle de Brunoy (Essonne) et responsable de la station de recherche des Nouragues en Guyane française.

### CYCLES DIFFÉRENTS

Les cycles biologiques eux-mêmes sont différents. Les espèces animales sont programmées pour vivre plus longtemps que nous humains. De petits rongeurs qui ne dépassent pas l'âge d'un an et demi en Europe peuvent avoir leur vie prolongée jusqu'à sept ou huit ans sous les tropiques. Les arbres ont également un cycle différent. Ils poussent très lentement et leur tronc s'accroît environ de 0,5 à 1 millimètre par an. « Quand ces arbres atteignent un diamètre de 50 centimètres ou 1 mètre, ils peuvent avoir cinq cents ou mille ans », ajoute Bruno Bordenave, botaniste au Muséum national d'histoire naturelle et à l'Institut

de recherche pour le développement.

« Poussant très haut, ils peuvent fournir un tronc de 20 mètres de haut sans aucun nœud, alors qu'il n'y a pas de bille de chêne de nos contrées qui dépasse pas quelques mètres. Depuis longtemps, les arbres tropicaux sont recherchés pour leurs essences précieuses et leurs couleurs rares, rouges, violettes ou noires », précise Pierre Détienne, directeur du laboratoire d'anatomie des bois au CIRAD de Montpellier (Hérault).

Victimes de leur trop grand succès, ces bois des forêts tropicales sont souvent exploités sans laisser le temps à la forêt de se reconstituer. S'ajoutent à cela la transformation des forêts en pâtures (Amazonie brésilienne) ou en plantations de cacao ou de café (Afrique), les dégâts provoqués par une exploitation minière, ou encore la coupe du bois pour des motifs domestiques.

« Nous savons décrire le cycle hydrologique tropical, mais nous n'avons pas encore compris tous les processus mis en œuvre », explique Jan Polcher, climatologue au laboratoire de météorologie dynamique du CNRS à Paris. « Néanmoins, les études effectuées depuis dix ans dans le monde avec un modèle atmosphérique indiquent qu'une déforestation totale du bassin amazonien produirait un réchauffement local de la température de 0,5 à 2 degrés ». Selon les experts, chaque année disparaît une surface équivalente à celle de la Grèce (133 000 km<sup>2</sup>). Les forêts tropicales rétrécissent comme peau de chagrin et risquent, à ce rythme, de disparaître complètement. « Certes, l'espèce humaine survivra à la disparition de cet écosystème, mais elle se privera aussi d'un grand nombre de substances aujourd'hui encore inconnues qui pourraient lui être très utiles à l'avenir », regrette Pierre Charles-Dominique.

La destruction de cet écosystème peut aussi avoir un impact sur le climat. Les spécialistes ne connaissent pas encore bien les effets d'une déforestation importante sur le régime des pluies tropicales dont dépendent, pour survivre, des millions de gens. « Nous savons décrire le cycle hydrologique tropical, mais nous n'avons pas encore compris tous les processus mis en œuvre », explique Jan Polcher, climatologue au laboratoire de météorologie dynamique du CNRS à Paris. « Néanmoins, les études effectuées depuis dix ans dans le monde avec un modèle atmosphérique indiquent qu'une déforestation totale du bassin amazonien produirait un réchauffement local de la température de 0,5 à 2 degrés ». Selon les experts, chaque année disparaît une surface équivalente à celle de la Grèce (133 000 km<sup>2</sup>). Les forêts tropicales rétrécissent comme peau de chagrin et risquent, à ce rythme, de disparaître complètement. « Certes, l'espèce humaine survivra à la disparition de cet écosystème, mais elle se privera aussi d'un grand nombre de substances aujourd'hui encore inconnues qui pourraient lui être très utiles à l'avenir », regrette Pierre Charles-Dominique.

Christiane Galus

**SAAB Rive Gauche**  
INTERNATIONAL AND DIPLOMAT SALES  
PROGRAMME FACTORY DIPLOMATIC PRICES  
CONDITIONS PRIVILEGIES AUX DIPLOMATES  
ET FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX  
Service commercial ouvert du lundi au samedi  
76 bis, av. de Suffren 75015 PARIS - 0 803 00 75 15  
SAAB ou le Plaisir de conduire



الآن من الأصل

## AUJOURD'HUI-GOÛTS

## Fringales de l'extrême

Du classique cousu main à la cuisine de chaîne

ALORS, quoi de neuf ? Mais la guerre, mon bon monsieur, la guerre. Les frappes à heures dites, les actualités offertes encore fumantes tout le saint-frusquin diplomatique et bien-tôt les grandes manœuvres de la tribu des « Apache » en peintures de combat. Fascinant. Bien que lancées aux mêmes instants par les mêmes téles, les informations reçues par la province n'ont pas forcément le velouté d'effroi que l'on sent dans la capitale, territoire à la douceur de vivre aléatoire et au stress toujours sur la brèche. Avouez que la Touraine adoucit les mœurs et pourrait bien rendre l'homme plus réfléchi et moins crispé ; n'est-ce pas mon cher Bardet ?

Chapeau gondolo, veste ruineée et castiné autour du cou, le patron du domaine de Belmont fait son marché. Le ventre de l'intendant, c'est lui. A lui de se cotiner les carottes et les oignons nouveaux. Pas de réisseur, pas de soutier pour l'aider, tout seul pour les pommes de terre, les salades et les oranges à jus. La cuillette est accomplie entièrement à dos de Bardet. Pas vraiment reposante, la vie de Relais & Châteaux. Sans compter les aléas. Ce matin-là, l'eau de la piscine avait subitement viré au vert, d'un vert profond à élever des piranhas, le four à viennoiserie s'était éteint dans la nuit sur un coup de chaleur et une camionnette à provisions manquait de puissance de freins. Mille autres emmerdements encore. Pourtant la maintenance se mettrait à l'ouvrage et la baraque allait tourner.

Grosse entreprise énorme succès. Douze ans déjà. Là, au-dessus de Tours, dans le Second Empire revu Palladio, l'endroit fait bramer de plaisir tout ce que le monde du voyage compte comme curieux épargnés par les intempéries du moment. On vient de loin, de partout, pour assister à cette démonstration du style français porté sur les fonts baptismaux régulièrement remis à niveau d'une pure eau de Loire. C'est lourdes sans les miracles.

Pour l'heure, le lieu, qui avait jusqu'à présent réussi à éviter son propre pastiche, se voit sauvagement agressé par une petite armée de supporters, exaspérés à l'idée de ne pouvoir y cé-

leber les festivités de fin d'année. Basculer du résumé fatal vers l'inconnu dans d'autres murs les tue. Le courrier se fait floue, les supplices débordent, on crie à l'amitié de toujours, à la fidélité éternelle ; on prévient de cas de déceptions graves, dangereuses, mortelles ; on fait jouer les relations, on met en avant des parades de toute première qualité, des recommandations de haut lignage. On veut du carillon magique et mille part ailleurs.

Barbet considère tout ça d'un œil assez circospèct. Le nouveau siècle qui débute ? On avise. Sang-froid et poète et littérateur campagnard. C'est ce qui fait aussi la qualité du bonhomme. Nous l'avons rencontré, il y a un peu plus de trois ans, déguisé en jardinier de cinéma, en train de faire visiter ses plates-bandes à un public bien-aimé venu constater la bonne santé de ses herbes sauvages et rares.

Son terreau fameux, sa fierté ; sa revanche aussi sur une troisième étoile trop attendue et qu'il n'aurait pas. Au demeurant, il est beaucoup revenu sur les recherches en cuisine d'avant-garde. « Je préfère qu'on se lèche les doigts au lieu de lever les yeux au plafond. » C'est celui que l'on mettait à la table ronde des rénovateurs, le terrible des années 80, Barbet le Hardi, qui résume à sa manière, toujours enlevée, son nouveau programme. L'hospodar des fourneaux de la région porte de moins en moins

l'aigrette révolutionnaire. Aujourd'hui, il préfère parler de goût liger, de respect de la contrée, de reconnaissance que l'on doit au patrimoine du district. Vieux sage qui l'équilibriste n'amuse plus. Si je me remettais à faire l'artiste, ma clientèle s'échapperait par la porte de secours. Non, je tiens mes hommes d'affaires avec des prix raisonnables et des plats sécurisants ; mes Américains avec de la tradition certifiée conforme ; les autres avec d'anciens récits de bourlingue qui ont fait ma réputation. Cela devrait pouvoir suffire. Très certainement, cher maître, très certainement.

A l'inverse de ce cousu main dont rêve légitimement la classe moyenne et gourmande, des rebatteurs d'appétit se sont mis aujourd'hui à l'ouvrage et chassent le client en singeant comme il peuvent les astuces et recettes des grands patrons. Taillées en force, leurs nouvelles boutiques déroulent à la chaîne une cuisine d'illusion qui se sera aux plus astucieux de faire triompher les vertus.

Dernier exemple en date, à Bougival, près des anciennes machines de Marly, Chez Clément - neuf établissements à Paris - vient de chauffer les bottes d'une ancienne et distinguée

gloire des bords de Seine, le Cog Hardy, maison, selon le Michelin de 1985, qui méritait à l'époque une étoile et quatre fourchettes rouges (*pleasant restaurant*). Changement de tenue. En échange de cette guinguette pour PDG tiré par la romance incertaine, l'entreprise Clément et consociales propose une sorte de vaste luna park où accoste sans étais d'âme particuliers un important public de banlieusards soucieux d'émotions simplifiées et non répétitives.

Tendu depuis peu de temps, le piège fonctionne déjà à guichets fermés ; preuve qu'il manquait à ce quartier résidentiel des Yvelines un ouvrage où pourvoir se montrer sera la marque d'un premier pas vers le dénouement général. On ajourera que si l'ambiance y est un peu épaisse et le parking un peu trop riche en berlines que le trop en rien, la toque de service ou trop en rien son monde sur la franchise de ses préparations et que l'échelle du fond de la nef fait très convenablement son bouton. Service vif et dédié à la hauteur de l'exercice.

Jean-Pierre Quétin

\* Jean Barbet, 57, rue Groison, 37000 Tours ; tél. : 02-47-61-61-71. Menu : 300 F (45,73 €) ; carte : de 500 à 750 F (de 76,22 à 114,33 €).

\* Chez Clément, 15 bis, quai René-quin-Sualen, 75380 Bougival ; tél. : 01-30-78-20-00. Menu : de 85 à 123 F (de 12,95 à 18,75 €). Carte : de 170 à 250 F (de 25,91 à 38,11 €).

demandé à cinq chefs, sudistes et fameux, d'interpréter cette recette provençale à leur manière. Les frères Pourcel à Montpellier, Jacques Chibois à Grasse, Philippe Du Silva à Callas, Reine Sammut à Cadet et Michel du Burgo de l'Hôtel Bristol à Paris ont donc tous composé de nouvelles partitions pour la tapenade.

Parmi les plus étonnantes on notera celle de Reine Sammut, très douce, aux olives vertes et à la crème d'anchois, mais aussi celle de Jacques Chibois, une tapenade noire qu'il a eu l'audace d'associer à des brisures de noix, « en hommage à ma mère, périgordine d'origine ». De ces cinq tapenades haute couture, c'est sans doute cette dernière la plus innovante. On n'en attendait pas moins du cuisinier grasse, lui qui n'hésite pas dans certains de ses desserts à marier les fraises aux olives noires confites dans le sucre.

Guillaume Grouzet

\* Tapenades Reflets de France, 8,50 F (1,29 €) les 90 g. Tapenades de chefs Oliviers and Co, 35 F (5,33 €) les 85 g. points de vente du 04-92-70-48-20.

## BOUTEILLE

AOC

## premières-côtes-de-bordeaux

Château Barreyre

Dans la mosaique bordelaise, les premières-côtes-de-bordeaux occupent une étroite bande de palus et de coteaux sur la rive droite de la Garonne. Les vins de coteau ont plus de finesse que ceux de plaine et le merlot accorde toute la mesure de sa rondeur et la souplesse de ses tanins. Le Château Barreyre, vignoble de 13 hectares planté de 45 % de merlot et, en parts égales, de cabernet sauvignon et de cabernet franc, produit environ 90 000 bouteilles de premières-côtes, avec un rendement moyen de 50 hectolitres à l'hectare. Le raisin est cueilli à maturité, à la main, trié et éraflé à 100 %, et la vinification bénéficie des conseils d'Yves Glorier, doyen de la faculté d'oenologie de Bordeaux.

Les nouveaux propriétaires de ce domaine - constitué déjà, semble-t-il, au XVII<sup>e</sup> siècle - ont décidé d'ouvrir le chai à barriques et la salle de dégustation à des expositions de peinture et de sculpture. C'est un lieu de convivialité, somme toute assez rare dans la région, qui convient à ce vin sérieux, charpenté, apte à un vieillissement de dix à quinze ans, et dont les derniers millésimes (1994, 1996) collectionnent les médailles dans les concours. A noter la cuvée spéciale 1996, dont l'élevage en fûts de chêne a permis une belle extraction à dominante de fruits noirs. Prix très raisonnables.

\* Château Barreyre rouge 1996 : 38 F TTC (5,79 €) par carton de douze. Cuvée spéciale 1996 : 48 F TTC (7,31 €) par caisse en bois de six. Château Barreyre, 33550 Langorac ; tél. : 05-56-67-02-03.

## TOQUES EN POINTE

## A Londres

L'ORIENTAL

Le trait dominant de la cuisine londonienne du moment est l'influence prépondérante des saveurs de l'Asie du Sud-est, même chez des chefs français ou anglais : c'est aussi la percée d'une cuisine *modern british* intéressante ; également, le réel savoir-faire des chefs anglais, la confirmation des français, la percée des italiens et, partout, une constante attention portée à la présentation des plats et au service. Avec Eurostar, la « *world cuisine* » a moins de trois heures de Paris à l'Oridental, dans le luxueux écrin de l'hôtel Dorchester, Kenneth Poon, le chef, est chinois et sa cuisine d'inspiration cantonaise : boulettes frites et légères, coquilles saint-jacques à la sauce aux haricots noirs, *dim-sun* (aux crevettes, poulet, châtaignes, champignons, aubergines), canard laqué aux pousses de bambou... La carte paraît interminable, mais les cuissons sont précises et les saveurs délicates. 450 références en cave, une sélection inhabituelle dans un restaurant asiatique, mis à part Tan Dinh à Paris. Menu *dim sun* au déjeuner 25 € (38 €), 3 plats 29,50 € (45 €). Le soir, menus dégustation de 47 à 88 livres (71 à 134 €) et carte végétarienne.

\* Park Lane, London W1A 1WH, tél. : 00-44-171-629-8888. Tous les jours.

FIFTH FLOOR

La restauration de grand magasin, pas plus à Londres qu'ailleurs, n'a très bonne réputation. Au cinquième étage de Harvey Nichols, The Fifth Floor Restaurant Bar & Café renouvelle le genre avec un restaurant de 120 couverts - terrasse d'été et grande *baie vitrée* sur Knightsbridge Square - dans le prolongement du département *food market*, et du Yo! Sushi Bar. Le cadre raffiné joue la complicité avec la cuisine du jeune chef anglais Henry Hairs, pour lequel une recette n'est jamais qu'un point de départ, un support de création. Cuisine plutôt « française », inspirée de réminiscences bordelaises (huitres et saucisses grillées) et méditerranéennes : crevettes frites à l'ail et huile d'olive, lapin aux épinards, bacon, paprika et sauce à la moutarde, loup grillé aux tomates épices et salade d'oignons rouges. Menu (lunch) : 23,50 £ (32 €). A la carte, de 29,50 £ à 37,50 £ (44 £ à 56 €).

\* Harvey Nichols, Knightsbridge, London SW1 7RL, tél. : 00-44-171-235-5250. Fermé samedi midi et dimanche.

ONE-O-ONE

Ce gigantesque aquarium donnant sur le cœur de Knightsbridge est voué à la célébration du poisson. Le jeune chef français Pascal Proyart y propose des souvenirs de son enfance bretonne et de ses voyages en Afrique. Ses préparations, comme le *filet de loup sauce à la crème et à l'échalote*, le *mauléon rouge grillé*, pâté de pommes de terre à l'huile d'olive, ou encore le *bacon en croute de sel cuit à la perfection*, sont aguicheuses. Une préférence pour le poisson qui n'exclut ni le pot-au-feu de poulet de la ferme au chou et aux morilles, ni le filet de bœuf à l'os, sauce au Burgundy rouge. Un repas léger qu'une galette glacée au citron et miel viendra conclure d'une note rafraîchissante. Menus au déjeuner 21 £ (31 €) pour 2 plats, 25 £ (37 €) pour 3 plats, menus gourmets au dîner de 42 £ à 49 £ (63 £ à 73 €).

\* William Street, Knightsbridge, London SW1X 7RN, tél. : 00-44-171-290-7101. Tous les jours.

ZAFFERANO

C'est le restaurant du très créatif Giorgio Locatelli. Sa cuisine est une variation, au sens musicologique du terme, de celle du nord de l'Italie : sautade de râpe au vinaigre balsamique, pain sardé à la tomate et poutargue râpée, maquereau grillé au fenouil, lapereau au Parme et polenta, spaghetti au bœuf, oranges sanguines au prosecco glacé. Des plats de haut goût, servis avec délicatesse. Vins italiens. Menu de 17,50 £ à 20,50 £ (26 £ à 31 £) au déjeuner, de 26,50 £ (40 €) pour 2 plats à 36,50 £ (55 €) pour 4 plats le soir.

\* 15 Lowndes Street, London SW1X 9EY, tél. : 00-44-171-235-5800. Fermé le dimanche.

Jean-Claude Ribaud

## La tapenade

A la dernière édition du Salon des métiers de bouche, le Sirha, qui se tenait à Lyon au mois de janvier, la tapenade était le produit à la mode. Près d'une dizaine d'exposants en présentant des recettes sur leurs stands. A l'époque où la cuisine méditerranéenne est portée au pinacle et où seuls les sushis semblent pouvoir lui faire encore concurrence lorsqu'il s'agit pour un restaurant d'être « dans le coup », on ne s'étonnera pas que cette préparation provençale soit aujourd'hui à l'honneur. Un bœuf aurait vite fait de confondre la tapenade avec une simple pâte d'olive hachée, comme l'affectionnent nos voisins transalpins. Halte-là ! Notre hachis d'olives est autrement complexe, car il contient de proportions variables, mais obligatoires, au moins deux autres éléments : l'anchois et la capre. C'est d'ailleurs à cette dernière qu'il doit son nom : « tapeno » étant le nom provençal de la capre. Selon Jean-Baptiste Reboul dans sa *Cuisinière provençale*, la tapenade aurait été inventée à Marseille, « mélange d'olives noires, de filets d'anchois, de thon, de moutarde

anglaise et de capre ». La grande nouveauté de ces dernières années, c'est que la tapenade soit passée du noir au vert.

« Même si nous vendons encore un pot de l'une pour six de l'autre », raconte Pierre Arnaud, un fabricant de Tarascon, cette bichromie dans les tapenades est relativement neuve.

La tapenade verte, confectionnée avec des olives plus jeunes et moins gorgées de sucre, a généralement des saveurs douces et plus herbagées, tandis que la classique noire a un goût plus affirmé et légèrement régressé. Dans ces deux couleurs, on la trouve désormais sans difficulté au rayon épicerie des supermarchés, mais, chose plus étonnante, dans certains d'entre eux elle existe au rayon frais. C'est le cas, par exemple, des magasins Continent, qui proposent à leur marque, Reflets de France, des tapenades fabriquées près d'Ales, qui sont rapidement pasteurisées et non pas stérilisées comme c'est le cas de celles vendues habituellement en épicerie fraîche. Enfin, preuve ultime de la vogue de la tapenade, Olivier Bausan, le très élégant créateur des boutiques Oliviers et Co, a

demandé à cinq chefs, sudistes et fameux, d'interpréter cette recette provençale à leur manière. Les frères Pourcel à Montpellier, Jacques Chibois à Grasse, Philippe Du Silva à Callas, Reine Sammut à Cadet et Michel du Burgo de l'Hôtel Bristol à Paris ont donc tous composé de nouvelles partitions pour la tapenade.

Parmi les plus étonnantes on notera celle de Reine Sammut, très douce, aux olives vertes et à la crème d'anchois, mais aussi celle de Jacques Chibois, une tapenade noire qu'il a eu l'audace d'associer à des brisures de noix, « en hommage à ma mère, périgordine d'origine ». De ces cinq tapenades haute couture, c'est sans doute cette dernière la plus innovante. On n'en attendait pas moins du cuisinier grasse, lui qui n'hésite pas dans certains de ses desserts à marier les fraises aux olives noires confites dans le sucre.

Guillaume Grouzet

\* Tapenades Reflets de France, 8,50 F (1,29 €) les 90 g. Tapenades de chefs Oliviers and Co, 35 F (5,33 €) les 85 g. points de vente du 04-92-70-48-20.

PARIS 5<sup>e</sup>

“Un des restos indiens plus connus” (TELERAMA)  
**MAHARAJAH**  
72, bd Saint-Germain 5<sup>e</sup>  
127 F - 169 F - Climat.  
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 6<sup>e</sup>

**Yuganaj**  
Spécialités indiennes  
“Tous deux, dans sa catégorie, l'un des plus sûrs représentants privés” (TELERAMA)  
A midi le Delhi-Express 130 F  
Carte environ 180 F à 190 F  
14, rue Daguerre 01.43.26.44.91. Fermé lundi

PARIS 6<sup>e</sup>

**Vagenende** Meilleur déjeuner 1994  
Cuisine traditionnelle et du marché  
Service continu 11h de midi à 1h du matin  
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

PARIS 6<sup>e</sup>

**BISTROT & RESTAURANT**  
LA CATALOGNE  
Maison de la Catalogne  
4-6, rue du Commerce 9<sup>e</sup> André 01.55.42.16.19  
Au Bistrot Formule : 78 F + 85 F + taxes  
Salé de thé après-midi. Ouvert 7/7  
az 1<sup>re</sup> ét. Restaurant avec Mens-Carte à 180 F  
pess. Banquets et Cocktails - Fermé lundi

PARIS 6<sup>e</sup>

**La Chope d'Alsace**  
Repas d'affaires  
Menu 169 F  
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6<sup>e</sup>  
Rés : 01 43 26 67 76  
Ouvert jusqu'à 2 h du matin  
Parking rue de l'École de Médecine

PARIS 7<sup>e</sup>

**LES MINISTÈRES**  
Depuis 1919 un brin de Paris.  
Menu 175 F (séjour et vin compris).  
Serié le Samedi et Dimanche.  
30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.3



هذا من الأصل

## CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

**DANSE** L'artiste flamand Jan Fabre, inventeur du Bic-Art et créateur de spectacles inclassables, est encore peu connu en France. Plasticien, il sculpte et dessine. Drama-

turge, il a écrit des pièces de théâtre dès l'âge de seize ans et s'attaque à tous les genres, théâtre, danse, opéra. Il pourra dire de lui-même, comme le général Patton, héros de

son dernier spectacle : « Je reviendrai, aussi longtemps que le monde sera un champ de bataille ! » ● *THE FIN comes a little bit earlier this siècle* vient d'être représenté à Strasbourg

(après Paris et avant Séville, Budapest et Berlin). Ses spectacles sont souvent peuplés d'animaux vivants ou morts... obsessions qu'il détiendrait du fait qu'il descend de l'ento-

mologiste Jean-Henri Fabre. ● IN-SECTES, carapaces, viandes... se retrouvent aussi dans les sculptures exposées à la galerie La Chaurerie à Strasbourg, jusqu'au 16 mai.

## Les obsessions de Jan Fabre, perpétuel rénovateur du spectacle vivant

L'artiste flamand a pris le général Patton pour héros de son dernier spectacle ; les figures de ses créations plastiques récentes sont de drôles d'insectes ; plasticien, chorégraphe, dramaturge... il n'en finit pas de s'interroger sur l'évolution des espèces et de l'art

**TREIZE HEURES**, Jan Fabre est en retard. Trop tôt, ou trop tard pour cet homme qui déteste la notion de l'heure ? En France, on ne sait rien, ou si peu, de l'Anversois qui vient de présenter (*Le Monde* du 31 mars) *The fin comes a little bit earlier this siècle*, une pièce dont le général américain Patton est le héros. Jamais on ne parle ici de son travail de plasticien. Quant à ses spectacles, portés aux nues dans les années 80, ils sont aujourd'hui reçus avec circonspection. Faute de savoir quoi en penser.

Il faut dire que l'homme est rétif à tout étiquetage. À seize ans, enfant prodige, il a déjà écrit plusieurs pièces de théâtre (qui ne seront jouées qu'à partir de 1989). A dix-sept ans, il peint avec son sang, s'expose plié dans une boîte avec des es-cargots, qu'il a rayés aux couleurs du drapeau belge. Il étudie à la fois aux Arts décoratifs et à l'Académie royale des beaux-arts d'Anvers. A Anvers, il habite rue Rubens. A New York, à la Galerie Mott, il joue avec le feu, brûle les dollars que les spectateurs lui ont donnés. Il faut qu'il expérimente le monde avec son corps. Il faut qu'il invente en une tension extrême ses propres rités d'initiation.

A la fin des années 70, il commence à dessiner avec une pointe Bic. Coup de génie dont il saura ne pas abuser. Le « Bic-Art », étonnant bleuissance de l'univers, sorte de *blue denim* de l'écriture, deviendra une partie essentielle de son œuvre. Bleu, comme une décharge d'adrénaline. A vingt-deux ans, il se jette toutes griffes dehors dans le sabotage du genre théâtral, créant le scandale avec *Théâtre avec un K est un matou* - panoplie cuirs et foulards à fond les manèges. Invitée à Milwaukee par un comité de philosophes, la pièce lui vaut d'être embarqué par la police. Toujours à New York, en 1982, il demande à des critiques de jouer à la roulette russe avec lui. C'est la dernière épreuve publique qu'il s'indigne. Toujours vivant, il peut s'autoriser à devenir artiste.

A savoir : poser la question de son immortalité. La réincarnation ? Il tient le pari d'avoir sept vies en une seule. Par qui l'oblige à faire sauter les limites entre les arts. Léonard de Vinci est un de ses modèles. Sur un tableau, il a écrit alors qu'il est encore adolescent : « Un homme qui n'est pas un mythe n'est pas un homme. » Documenta de Kassel, Biennale de Venise, il expose dans le monde entier. Tout en continuant à



*« The fin comes a little bit earlier this siècle » au Théâtre de la Ville, à Paris le 13 avril : « Nous vivons une époque obsédée par la mesure. Des corps qui bougent sont impossibles à mesurer. »*

éprouver la validité des règles théâtrales avec *C'est du théâtre comme il était à espérer et à prévoir, une époque de huit heures, puis avec Le Pouvoir des folies théâtrales, qui sera symbolique de l'an 2000 ne changera rien à son travail !*

court au battage publicitaire autour de cette fin de siècle. Que, dans sa création, c'est le sous-titre Business as Usual qui est important, car cette date symbolique de l'an 2000 ne changera rien à son travail !

**« Avons-nous encore suffisamment de dignité pour comprendre les hommes qui tuent ? »**

Une pièce forte, au-delà de la guerre. Et pourtant en plein dedans. Héros : le général Patton (Jan Decorte). Son ordonnance, un homme de petite taille (Jürgen Verheyen). Des auxiliaires militaires féminines. Un décor clos par des étagères remplies d'uniformes pliés, de bobines de films. Camp de travail ? Magasin d'archivages à la Kafka ? Un mannequin bientôt débout tout seul. Il parle.

Des formes au sol goutteuses et gémissantes. Entre mort, blessure et orgasme. Hilarant ? Pas pour longtemps. Car cette fille brune (Ema Omarsdottrir) qui revient claquer régulièrement une blonde - Els Decker, égérie de Fabre, dans un rôle de gourde - met mal à l'aise.

Axiome de Patton : qu'on joue, ou qu'on fasse la guerre, c'est toujours pour gagner. Echec et mat. « Ce n'est pas une pièce sur la guerre au sens guerrier, mais sur la manière dont on se bat pour garder son territoire, explique Jan Fabre. Cette lutte est celle qui nous tient éveillés. Car au bout il y a la mort. C'est elle qui, parce qu'elle nous effraie, nous garde en mouvement. Le général Patton est un romantique, le descendant des vieux guerriers qui croient au combat d'homme à homme. Il enseigne qu'on ne peut tuer les gens à distance, sans voir leur visage. « Je reviendrai, dit-il, aussi longtemps que le monde sera un champ de bataille ! » Cette métaphore vaut pour l'artiste. » Hanter les consciences. S'engager dans son époque. Les interprètes, à tout de rôle, viennent murmurer à Patton une phrase qu'ils n'osentachever : « On dit qu'il existe des armes miraculées. » Celles des frappes chirurgicales ?

La mise en scène balance entre idéalisme et divertissement à l'américaine, avec claquettes et Frank Sinatra. « C'est le rythme entre l'Ancien

Monde et le Nouveau Monde. Mais la question est la suivante : avons-nous

encore suffisamment de dignité pour comprendre les hommes qui tuent ?

Les Américains ont tué les Indiens. On tire, puis on justifie. Peut-être n'a-t-on

déjà plus le droit de poser cette question ? Prendre l'exemple du génocide au Kosovo : dans cinquante ans, un musée racontera l'histoire des Musulmans dans cette région. »

Pour *The fin comes a little bit earlier this siècle*, les acteurs, les danseurs ont travaillé avec un châtaigne.

« Les animaux intelligents sont une défaite de l'innocence », constate Fabre. Une fille peint en vert la peau d'une autre. « Kaja et Sandra Noëmans sont de vraies jumelles. La peinture verte simule le camouflage du caméléon. J'ai ainsi réuni deux musiques fondées sur le chagrin pour une pièce où les personnages essaient de réunir les bribes de leurs souvenirs. » Que s'est-il vraiment passé au XX<sup>e</sup> siècle ?

**Dominique Prétard**

\* Prochaines représentations : 7 et 8 mai au Teatro Central, Séville (Espagne) ; 26 au 28 mai au Teatro, Budapest (Hongrie) ; 2 au 5 juin au Hebbel Theater, Berlin (Allemagne).

### Un homme double

● **Les débuts.** 14 décembre 1958, Jan Fabre (descendant de l'entomologiste français Jean-Henri Fabre) naît à Anvers. 1975-1980 : écrit des pièces de théâtre.

● **1976-1980.** Performances à Anvers, à New York, à Berlin (*My Body, My Blood, My Landscape, Money Performance, Bill Us Later, etc.*). Débuts du Bic-Art, sa marque de fabrique.

● **Principaux spectacles.** 1980 : *Théâtre écrit avec un K est un matou*, Ankermüller Theater, Anvers.

1982 : *C'est du théâtre comme il était à espérer et à prévoir*, Stalker, Bruxelles. 1984 : *Le Pouvoir des folies théâtrales*, Théâtre Goldoni, Venise. 1987 : *Das Glas im Kopf wind vom Glas* (expositions dansées d'un opéra qui sera créé en 1990, Opéra d'Anvers. 1990 : *The Sound of the Hand Clapping*, pièce pour le Frankfurt Ballett de Forsythe (première invitation au Théâtre de la Ville), qui sera intégrée, la même année, à son deuxième opéra *Silent Dreams, Difficult Dreams*.

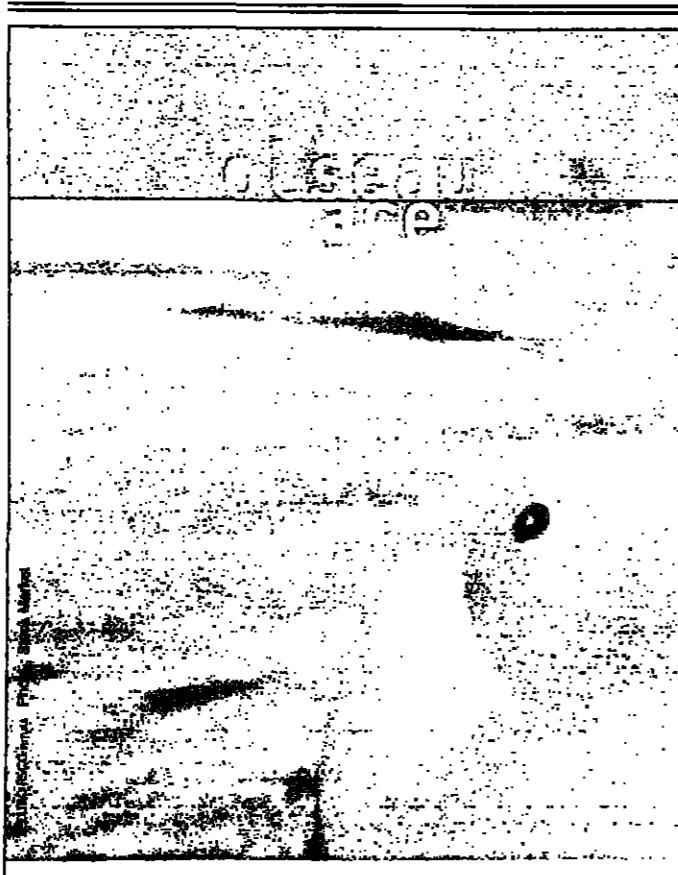
Documenta de Kassel. 1991 : *Sweet Temptations*, Festival de Vienne.

1993 : *Da un'altra faccia del tempo*, Bruxelles. 1996 : *Universal Copyright*, Bruxelles. 1997 : solos pour ses danseurs sur *Les Quatre Tempéraments d'Hindemith*.

Utrecht-Louvain. 1997 : *Glowing Icons* (sur les mythes de notre siècle).

D. F.

En pages VIII et IX du supplément Interactif, vous serez dans le bain.





هذا عن الأصل

## Tod Machover livre une commande d'opéra en recyclant avec roublardise

Son « *Resurrection* », d'après Tolstoï, pioche chez Bach, Monteverdi et Bernstein

Une chose est sûre : le *Resurrection* (d'après Tolstoï) de Tod Machover, commandé par le Houston Grand Opera, sauve les apparences. Il

« *RESURRECTION* », de Tod Machover, livré par Laura Harrington d'après Tolstoï, Joyce DiDonato (Katerina Maslova), Scott Hendricks (Prince Dmitry Neklyudov), Katherine Ciesinsky (Sonya Ivanovna), Kerri Marinko (Princesse Missy Korchagin), Raymond Very (Peter Simonson), chœur et orchestre du Houston Grand Opera, Patrick Summers (direction), Graham Murray (mise en scène), Simon Higlett (décor et costumes), Chris Parry (lumières).

HOUSTON GRAND OPERA, Brown Theater, Wortham Theater Center, le 23 avril. Jusqu'au 7 mai.

HOUSTON  
de notre envoyé spécial

A chaque création d'un opéra, la question rituelle est posée (et la tentative de réponse donnée) de manière plus ou moins sophistiquée : est-ce un « vrai » opéra ? Dans le cas de *Resurrection*, d'après Tolstoï, de Tod Machover, la réponse est assurément positive. Des chanteurs sur un plateau, un orchestre relativement traditionnel dans la fosse (avec l'adjonction de synthétiseurs, comme chez John Adams), une mise en scène, une salle à l'italienne classique. Les apparences sont sauves. Les familiers

s'agit bien d'un opéra, qui a combié d'aise le public texan. Pour le reste, l'ancien chercheur à l'Ircam s'est contenté d'un vocabulaire assez

de la musique de Tod Machover, ceux qui connaissent son *Brain Opera*, créé en 1997, avaient de quoi se faire du souci : ses recherches technologiques et sonores (il a été chercheur à l'Ircam) paraissaient assez éloignées d'une expression musicale aussi contrariante, commande officielle d'une maison d'opéra obligée au « rendement » (ici tout fonctionne au *fund Raising*, « collecte de fonds »).

L'opéra de Houston s'est fait une spécialité de la commande d'opéras. Son directeur depuis plus de vingt-cinq ans, David Gockley, a commandé pas moins de vingt-quatre ouvrages nouveaux et s'est spécialisé dans la production de rares, comme les *Four Saints in Three Acts*, de Virgil Thomson et Gertrude Stein. C'est en ces lieux, au beau milieu d'une ville ultramoderne, dans une salle fréquentée par les fortunes texanes du cru, que furent donnés des « opéras » aussi différents que *A Quiet Place*, de Leonard Bernstein (1983), *Nixon in China*, de John Adams (1987), *New Year*, de Sir Michael Tippett (1989), *Atlas*, de Meredith Monk (1991), *Jackie O*, de Michael Daugherty (1997), entre autres exemples, dont trois opéras du « père » de l'opéra nord-américain contemporain, Carlisle Floyd : *Billy's Doll* (1976), *Willie Stark* (1981),

et *Resurrection*. C'est dans ces lieux, au beau milieu d'une ville ultramoderne, dans une salle fréquentée par les fortunes texanes du cru, que furent donnés des « opéras » aussi différents que *A Quiet Place*, de Leonard Bernstein (1983), *Nixon in China*, de John Adams (1987), *New Year*, de Sir Michael Tippett (1989), *Atlas*, de Meredith Monk (1991), *Jackie O*, de Michael Daugherty (1997), entre autres exemples, dont trois opéras du « père » de l'opéra nord-américain contemporain, Carlisle Floyd : *Billy's Doll* (1976), *Willie Stark* (1981),

vulgaire lorsqu'il ne s'est pas servi directement chez Bach, la polyphonie franco-flamande, Monteverdi ou Bernstein.

Le troisième, *Cold Sassy Tree*, sera créé en avril 2000.

En ce cadre privilégié, Machover a répondu à la commande au-delà des espérances d'un public comblé d'aise. Il a joué la carte du « vrai » opéra d'une manière totalement académique qu'en a bien du mal à comprendre quel est son point de vue. Un point de vue qui nous importera peut-être si la musique était de qualité : au fond, un opéra est avant tout une pièce de musique chantée déposée le long d'un livret qu'on espère compréhensible (en ce sens, cet *Onégiou* contemporain fonctionne pleinement). Mais, à part de rares endroits (l'interlude instrumental de guitare et environnement sonore mercurial, la « Berceuse de Katousha »), le vocabulaire employé est d'une rare vulgarité.

MOINS BIEN QUE « NOTRE DAME »

Comment peut-on écrire un *finale* aussi laidement mélodramatique, comparable, mais en beaucoup moins bien, à ce qu'on entend dans *Les Misérables* ou *Notre Dame de Paris* ? Quand il ne tente pas d'inventer, Machover réinvente, réinvente, crie. Saint-Saëns avait commencé son *Samson et Dalila* par un hommage appuyé à la *Passion selon saint Jean*, de Bach ; Machover réinvente le premier chœur de la *Passion selon saint Matthieu*

dans l'ouverture de son *Resurrection*. Ensuite, ce seront Monteverdi (chœur de paysans calqué sur ceux de l'*Orfeo*), la polyphonie franco-flamande (*bléuim* duos) ornés à l'ancienne, Bernstein (« Le récit de Simonson » ressemble aux *Chichersi Psalms*), et de multiples formules sur pédale harmonique, un procédé très couru, de Bach à Offenbach et ampliement utilisé par les néo-médiévaux tel Arvo Part. Machover écrit un « chœur des esclaves » qui se souvient de tous les esclaves de tous les opéras du monde, sa soprano colorature (la princesse Misya) chante une cabaret typique, les duos sont des duos, les ensembles des ensembles (finale du premier acte).

Paul Hindemith, dans le très académique *Mathis der Maler*, ou Igor Stravinsky, dans le très jubilant *Rake's Progress*, surent faire face à l'invention à partir de lieux communs, au meilleur sens du terme. Machover, malgré des interprètes formidables, la direction lyrique et précise de Patrick Summers, la mise en scène ultratraditionnelle de Graham Murray, ne nous a pas convaincus. Sa roublardise efficace (succès public gagné très vite) ne semble pas être supportée par des moyens techniques et poétiques à la hauteur.

Renaud Machart

## L'histoire du Théâtre du Châtelet à l'Hôtel de Ville de Paris

D'UN SIÈCLE À L'AUTRE. LE THÉÂTRE DU CHÂTELET. Hôtel de Ville de Paris, salon d'accueil, 29, rue de Rivoli, 75004 Paris. Tél. : 01-42-76-43-43. Minitel 3615 PARIS. Du lundi au samedi, de 9 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 mai.

« Ce nouveau théâtre, quelle position unique ! Une salle immense pour te ruiner ; en face, le tribunal de commerce pour déposer ton bilan et le Palais de justice pour être condamné ; à tes pieds, la Seine pour te jeter à l'eau. » C'est en ces termes qu'un ami salut les débuts d'Hippolyte Hostein à la tête du nouveau Théâtre Impérial inauguré le 19 août 1862. L'exposition présente à l'Hôtel de Ville parcourt cent trente-sept ans d'une histoire qu'il illustre : archives et photos, lettres et affiches, maquettes et costumes.

Si les cachots du Grand Châtelet, aussi célèbres que ceux de la Bastille, sont fermés dès 1790, il faut attendre Napoléon I<sup>er</sup> pour les travaux de démolition, Napoléon III pour une édification du bâtiment (de 1856 à 1862) que supervisent le baron Haussmann et Gabriel Davioud, son architecte. Rien n'est trop beau pour cette vitrine d'un Paris en pleine expansion : gigantisme (3 000 places, 840 m<sup>2</sup> de scène), machinerie exceptionnelle, acoustique et visibilité excellentes, sans compter les sys-

èmes d'éclairage, de chauffage et d'aération tout simplement révolutionnaires.

Depuis l'Amphithéâtre équestre (créé par l'Anglais Philip Ashley en 1782) et la relève du Cirque olympique fondé en 1798 par la dynastie des cavalières Franconi, quel chemin parcouru ! Pourtant, le premier spectacle du Théâtre impérial sera la reprise du délinant *Rhotomago*, une féerie exotique en vingt-cinq tableaux qui a fait les beaux soirs du Cirque olympique ! Le Châtelet n'oublie pas que nombreux équestres, exhibitions de bêtes sauvages, mimodrames puis drames militaires liés à l'épopée napoléonienne, ont présidé à sa destinée. Jusqu'en 1909, ce ne sera que spectacles à haute teneur en catastrophes : éruption volcanique, bataille navale, sauvetage par aéroplane, explosion de paquebot, déraillement d'un train...

DE BIZET À LUIS MARIANO

Dans le même temps, le théâtre est aussi devenu figure de proue de la vie musicale. Dès 1873, les concerts Colonne jouent Bizet, Saint-Saëns, Lalo, Massenet, Ravel, Berlioz mais également Mendelssohn, Wagner, Liszt, Schumann, Brahms... quand ce ne sont pas Tchaïkovski, Grieg, Richard Strauss ou Debussy et Mahler qui viennent diriger leurs propres œuvres. Dès 1906, les Saisons de Paris instaurées par Gabriel Astruc marquent un tournant avec l'arrivée en 1909 des Ballets russes : succès artistique et dé-

astrophe financière ! 1911 connaît la crise, outre le « four noir » du *Martyre de Saint-Sébastien* (Debussy et D'Annunzio), la révélation de Stravinsky et de *Petrouchka*. Tollé l'année suivante avec le *Prélude à l'après-midi d'un faune* dansé par Nijinski : « bestialité érotique », hurlent les détracteurs. En 1914, la mobilisation générale l'arrête. En 1917 pour connaître avec *Paradé* et sa brochette prestigieuse - Satie, Cocteau, Massine, Picasso - un nouveau scandale à la hauteur de l'avant-garde qu'il incarne.

Durant l'Occupation... *Valses de Vienne* obtiennent un succès durable, que *Valses de France*, monté en 1942, sera loin d'égalier ! L'après-guerre puis une nouvelle ère incarnée par Lehmann (1928 à 1966) ont peu à peu imposé l'opéra russe puis le triomphe de Francis Lopez : *Le Chanteur de Mexico* propulsé en 1951 Luis Mariano au rang d'idole (905 représentations en deux ans), la dernière (avec Rudy Hirsch) en déraillement d'un train...

Depuis 1980, le Châtelet, devenu Théâtre musical de Paris, a connu trois rénovations et trois directeurs successifs : Jean-Albert Cartier, Stéphane Lissner (1988), Jean-Pierre Brossmann (actuel directeur). La réouverture en octobre promet une cage de scène dernier cri ; pour l'heure, la nouvelle programmation est d'ores et déjà ouverte à la location.

Marie-Aude Roux

## Steve Naïve enregistre « le bruit de la peinture » d'Alain Blondel

ARBRES, d'Alain Blondel, Arrière, 24, rue d'Aguesseau, 75100 Boulogne. M<sup>me</sup> Jean-Jaures. Jusqu'au 31 mai. Tél. : 01-41-31-31-41.

Rue d'Aguesseau, dans un coin du Boulogne populaire, face au petit parking qui a des airs de Brooklyn (au milieu de véhicules presque récents, une DS bronze et une Taunus rose) : la cour d'Arte, Centre d'art contemporain, est encadrée par les bulles d'une ancienne usine de banlieue. Artere présente « Arbres » d'Alain Blondel. Sur des ardoises de récupéra-

tion comme on en trouve dans les Ardennes et les fentes des Pyrénées, Blondel, depuis des années, commence la journée en se faisant la main, en étauant la palette - une ardoise : un arbre -, jouant sur le fond du schiste argileux aux mémoires de comptoirs et d'écolées. Après quoi, il passe à la peinture.

A la cave, au pied d'un escalier à pic, quatre toiles de format moyen en tranchant avec le motif répété et partis ébréchés des ardoises dont l'instillation fient de l'alphabet des couleurs. Le pianiste et compositeur Steve Naïve a enregistré en

temps réel le bruit des brosses, des déplacements de l'artiste, des attaques et de la touche, pendant l'exécution de l'une d'entre elles. Ce son, que Steve Naïve a intitulé

« Le bruit de la peinture », soigneusement capté et largement amplifié, est terrifiant. C'est un bruit de forge et d'impact. La toile s'appelle *Partisan*. Si c'est le bruit qu'entendent les mouches en plein vol (une supposition), on ne s'étonne pas de leurs évolutions nerveuses.

### POÉTÉE SUR SONS

Pourtant où il passe, depuis des années, en tournée, dans la vie qui se confond avec celle des tournées où il accompagne depuis vingt ans Elh's Costallo, Steve Naïve prend une photographie de la fenêtre qui est ce jour-là la sienne et enregistre les sons qu'il voit. Les sons de rue, de campagne, de ville, qu'on entend depuis la fenêtre. Samedi 1<sup>er</sup> avril, Naïve a présenté un extrait de son accumulation, un montage, au milieu des ardoises de Blondel, rue d'Aguesseau. Cette série parmi les arbres est un équivalent de la propédeutique gestuelle du peintre. Comment commencer ? En musique comme en peinture, il ne s'agit pas de brouillons, mais de préférés actifs. Ce moment du matin où l'artiste s'accorde.

Après quoi, avec Brad Scott (contrebasse) et Jon Handelman (saxophone ténor, clarinette basse), il donne une performance :

« Music for Three Musicians and an Open Window ». Cette musique méditative, délicate, ou soudain verte, n'entretient avec l'idée de jazz qu'une installation dans les esprits tout sorte de bénéfis rentables, qu'un rapport accidentel, imprévu et parfois gênant. Un rapport amoureux. Pour autant, ceci explique cela, elle ne peut être jouée que par des « musiciens de jazz ». *Silence qua non*. C'est ainsi. Le « jazz », comme un certain nombre d'autres existences sur terre, est de moins en moins véritable. Pas les musiciens : eux, on les vérifie à l'écoute, physiquement, dans l'instant.

Tout cela a des airs plus proches des transversalités ouvertes par Steve Lacy et Alain Kirili, Jac Berrocal et Michel Potage, Joëlle Léandre, Marion Brown, naguère ou Roger Léonard, que des récréations culturelles où s'abîme le seul nom de jazz. C'est le cas : fin juin, Steve Naïve compte présenter et illustrer les ardoises de Blondel (que l'on pourra voir en aout à la Chapelle de Vence) à la Knitting Factory de New York.

Steve Naïve enregistre « le bruit de la peinture » d'Alain Blondel

F. M.



Philippe Avron  
Je suis un saumon

« Une épopée générale. » PARISCOPE. « Un joyau, une perle. Une belle leçon d'espérance et d'amour. » FIGAROSCOPE. « Talent et générosité. » L'HUMANITÉ. « Sublime l'art du spectacle à une voix. » FIGARO. « Voyage merveilleusement diabolique et fraternel. » JDD. Télematin F2P

## SORTIR

### PARIS

#### Paolo Fresu Quartet

Avec une sonorité de rêve, veloutée, subtile, le trompettiste italien Paolo Fresu est l'un des plus sûrs héritiers de Miles Davis, dont il sait ne pas être la copie (écouter son nouveau CD *Metamorfosi*, RCA-Victor/BMG).

Très belle formation avec Nguyen Lê à la guitare, Furtu Di Castri à la contrebasse et Roberto Gatto à la batterie.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Château-d'Eau. Le 27, 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. 110 F à 130 F.

#### Happy Feeling Quintet

« From Swing to Pop » est un programme de compositions (Benny Goodman, Count Basie...) reliés et déchainés par cinq interprètes qui savent jouer de leur instrument.

La valeur n'attend pas le nombre des années. Thomas Savy (clarinette), Gilles Berthinet (trompette), Sébastien Vital (guitare), Alice Bassie (contrebasse) et Sylvain Glevarec (batterie) sont à l'œuvre.

Lequel va changer bientôt d'activité. Saint-Germain-des-Prés ne change pas.

All Jazz Club, 7-11, rue Saint-Benoit, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Germain-des-Prés. Le 27, à 22 heures. Tél. : 01-42-61-87-02. 120 F.

### GUIDE

#### REPRISES CINÉMA

Le Complex de Toulon de Jean-Claude Biette. François, 19 (1 h 21).

La République, 11 (01-48-50-51-33).

Docteur Folamour de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33).

Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-50).

Vidéodrom de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 28).

MK2 Beaubourg, 3<sup>e</sup> (08-36-68-04-07). 2,23 F/min.

Rétrospective Catherine Breillat.

Une vraie jeune fille (1976, inédit), Tapis de nuit

Hommage à Jean Grémillon.

Reflet Médicis, Paris 5<sup>e</sup>. À partir du 28 avril.

#### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions du Mintel, 3615 LE MONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

#### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendus à moitié prix (+ 15 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12

## GUIDE TÉLÉVISION

LA MACÉDOINE affiche le prénom de la jeune femme déjà

## DÉBATS

21.25 Bruy en Artois, un crime impuni. Forum Planète

23.25 Les Compagnons du devoir. Forum Planète

## MAGAZINES

15.45 1 an de... Canal +

16.55 Zapping. Disney Channel

18.30 Zapping. Invité : Asia Argento. Canal +

19.00 Archimède. Sur les sortes de la force. La machine humaine.

Défenses naturelles. Qui sont les étoiles ?

Portrait de Stéphane Lerné. Arte

19.10 Le Rendez-vous. LCI

20.00 20 h Paris Première. Sylvie Joye.

20.50 Pourquoi ça marche ? Spécialisation : toutes les nouveautés et tous les meilleurs. Invité : Alain Agresto. M6

21.00 Le Gai Savoir. Des mots pour dire. Invité : Guy Bedos. France 5

21.05 Le Rendez-vous. Jamel Debbouze. Do la graine au jardin. Cannabis, permis de fumer. TV 5

23.10 La Vie à l'envers. L'animal en vedette. France 2

23.25 Comment ça va ? Invité : Jean-Pierre Pernaut. France 3

0.30 Zone interdite. Au cœur de la haine. France 3

1.40 Saga-Cités. Ray partage. France 3

## DOCUMENTAIRES

20.05 Les Tribus indiennes. Muzik

20.10 Vatican. Planète

20.15 Le grand Spectre. Forum

20.35 L'Autre Algérie. Quotidien d'Algérie. Muzik

20.45 La Vie en face. Les Dernières frontières de Liverpool. Arte

20.45 Les Dernières frontières. Canal +

21.25 Samuel Beckett. (V2). Histoire

21.30 Thème. Un diable en paradis : Tomi Ungerer. Muzik

22.55 Histoire de l'eau. (44). Odyssée

23.00 Conférence de presse. 9 septembre 1968 (2/3). Histoire

0.45 Des confidences de... Notre ambassade à Cotonou. France 3

## SPORTS EN DIRECT

21.00 Boxe. Roids moyens. Eurosport

21.00 Musique

19.30 Carl Philipp Emmanuel Bach. Concerto pour violoncelle et Concerto pour flûte. Avec David Ades, violoncelle ; András Adorján, flûte. Par le Bach Collegium de Munich. Muzik

0.30 Zone interdite. Friends. Arte

1.40 Saga-Cités. Ray partage. Muzik

## TELEFILMS

20.40 Famille à l'essai. Canal +

21.20 Le Sébastien maître de forme. Jean-Daniel Verhaeghe (V2). RTL 1

22.10 L'Affaire Seznec. Yves Boisset (1 et 2). Festival

## COURTS MÉTRAGES

22.40 Animation. Les Trois Brigands. Muzik

23.30 Le Chapeau Vézan. Muzik

23.30 John de la Lune. Morton Schindel

## SÉRIES

20.40 The Practice. (1 et 2). Série Club

21.45 Ally McBeal. In Dreams (v.o.). Téva

23.05 Star Trek, la nouvelle génération. Heures sombres (v.o.). Carol Jimmy

23.55 Star Trek, Deep Space Nine. Muzik

1.20 Friends. The One With the Cop (saison 1). Carol Jimmy

## FILMS



## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

12.12 Exclusif. M6

19.45 Le Bigot. M6

20.00 Journal. M6

20.50 Faillait pas ! Film. Gérard Jugnot. O.

22.40 High Secret City. Muzik

23.10 La Vie à l'envers. L'animal en vedette. Muzik

0.25 Mundi sport. Special Surf. Muzik

1.05 Nautisme. Invité : Alain Caulier. Muzik

## FRANCE 2

18.45 Les Zézamours de l'an 2000. Muzik

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. Muzik

19.20 Qui est qui ? Muzik

20.55 La Vache et le Poussoulier. Film. Henri Verneuil. O.

23.45 Bouchie à oreille. Muzik

23.10 La Vie à l'envers. L'animal en vedette. Muzik

0.40 L'Envie. Journal. Muzik

## FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. Muzik

18.55 Un livre, un jeu. Muzik

20.05 Fu Si La nouveau. Muzik

20.35 Tout le sport. Muzik

20.55 Questions pour un champion. Muzik

22.50 Comment ça va ? Special handicap. Muzik

0.45 Dans les coulisses de... Notre ambassade à Cotonou. Muzik

1.40 Saga-Cités. Rap partage. Muzik

## FRANCE 4

20.00 Questions pour un champion. Muzik

20.30 Fu Si La nouveau. Muzik

20.55 Le Journal. Muzik

22.30 Musique pluriel. Muzik

23.07 Le Dialogue des muses. Muzik

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Muzik

21.00 Studio. Les poétiques. Muzik

22.00 Nuits magnétiques. Muzik

## FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert de jazz. Par le Balmundo Quintet, avec Stéphane Balmudo, trompette et bugle, Lionel Balmudo, saxophone, etc.

22.30 Musique pluriel. Muzik

23.07 Le Dialogue des muses. Muzik

## RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Oeuvres de Beethoven. Muzik

20.40 Paul et Sœur. Oeuvres de Beethoven et de Brahms. Muzik

22.30 Les Soirées. Oeuvres de Dukas, Debussy, Stravinsky. Muzik

## CANAL+

► En clair jusqu'à 20.40

18.45 Best of Nuit partout. Muzik

20.30 Le Journal. Muzik

23.40 Alphaville. Muzik

1.00 Sammy et Rosé. Muzik

1.15 Gilda. Muzik

2.00 Dead Man. Muzik

2.20 Dick Tracy. Muzik

2.30 La Nuit du chasseur. Muzik

2.45 Portrait de femme. Muzik

2.55 Alphaville. Muzik

2.55 Musica. L'Elégie d'Amour. Muzik

2.55 Le Chœur de l'Opéra de Paris. Muzik

2.55 Musica. L'Elégie d'Amour. M

مكذا عن الأصل

32

# Le Monde

MERCREDI 28 AVRIL 1999

## Le secrétaire d'Etat italien au Trésor, Nuccio Cusumano, est révoqué et arrêté

Un coup de filet des carabiniers a eu lieu à la suite d'un scandale mafieux en Sicile

ROME  
de notre correspondant

Les carabiniers ont procédé, lundi 26 avril, à un vaste coup de filet en Sicile parmi des hommes politiques et dans les milieux de la construction. Au total, dix personnes ont été arrêtées parmi lesquelles Nuccio Cusumano, secrétaire d'Etat au Trésor (UDR, union démocratique pour la République) - qui a immédiatement été révoqué de ses fonctions par le président du conseil, Massimo D'Alema - ainsi que le responsable de l'industrie pour la région Sicile, Giuseppe Castiglione. Un mandat d'arrêt a également été délivré contre un sénateur, Pino Fitarelli, couvert pour le moment par son immunité parlementaire. Tous trois sont membres de l'UDR, formation créée en juillet dernier par Francesco Cossiga et issue des rangs de l'ancienne Démocratie chrétienne, qui, depuis le mois d'octobre dernier, appuie le gouvernement de Massimo D'Alema.

LES TRAVAUX D'UN HÔPITAL

En dehors de ces « personaggi eccellenti » (« les excellences », comme on appelle les mystérieux soutiens de la Mafia) figurent également un avocat, des chefs d'entreprise du bâtiment et le directeur de l'hôpital Garibaldi de Catane (Sicile), qui est au centre de ce nouveau scandale politico-mafieux.

Des irrégularités ont été découvertes dans l'adjudication des travaux de la seconde tranche de cet hôpital de 56 000 mètres carrés dont le coût est estimé à 200 milliards de lires (100 millions d'euros). L'enquête a débuté au mois d'octobre dernier.

Une première série d'arrestations avait déjà été opérée. Mais il ne s'agissait que de menu fretin, à l'exception de Giulio Romagnoli, en-

trepreneur malaisan, l'homme qui avait emporté l'adjudication de l'hôpital Garibaldi. C'est à la suite de ses déclarations que toute la filière de la corruption a été remontée. Comme toujours, il s'agit apparemment d'ententes illicites et de versements de commissions indiennes.

L'implication d'un membre du gouvernement a bien évidemment suscité des remous politiques. Carlo Azeglio Ciampi, ministre du Trésor, a qualifié ce scandale d'« affaire grave et désagréable ». C'est la première fois depuis la formation du gouvernement D'Alema, en octobre dernier, que l'exécutif est mêlé à un scandale de cette ampleur. Massimo D'Alema a immédiatement réagi, comme l'avait fait Romano Prodi, en mars 1998, à propos d'Angelo Giorgianni, numéro 2 du ministère de l'intérieur, qui avait été chassé du gouvernement en raison de soupçons de collusion avec la Mafia.

En revanche, ce n'est pas la première fois que Nuccio Cusumano, cinquante et un ans, originaire de la province d'Argentine, en Sicile, est soupçonné de liens avec la Mafia. En 1992, il avait réussi à échapper à une enquête sur le versement d'une commission de 40 millions de lires (20 000 €). Aujourd'hui, il inscrit à son acte une première : l'arrestation d'un membre du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions est sans précédent dans l'histoire de la République italienne. Quant à Pino Fitarelli, le Sénat devra se prononcer sur la levée de son immunité parlementaire. Il y a quelques mois, sentant sans doute le vent tourner, ce sénateur avait démissionné, sans explications, de la commission parlementaire antimafia.

Patrice Claude

### « Crime Watch » : qui a tué la jolie Jill Dando ?

LONDRES  
de notre correspondant

La reine Elizabeth a fait partie de sa « peine », le premier ministre, Tony Blair, s'est dit « profondément choqué » et a rendu hommage à une femme « absolument charmante et talentueuse ». Aux Communes, l'opposition conservatrice, les libéraux-démocrates et les travailleurs, pour une fois unis, ont présenté tour à tour leurs condoléances attristées à la famille et à la nation. Lundi soir, dans tous les journaux télévisés du royaume, la mort de Jill Dando a ramené la guerre de Yougoslavie aux dimensions d'un sujet secondaire. Mardi matin, mis à part le *Financial Times*, tous les médias écrits, sans exception, consacraient leur « une » et de nombreuses pages intérieures au mystérieux assassinat de « la star la plus ordinaire » de Grande-Bretagne.

Grande, blonde, gentille, jolie, pas bête, Jill Dando faisait vaguement penser à Lady Diana. « Jill Dando : 1961-1999 », titrait mardi, avec une rare sobriété, *The Sun*, quotidien populaire, sur toute sa première page. Assassinée lundi 26 avril à midi, devant l'entrée de son domicile, d'une balle dans la tête tirée par un inconnu, Jill Dando n'était ni princesse, ni actrice, ni chercheuse scientifique, c'était une présentatrice de télévision, « l'une des meilleures et des plus sympathiques de la BBC », répétait tous ses collègues, attristés.

Ancienne journaliste qui présentait encore très occasionnellement, en 1998, le fameux « 18 heures » de la première chaîne, Jill Dando a gagné la faveur des téléspectateurs lorsqu'elle a commencé, en 1994, à présenter l'une des émissions les plus suivies de la BBC : « Crime Watch », un show hebdomadaire construit avec la collaboration de Scotland Yard pour démasquer les auteurs de crimes et de délits non résolus. Les Anglais, qui n'ont pas avec la dénonciation l'histoire et le rapport trouble qu'entretennent les Français, n'hésitent jamais à téléphoner à la police pour rapporter les événements suspects dont ils peuvent être témoins. En une décence d'existence, le tableau de chasse de « Crime Watch » est impressionnant.

La semaine dernière, justement, Jill Dando et ses collègues avaient lancé un puissant appel à témoins pour découvrir ceux ou celui qui posent des bombes racistes dans les quartiers ethniquement mixtes de Brixton et Brick Lane (*Le Monde* des 21 et 27 avril). En fait, le meurtre de la célèbre présentatrice a toutes les apparences d'un contrat professionnel ou d'une vengeance longuement mijotée. Depuis lundi midi, la police passe en revue toutes les affaires élucidées grâce à son émission. Le prochain « Crime Watch » devrait battre des records d'audience.

Patrice Claude

Michel Boile-Richard

### DÉPÈCHES

■ INDE : la Chambre des députés a été officiellement dissoute, lundi 26 avril, par le président indien K. R. Narayanan. Selon le président de la Commission électorale, M. S. Gill, les troisièmes élections générales en trois ans ne pourront avoir lieu avant la fin juillet. L'organisation d'élections en Inde est très lourde : 600 millions d'électeurs, 900 000 bureaux de votes et 4 millions de membres des forces de l'ordre pour assurer la sécurité. La Bourse de Bombay a chuté de 5 % à l'annonce de la dissolution. - (Corresp.)

■ CÔTE D'IVOIRE : 105 étudiants et lycéens ont été interpellés, lundi 26 avril à Abidjan, où de nombreux magasins ont été saccagés en marge d'une grève d'élèves et d'étudiants. Yopougon, quartier populaire de la capitale, a été le plus touché par les incidents. Deux grands magasins (Tati et Jata) ont été entièrement pillés et dévastés. - (AFP)

■ DEMISSION : le maire de Reims, Jean Falala (RPR), âgé de 70 ans, a annoncé au conseil municipal, lundi 26 avril, qu'il abandonnait ses fonctions de maire pour des « raisons de santé ». M. Falala, maire de Reims depuis 1983, conserve toutefois son mandat de député de la Marne. C'est le premier adjoint au maire, Jean-Louis Schneider (DVD), qui devrait lui succéder d'ici deux semaines.

■ VIOLENCES : de violents affrontements ont opposé, dans la soirée du lundi 26 avril, les forces de l'ordre et plusieurs dizaines de jeunes de la cité des Francs-Moisins de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Cinq fonctionnaires de police ont été brûlés par un cocktail molotov. Ces incidents semblent liés à la mort, jeudi 22 avril, d'Abdulkarim Fadiga, un responsable d'une association sportive, poignardé à Saint-Denis alors qu'il s'opposait à un trafic de drogue.

Tirage du *Monde* daté mardi 27 avril 1999 : 500 578 exemplaires.

## Les déboires judiciaires d'une ex-fonctionnaire du Quai d'Orsay

CATHERINE BOHER, une ancienne fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, a été mise en examen pour « escroquerie » et étrangée à la prison des femmes de Fleury-Mérogis, vendredi 23 avril, par la juge d'instruction parisienne Eva Joy, dans un dossier instruit par sa collègue Laurence Vichnevsky.

Agée de 53 ans, cette ex-secrétaire adjointe du Quai d'Orsay est soupçonnée d'avoir participé au printemps 1996 à un détournement de fonds lors de la tentative de libération d'un Camerounais détenu au Yémen. Catherine Boher se serait présentée à la famille du prisonnier comme un intermédiaire potentiel et aurait demandé 1,2 million de dollars (environ 7 millions de francs). L'argent se serait finalement volontiers et la famille a porté plainte.

Catherine Boher avait été interpellée, mardi 20 avril, à son domicile de Compiègne (Picardie). Elle avait été radiée des

cadres du ministère en octobre 1997 après avoir été condamnée en 1992 à une peine de prison avec sursis dans une autre affaire d'escroquerie.

Le nom de Catherine Boher apparaît également dans un autre dossier instruit par Laurence Vichnevsky, sur la faillite frauduleuse de Conserv 21, une société qui devait commercialiser une « molécule miracule » censée augmenter la durée de vie de produits frais. La société aurait en fait servi à détourner d'importantes sommes d'argent vers des paradis fiscaux. Dans cette affaire, Yves Bonnet, ancien député UDF de la Manche et ancien directeur de la Direction de la surveillance du territoire, avait été mis en examen en novembre 1997 pour « complicité d'escroquerie ». La justice lui reprochait d'avoir joué un rôle actif dans le montage de la société Conserv 21, créée en 1995 par Denis Allé, lui-même incarcéré en mars 1997.

Jean-Michel Beaujouin, ancien chargé de mission de la mairie de Paris et ex-directeur du cabinet du président du Centre national des dépendants (CND), qui avait pris des parts dans Conserv 21, avait également été mis en examen et incarcéré en octobre 1997. Il aurait eu des relations avec l'Association pour le développement des relations arabo-françaises (Adraf), qui aurait joué un rôle dans la tentative de libération du Camerounais détenu au Yémen.

Catherine Boher s'était présentée en 1982 sous l'étiquette RPR aux élections cantonales à Perpignan. Passée au Front national, elle avait obtenu 20,59 % des voix au premier tour des élections cantonales de mars 1985. Elle avait ensuite rejoint, temporairement, les rangs du CND. C'est dans le département des Pyrénées-Orientales que Conserv 21 avait le projet d'implanter une usine.

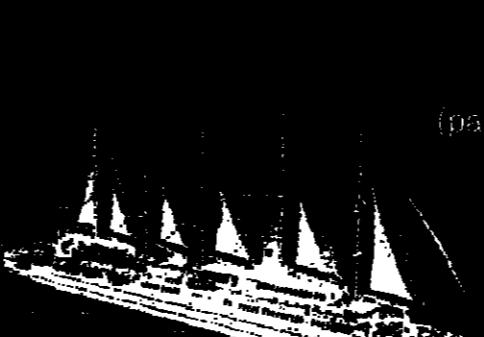
Acacio Pereira

Rafaela Rivas

# Club Med

## Croisières

Capri, Mykonos, Bonifacio, Santorini, Tunis... Soyez l'un des 350 privilégiés à re-découvrir à bord de Club Med 2, la Méditerranée éternelle. Et bénéficiez de 10% de réduction par annexe de mariage pour les départs des 31 mai, 26 juin et 28 août 1999, quelle que soit votre date d'anniversaire de mariage. Club Med Voyages, Havas Voyages, Forum Voyages et agences agréées ou N'Azur : 0 801 802 803. Prix auquel local.



-1%

(par année de mariage\*)

Etre-re

© 1999 Club Med. Club Med, le logo Club Med et Club Med 2 sont des marques déposées de Club Med International Inc.

1. World  
technique  
d'accès  
l'année  
acte aux  
ux par-  
leClick,  
et Ly-  
he. Des  
rs avec  
rs et de  
kit de  
ommuni-

nternet  
bilité de  
nique.  
un four-  
Xavier  
compte  
côté de  
envi-  
rs taxes  
ans ces  
espé-  
rs re-  
butions  
par le  
compte  
nt, par  
prix de  
nisseur  
é les ly-  
res, les  
ent pas  
tent ou  
Réseau  
cratise

A. Ba.

S

imagi-  
ficiels  
James  
ic. Ce  
autre  
pagne  
jas. Si  
finan-  
impé-  
moitié  
nsas.  
ir Mac  
ur les  
que et  
950 la  
rte de  
s au-  
les la-  
naies  
tème,  
des  
cent-  
ondai-  
-âgés  
s - de  
pour-  
erche

la de-  
ir qui  
est le  
maxi-

),  
supé-  
réma-  
nive  
ques  
tudes  
).

Bosse  
le Ja-

é 334  
rvice  
et du  
ato-

de la  
inelli-  
rches

# Le Monde INTERACTIF

## LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

MERCREDI 28 AVRIL 1999

www.lemonde.fr/nvtechno



## LES HOMMES

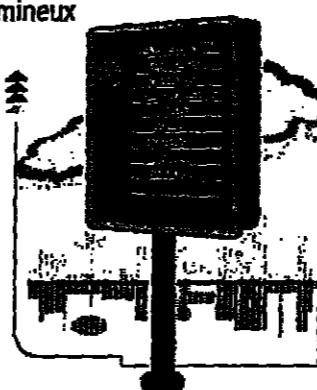
Stanislas Dehaene vient de dérocher une bourse de 1 million de dollars pour étudier comment notre cerveau calcule. P. III

« LE MONDE » CANAL +  
WebSeeker permet de chercher une information sur le Web en consultant jusqu'à 120 moteurs simultanément. P. VII



BOGUE  
Est-il bien raisonnable de se faire hospitaliser au moment du passage à l'an 2000 ? P. IV

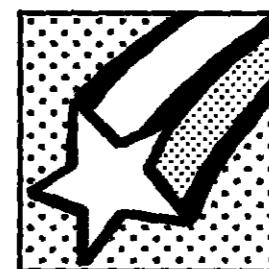
LA TECHNIQUE  
Comment mesure-t-on la pollution de l'air à l'aide d'un simple rayon lumineux tendu entre deux tours ? P. VI



PETITES ANNONCES  
6 pages d'offres d'emplois. P. VIII à XIII



## L'ENQUÊTE



La Silicon Valley  
reste pour beaucoup  
l'Eldorado  
des nouvelles  
technologies.

Pourtant, à en croire certains investisseurs, il serait plus facile aujourd'hui de lever des capitaux en France.

## Start-up : où investir pour réussir ?

CERTAINS mythes ont la vie dure. Celui de la Silicon Valley est des plus coriaces. Chaque année, ils sont des milliers - investisseurs, ingénieurs, hommes d'affaires ou financiers - à aller s'installer dans cette vallée de la Californie et tenter de faire fortune dans les technologies de pointe. Palo Alto, Santa Clara ou San José sont autant de villes qui cristallisent sur leurs noms les rêves de réussite commerciale et financière des nouveaux conquérants de l'Ouest illu-

minés par les feux du Nasdaq, le marché américain des valeurs boursières de haute technologie. Les atouts de la Vallée ne se démontent pas : importance du capital-risque, proximité géographique avec des centaines d'entreprises, utilisation massive des stock-options en guise de salaires, législation sur le travail plus lâche qu'en France... L'inventaire est souvent opposé aux lourdeurs de l'administration française et à la grande difficulté de lever des fonds pour

monter son entreprise dans le secteur des nouvelles technologies. Mais, derrière cette vitrine, la réalité est parfois plus cruelle.

L'appel de gains rapides et une méconnaissance des règles en vigueur dans la région peuvent rapidement transformer l'Eldorado en miroir aux alouettes. Plusieurs Français en ont fait l'amère expérience : parti plein d'espoirs, ils se sont fait rattraper par la réalité économique féroce qui veut que celui qui apporte l'idée ne soit pas nécessairement le directeur de la société créée. Philippe Claude, capital-risqueur chez Atlas Venture, connaît bien ce problème : « Il y a un dicton dans notre métier qui dit qu'une idée vaut 1 dollar, un produit 10 et un business plan 100. » Il n'est pas rare alors de voir un ingénieur ou un inventeur se faire déposséder de son bien au profit de dirigeants plus aguerris aux joutes commerciales.

« Ce sont des choses qui arrivent, confirme Alain Barriaud, journaliste implanté depuis dix ans la Silicon Valley et membre de DBF, une association qui sert de lieu de rencontre pour les créateurs d'entreprises français expatriés. Ceux qui viennent ici ont souvent besoin de capitaux mais ils ont beaucoup de mal à accepter l'idée de confier leur société à des investisseurs étrangers. Ça choque leur culture très patrimoniale de l'entreprise. Mais il faut savoir qu'aux Etats-Unis l'idée seule ne vaut pas grand-chose, s'il n'y a pas derrière un plan de financement et une solide étude marketing. Alors oui, il y a beaucoup d'argent en circulation, mais les investisseurs sont très exigeants. Et ils n'hésitent pas à mettre les meilleures personnes aux postes clés, quête à vous éloigner de la direction. »

Ce choc des cultures est parfois bien difficile à avaler pour des hommes et des femmes dont l'entreprise est souvent le projet de toute une vie. Un « bébé » qu'il faut pourtant accepter de partager si l'on veut bénéficier de la manne financière des investisseurs américains. « Heureusement les choses sont en train de changer », assure Philippe Claude. La France et, plus généralement, l'Europe deviennent de plus en plus concurrentielles sur le marché du capital-risque et n'ont plus rien à envier aux Etats-Unis. Et aujourd'hui, je dirais qu'il est plus facile de lever des capitaux en France que là-bas. » Fini en effet le temps où les banques françaises

préféraient financer du capital plutôt que des idées. En 1997, le montant total du capital-investissement en France a atteint la somme record de 8,3 milliards de francs (1,265 milliard d'euros) pour un volume de 1 500 opérations. Un changement de mentalité qui s'explique par une prise de conscience générale, de la part de l'Etat et des entreprises, de l'importance des nouvelles technologies dans la vie économique. Longtemps envie, l'exemple américain est aujourd'hui largement imité. Et le capital-risque à la française peut même s'appuyer sur l'expérience d'anciens pionniers de la Silicon Valley pour se développer. De quoi inciter les candidats à la création de start-up à rester dans l'Hexagone et à faire la soudure avec les siennes californiennes.

Guillaume Fraissard



La philosophie américaine va à l'encontre de la conception patrimoniale de l'entreprise à l'europeenne : là bas, on dit qu'une idée vaut 1 dollar, un produit 10 et un business plan 100

•com par-ci,  
•com par-là,  
tout devient  
•com  
quelque chose.

Nous sommes le point de .com



50 من الأصل

هذا من الأصل

## ■ Les mots de l'investissement

### BUSINESS ANGEL

Entrepreneur privé qui engage ses propres fonds pour financer une entreprise débutante.

### BUSINESS PLAN

Le business plan est une étude très détaillée des possibilités financières et commerciales de la future entreprise. Il sert à convaincre les investisseurs de la rentabilité et du potentiel de cette société.

### CAPITAL-RISQUE

Investissement dans une société présentant des risques mais promettant une forte croissance : le rendement généralement attendu est 40 % à 50 % par an.

### LOVE MONEY

Argent donné ou prêté par les proches d'un créateur d'entreprise.

### NASDAQ

Lancé en 1971 par la National Association of Security Dealers, le Nasdaq est le premier marché boursier des valeurs électroniques aux Etats-Unis.

### POSTE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE

Les PEE sont les relais du ministère de l'économie et des finances dans les pays étrangers. Ils fournissent des informations, des études de marché et autres services à ceux qui souhaitent s'implanter hors de l'Hexagone.

### SILICON VALLEY

La Silicon Valley est née dans les années 50. A l'origine, des problèmes financiers de l'université Stanford pour accompagner sa rapide croissance de l'après-guerre. L'idée de créer un pôle technologique est donc lancée pour occuper les milliers d'hectares disponibles sur le campus. Varian Associates a été la première entreprise à s'y installer, suivie rapidement par Eastman Kodak, General Electric et Hewlett Packard.

### STARTUP

Petite entreprise à fort potentiel de croissance, généralement dans le domaine des nouvelles technologies.

### STOCK-OPTIONS

Mode de rémunération très répandu aux Etats-Unis réservant au salarié des actions de l'entreprise à un prix préférentiel. Lorsque celui-ci décidera de les liquider, il les achètera au cours de départ (bas) et les revendra au cours du moment (théoriquement plus élevé).

### L'ENQUÊTE

## Deux pionniers à la conquête de l'Ouest

Quinze ans après avoir créé Neuron Data dans la Silicon Valley, Jean-Marie Chauvet et Patrick Perez parrainent les débutants

cul de l'évaluation du risque en assurances, ne fonctionne à l'époque que sur de gros ordinateurs très coûteux. N'expert, lui, se contente d'un banal micro-ordinateur. Et coûte 5 000 dollars, quand le moindre concurrent revient dix fois plus cher. « En France, se souvient encore Jean-Marie Chauvet, lorsque nous présentions notre projet, on nous a plus d'une fois ri au nez. Nos interlocuteurs financiers n'étaient souvent pas en mesure de comprendre notre technologie et l'intérêt qu'elle pouvait présenter. »

Va donc pour les Etats-Unis. Jean-Marie Chauvet est spécialisé en télécommunications. Patrick Perez est frais émoulu de HEC. Avec un ami, Alain Rappaport, médecin de formation, qui s'envole avec eux, ils ont mis au point un prototype de logiciel expert sur Macintosh, Nexpert. Rien de bien révolutionnaire, en vérité. Sinon que ce genre d'application, qui fait appel à l'intelligence artificielle et est utilisée dans l'aide au diagnostic ou dans le cal-

montre immédiatement intéressé par Nexpert, et recommande les trois jeunes gens. Le pied à l'extérieur. En juin 1985, ils décrochent un chèque de 250 000 dollars pour créer leur société, Neuron Data, siège social à Palo Alto. En no-

vembre de la même année paraît la première version de leur logiciel, bientôt adopté par Boeing et la NASA. Succès et croissance rapide. Neuron Data ouvre des filiales au Japon, en Europe. En 1990, le jeune trio français refuse l'offre d'Oracle

de racheter leur société pour 36 millions de dollars. « Nous avons peut-être commis là une erreur », admet Patrick Perez.

Mauvaise gestion, méconnaissance des règles du jeu singulier de la Silicon Valley ? Toujours est-il qu'en 1996 la compagnie qu'ils ont créée nomme à sa tête une nouvelle équipe dirigeante. Toujours membres du conseil d'administration, les deux compères rentrent en Europe, où l'un comme l'autre s'occupent désormais de capital-risque. Le premier à Londres pour la société Business Vision Development Ltd. Le second à Paris pour le compte de Dassault Développement. Pas forcément pour réfréner les ardeurs de ceux qui, comme eux il y a quinze ans, voudraient se lancer les yeux fermés dans la conquête de l'Ouest. Mais pour les alerter sur la difficulté de l'entreprise, ses risques. Pour expliquer encore, selon l'expression de Jean-Louis Cassé, autre Français de la Vallée, qu'il vaut souvent mieux se contenter de la moindre d'une entreprise bien financée que de conserver la « majorité d'un bateau qui prend l'eau ». Et surtout, que la traversée de l'Atlantique n'est plus la condition sine qua non pour trouver des financements.

Olivier Zillertin

## Risquer en France

Pas la peine de traverser l'océan pour tenter l'aventure

PARTIR s'installer aux Etats-Unis ? L'idée conserve tout son pouvoir d'attraction. Concentration de capitaux et d'entreprises, culture high-tech bien implantée. Mais l'aventure peut aussi se révéler périlleuse. Simon inutile. « Le mythe de la Silicon Valley reste encore bien présent, note Jean-Claude Léveillé, un des associés de Dassault-Développement, la société de capital-risque du groupe Dassault. Dans de nombreux domaines, les Etats-Unis sont un point de passage obligé, soit. Dans l'univers des logiciels, par exemple, il est difficile de ne pas viser, à un moment ou à un autre, s'attaquer au plus grand marché du monde. Mais une implantation immédiate n'est pas forcément recommandée sans une longue préparation préalable. »

Pédagogie indispensable pour les capital-risqueurs.

Chez Dassault-Développement,

une dizaine de projets par an font l'objet d'un investissement, sur les

quelque 300 dossiers qui sont examinés, pour une mise de départ

+ 70 % de taux de croissance en valeur pour les chiffres d'affaires des entreprises dans les secteurs liés aux technologies de l'information et de la communication ; quadruplement des fonds levés sur le nouveau marché ; 15 000 entreprises créées dans ce secteur en 1998 ; 8 400 brevets déposés...

Restent quelques difficultés financières : « Il est vrai que les fonds se concentrent essentiellement autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication, et des biotechnologies », souligne-t-on ainsi chez Leonardo Finances, spécialiste dans le conseil et le financement des PME. Culturelles : « Il faudrait que les chercheurs apprennent à devenir des entrepreneurs, estime-t-on. On a parfois du mal à discuter avec eux, à leur faire comprendre les enjeux, car ils n'ont aucune approche du monde de l'entreprise et des réalités économiques. »

### Trois questions à...

Olivier Lallier, consultant au poste d'expansion économique de San Francisco

#### 1 Quel est votre rôle dans une région comme la Silicon Valley ?

Notre mission principale est de conseiller les créateurs d'entreprise sur leur mode d'implantation. En règle générale, on s'aperçoit qu'il y a beaucoup de bonnes idées en France, de bons ingénieurs mais qu'ils ont du mal à se vendre. Notre rôle est donc de les conseiller sur les questions de marketing, de communication et de gestion financière de leur future entreprise.

Les postes d'expansion économique sont aussi là pour fournir des études de marché, des notes sur des partenaires éventuels, et pour assurer une veille technologique, économique et stratégique.

2 Certains Français qui sont partis dans la région parlent du risque de se faire voler sa technologie ou son projet. Y a-t-il des pièges à éviter avant de s'implanter dans la Vallée ?

On ne peut pas vraiment parler de piège, ni de risques de se faire déposséder de son entreprise. Mais il y a des choses importantes à savoir avant de s'implanter ici. Par exemple, quand on arrive dans la Silicon Valley, je crois qu'il ne faut pas hésiter à ouvrir une partie de son capital à un dirigeant qui connaît bien le milieu et qui va savoir donner au projet une

véritable dimension commerciale. Son intérêt ne sera pas de s'approprier cette entreprise mais bien de la faire prospérer. Maintenant, sur le plan des moyens, il est certain que de nombreux hommes d'affaires et investisseurs possèdent les moyens financiers et les structures juridiques pour étouffer une société et s'approprier une technologie. Il faut être prudent, c'est tout.

3 Peut-on dire que dans la Silicon Valley il y a plus d'argent que d'idées ?

Ce n'est pas aussi schématique que cela. Il y a beaucoup d'idées qui circulent dans la région car il existe de nombreux facteurs avantageux pour les faire fructifier. Le problème, c'est la concentration, qui n'est pas nécessairement une bonne chose. Ici, si vous n'avez pas de partenariats solides avec de grandes entreprises vous rencontrerez beaucoup de difficultés pour monter une société dans le secteur d'Internet.

L'autre problème vient du fait que beaucoup d'entreprises arrivent sur une même niche. La concurrence est donc très forte et les plus petites d'entre elles qui ne disposent pas des fonds nécessaires auront beaucoup de mal à s'imposer.

Propos recueillis par Guillaume Fraissard

Didier Benchimol  
président d'Imédiat



## le. top.des.réseaux

### Les sites scientifiques et technologiques à visiter

#### cims.ssec.wisc.edu

Quel temps fera-t-il demain ? Pour répondre à cette éternelle question avec le plus de précision possible, les météorologues utilisent et mettent au point des systèmes technologiquement toujours plus avancés. L'université du Wisconsin, aux Etats-Unis, fait référence dans le domaine des études météorologiques par satellite. Programmes de reconnaissance des orages tropicaux, recherches sur les comportements climatiques du pôle arctique : le site de l'université fait le point sur les différents champs d'investigation investis par les chercheurs. Les visiteurs trouveront également les derniers instruments de mesure atmosphérique élaborés par les étudiants, ainsi que de nombreux modules de prévision climatique numériques.

#### set.gmd.de

La machine dépassera-t-elle un jour l'homme ? L'intelligence artificielle est devenue un champ d'étude qui séduit de plus en plus de chercheurs dans le monde scientifique. Une visite sur le site de l'Institut des systèmes intelligents et autonomes du centre national allemand de recherche en technologies de l'information fera par convaincre les plus sceptiques que la frontière entre la fiction et la réalité n'est peut-être pas si étanche.

#### cyberworkers.com/Leonardo

Depuis plusieurs années, l'Observatoire des arts et technosciences (Olats) se donne pour vocation de favoriser les points de rencontre entre les arts et les sciences. Artistes,

scientifiques, philosophes, universitaires et simples internautes sont invités à échanger, sur la Toile, leurs idées à propos de l'impact de l'art et des développements scientifiques et techniques sur la culture contemporaine. Dictionnaire, guide, sélection d'œuvres off line, sites incontournables ou concepts émergents, le site propose de nombreux repères dans le champ de l'art et des technosciences. Un détour par l'exposition « Afrique virtuelle », consacrée à la fonction du masque africain, s'impose.

Une sélection de Stéphane Mandard



## Entrée libre

### Les offres d'accès gratuit à Internet se multiplient. Exemple avec Free

APRÈS World Online et juste avant Lokace, Free propose l'accès gratuit et illimité à Internet, sans abonnement à toute personne résidant en France. Un formulaire d'inscription (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et date de naissance) suffit pour bénéficier de l'offre d'accès gratuit qui couvre à son lancement officiel, le 26 avril, 65 % de la France métropolitaine.

Appartenant pour 95 % au groupe Iliad et pour 5 % aux fondateurs dirigeants, Free présente l'avantage sur ses concurrents de ne pas être limité dans le temps et en nombre d'adhérents : World Online réserve, en effet, son offre aux 200 000 premiers arrivés pour un an et Lokace-Online, à partir du 27 avril, aux 250 000 premiers pour la même durée. Autre distinction de taille, le numéro de Carnet bleu n'est pas demandé.

« L'investissement de départ, résume Xavier Niel, actionnaire majoritaire d'Iliad et président du conseil d'administration, s'élève à 75 millions de francs. Free s'appuie sur sa propre infrastructure : réseau privé en fibres optiques, trois

■ www.free.fr

A. Ba.

### LES HOMMES

#### Concours

DANS LE BUREAU exigüe qu'il partage avec deux chercheurs, Stanislas Dehaene est tout sourire. On le serait à moins : à 33 ans, ce docteur en sciences cognitives vient d'obtenir 1 million de dollars (plus de 6 millions de francs, 920 000 euros) de la fondation McDonnell pour approfondir ses recherches sur les bases cérébrales du calcul arithmétique.

Comment diable s'est déroulé le pactole ? « J'ai dû déposer un dossier », répond-il en éclatant de rire. Avant d'ajouter, mi-sérieux, mi-raillleur : « Cette somme m'est attribuée personnellement pour des travaux de laboratoire. Pas question de m'acheter un bateau et plein de cravates comme avec un prix Nobel. » Non. Stanislas Dehaene profite de cette manne providentielle pour lancer un programme d'expériences sur dix ans. « Je n'ai aucun compte à rendre. En recherche, avoir une telle liberté n'arrive jamais », s'exclame-t-il. Un collier de barbe et des lunettes cercle masquent à peine une joie juvénile.

Si la chance lui sourit aujourd'hui, Stanislas Dehaene a tout fait pour la provoquer. Depuis toujours. Lyceen, il est déjà estampillé « fort en maths ». Pour lui, le passage en classe préparatoire n'est qu'une formalité avant d'intégrer l'Ecole normale supérieure en mathématiques.

Mais cette discipline « trop aride pour toute une vie » ne lui suffit pas. L'étudiant veut percer le sens caché derrière la pratique des nombres. « J'ai toujours été intrigué par ce qui se passe dans la tête d'un mathématicien lorsqu'il fait des mathématiques », se souvient-il. Avide de pratique expérimentale, il pousse la porte du laboratoire de psychologie cognitive de Jacques Mehler et démarre sa thèse sur le mécanisme cognitif de comparaison des nombres. Il profite de ses visites avec le docteur Laurent Cohen à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière pour enquêter sur les bizarries du cerveau.

Certains patients, à la suite de lésions cérébrales, ne savent plus lire tout en sachant compter ou se retrouvent incapables d'effectuer la moindre soustraction alors qu'ils réchent par cœur les tables de multiplication. Tout aussi passionné de théorie, Stanislas Dehaene planche sur la modélisation de réseaux de neurones avec Jean-Pierre Changeux dont il suit les cours au collège de France. Après une année post-doctorale au laboratoire américain de Mike Posner, où il se familiarise avec la technique de l'imagerie cérébrale, ce brillant touche-à-tout possède la

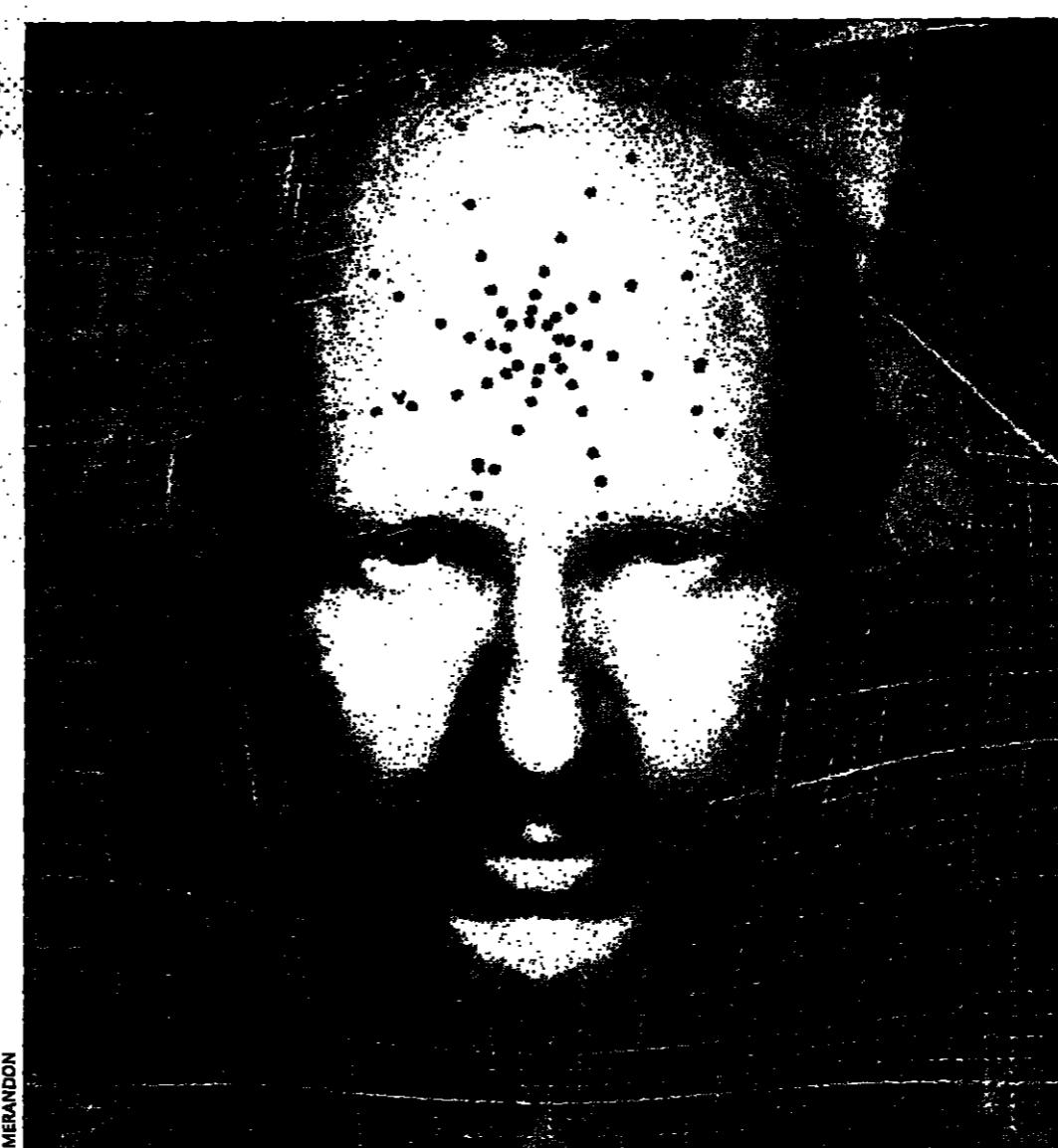
panoplie complète d'outils pour comprendre enfin comment le cerveau calcule.

Il n'utile de scruter le chef dégarni de Stanislas Dehaene pour y détecter la légendaire bosse des maths, chère aux phrénologistes du XIX<sup>e</sup> siècle qui étudiaient les fonctions intellectuelles de l'homme après la forme extérieure du crâne. La réalité cérébrale est autrement plus complexe.

« Pour résoudre la moindre soustraction, dix à quinze aires cérébrales se coordonnent et agissent de façon commune, explique-t-il. Pour l'approximation nous faisons appel à notre perception innée des ordres de grandeur. Cette intuition qui vous fait dire sans réfléchir que 2 + 7 se situe plus près de 10 que de 30. En revanche, le calcul exact sur les grands nombres demande l'activation des aires du langage. » Pour lui et les siens – ses trois fils sont premiers de sa classe – le calcul a toujours été un jeu d'enfants. Mais, loin d'en tirer une quelconque gloire, ce digne collectionneur de casse-tête préfère se consacrer à ce qui pose problème.

Avec la somme versée par la fondation, il engage ses efforts de recherche sur la « dyscalculie » qui est aux chiffres ce que la dyslexie est aux lettres. Près de 3 % à 6 % des enfants, socialement adaptés et maîtrisant le langage, seraient ainsi dépourvus de capacité arithmétique. « Ils se retrouvent aussi perdus face aux chiffres qu'un daltonien à qui vous demandez de voir du rouge ou du vert », commente Stanislas Dehaene.

La première étape suprême des adultes atteints de ce handicap devrait permettre de séparer la cause biologique (génétique ou périnatale) de l'influence de l'éducation. « A terme il sera in-



téressant de mesurer de façon concrète l'impact de l'éducation sur le cerveau », poursuit-il. Nullement impressionné par ce lâveage de cerveau universel, il ajoute : « Si l'éducateur agit sur les représentations mentales de l'enfant, la culture évolue de son côté pour rendre la tâche plus facile au cerveau. » En témoignent la calculatrice ou l'ordinateur, auxiliaires indispensables de notre cerveau déficiente.

« Laissons l'ordinateur prendre en charge toutes les opérations qui relèvent du calcul formel. Je vous le garantis, notre cerveau n'est pas bon pour ça. Débarrassé de ces contraintes, on gagnera du temps pour apprendre des choses

significatives. » Pour autant Stanislas Dehaene ne vend pas son âme à la machine toute-puissante. On est loin d'un Marvin Minsky désireux de réduire la complexité de la vision à quelques algorithmes ingénieurs.

Dehaene, lui, continue de scruter les circonvolutions cérébrales, seules capables de résoudre des problèmes complexes. Ce qui ne l'empêche pas d'imaginer une interface directe entre l'ordinateur et le cerveau humain. Même si « se servir des ondes cérébrales pour communiquer avec l'ordinateur reste une manipulation assez banale et d'une médiocre efficacité ». C'est que tout reste à faire

#### Les millions de Mr Mac

« LENT, besogneux et sans imagination », tels sont les qualificatifs dont s'affuble lui-même James McDonnell, alias Mr Mac. Ce « self-made-man » n'est autre que le fondateur de la compagnie d'avions McDonnell Douglas. Si la réussite industrielle et financière sourit à ce travailleur impénitent, elle ne remplit qu'à moitié son rêve de gosse de l'Arkansas. Passionné de sciences, Mr Mac s'enthousiasme alors pour les découvertes en astrophysique et en génétique. Il crée en 1950 la fondation McDonnell, forte de 300 millions de dollars aujourd'hui, afin de soutenir les laboratoires dans cinq domaines (astrophysique, génétique, sciences cognitives, systèmes complexes, histoire des sciences). A l'occasion du centenaire de sa naissance, la fondation a doté dix chercheurs – âgés de moins de quarante ans – de 1 million chacun afin qu'ils poursuivent leur voie de recherche originale.

De quoi mettre en œuvre la devise de feu Mr Mac, pour qui « l'indépendance financière est le seul gage d'une créativité maximale ».

■ www.jmf.org

#### Dates

12 mai 1965  
Naissance à Roubaix (Nord).

1984  
Entre à l'Ecole normale supérieure pour étudier les mathématiques.

1989  
Thèse en psychologie cognitive sous la direction de Jacques Mehler (Ecole des hautes études en sciences sociales, EHESS).

1996  
Sortie de son ouvrage *La Bosse des maths* aux éditions Odile Jacob (300 p., 140 F, 21,34 €).

1997  
Chargé de recherche à l'unité 334 de l'Inserm, au sein du service hospitalier Frédéric-Joliot du Commissariat à l'énergie atomique.

8 avril 1999  
Reçoit 1 million de dollars de la fondation James McDonnell pour poursuivre ses recherches sur le calcul.

Cécile Guérin

ier en France

٥٥٣ من الأصل

هذا من الأصل

Les duetti

## Le tour du bogue

### « Délit de tromperie »

Marylise Lébranchu, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, a menacé de poursuites pour « délit de tromperie » ou pour « délit intrinsèque », les fournisseurs de matériel informatique bogué. Mme Lébranchu a accusé les fournisseurs d'ordinateurs de « manque de transparence », « Il faut qu'ils admettent qu'il leur faut tout dire et qu'il ne faut pas opter pour une politique de l'autruche », a-t-elle ajouté. La ministre a par ailleurs annoncé qu'une caravane de camions affrétée par l'Etat ferait le tour de France, afin de mobiliser les entreprises isolées sur le problème du bogue de l'an 2000.

### Représailles

Selon Rosanne Hynes, directeur du Comité au sein du Pentagone, la coopération américano-russe sur les problèmes du bogue de l'an 2000 est toujours active, elle n'a même jamais été suspendue. « Le ministère de la défense russe prend le problème très au sérieux et fait le maximum pour le résoudre », précise-t-elle. Rappelons que le porte-parole du ministère de la défense russe avait annoncé l'interruption de cette même coopération en signe de protestation contre les attaques de l'OTAN en Serbie

(« Le Monde interactif » du 7 avril).

### Argent de poche

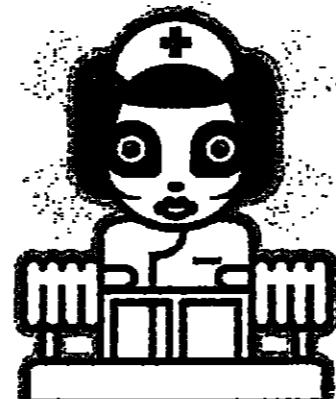
Pour Bob Moore, porte-parole de la Réserve fédérale américaine, 50 milliards d'euros, 310 milliards de francs vont être imprimés pour répondre à la demande des banques, mais surtout à celle de nombreux citoyens américains, qui souhaitent conserver de fortes sommes d'argent en numéraire, étant inquiets des effets du bogue de l'an 2000 sur le système bancaire.

### Psychologique

Aux Etats-Unis, le bogue de l'an 2000 a passé le stade du problème technologique pour devenir psychologique. Selon John Koskinen, principal conseiller du président Clinton pour le passage au troisième millénaire, le risque majeur est un mouvement de panique injustifié. Edward Kelley, gouverneur de la Banque fédérale, a déclaré, lors d'un colloque sur « les médias et la prévention », que c'est essentiellement la réaction du public qui indiquerait, si oui ou non, le problème du bogue de l'an 2000 a été résolu.

### Baby-boom

La promesse de produits gratuits à vie et l'espérance de plus de 1 million de livres sterling



(10 millions de francs, 1,52 million d'euros) de retombées publicitaires pour les générations du premier enfant né en 2000 pourraient produire un véritable baby-boom en Grande-Bretagne. Outre une éventuelle saturation des maternités, les obstétriciens s'inquiètent de la paralysie des ordinateurs des hôpitaux à laquelle pourrait conduire le bogue de l'an 2000.

### Chinois

La Chine tente tardivement de rattraper son retard de préparation au passage au troisième millénaire. Selon M. Zhang Qi, directeur général du département des produits électroniques du ministère de l'industrie, les fonds alloués à la résolution de ce problème sont insuffisants, la coopération et la coordination entre les

départements concernés inadéquats et le personnel est inexpérimenté.

### Alimentaire

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le bogue de l'an 2000 menacerait la production agricole et les systèmes d'approvisionnement alimentaire au niveau mondial. La menace pèse sur « la chaîne alimentaire dans son ensemble », estime la FAO. « Les perturbations devraient affecter les approvisionnements en semences et l'ensemble des services essentiels à la production agricole », indique-t-elle encore. Les pays en développement, qui dépendent des exportations de produits de base, pourraient souffrir tout particulièrement de ces problèmes informatiques. La FAO appelle ces pays à « mobiliser leurs ressources et leur temps pour trouver des solutions de dépannage ».

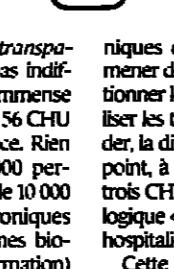
### Prévention

Suite à une réunion du directoire de la société japonaise de produits pharmaceutiques Fujisawa Pharmaceutical Co., les cadres supérieurs ont décidé ne pas prendre l'avion durant les vacances de l'hiver 2000. Cette décision collective a été prise afin de préserver la direction de la société de tout crash aérien.

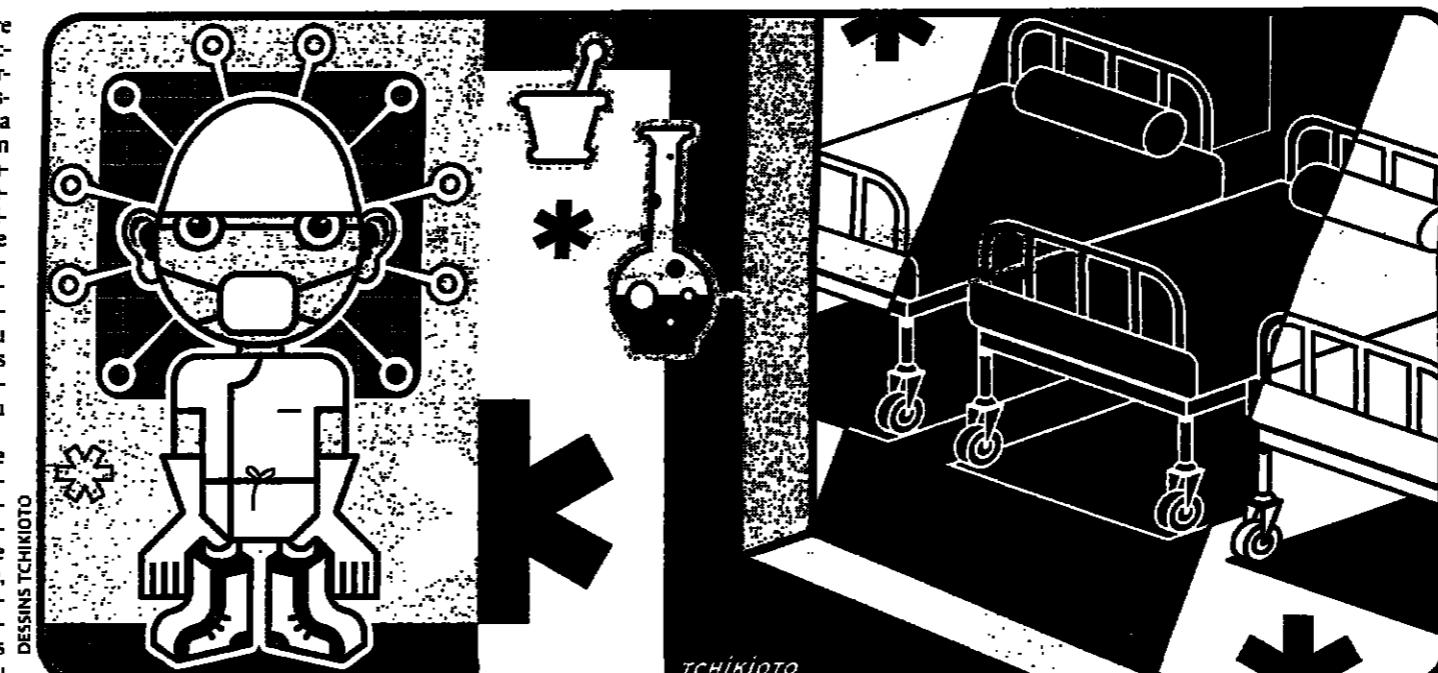
santé révèlent que de nombreux industriels moyens et petits ont accumulé un retard très inquiétant (certains n'ont même pas commencé leur inventaire !).

« Je ne m'inquiète pas car ce sont des obsessionnels de la qualité », souligne le professeur Hazbroucq, directeur pharmaceutique de la pharmacie centrale des hôpitaux (PCH). En revanche il est préoccupé par la question du stockage et de la distribution, qui sont fortement informatisés. Ainsi l'approvisionnement des cinquante-six établissements publics dépend de la tour de stockage de la PCH, qui gère électroniquement des milliers de palettes de médicaments. Les grands distributeurs qui alimentent les pharmacies ont commencé très tôt leurs travaux et ne devraient pas avoir de problèmes. Pour parer à toute éventualité, les industriels, les grossistes, les hôpitaux et les officines prévoient de faire des stocks. En espérant que les usagers ne feront pas de réserves abusives. Les professionnels, conscients de leur obligation morale, feront tout pour que les médicaments « qui sauvent la vie » ne viennent jamais à manquer. Ils savent que la moindre rupture aurait des effets dévastateurs.

J.-R. D. et N. Q.-S.



## La santé aux urgences



On sait pourquoi. Il y a aussi certains équipements compatibles qui ne le sont plus dès qu'on les connecte. Beaucoup d'établissements ont pris l'habitude d'adapter le matériel standard du commerce à leurs besoins en ajoutant des boîtiers. L'assurance du fabricant que ses appareils passent bien l'an 2000 ne prouve donc en rien de la sûreté du matériel. Chaque hôpital public a dû mener un travail de fourmi, en questionnant tous les fournisseurs par lettre recommandée (400 en moyenne) : fabricants d'appareils, mais aussi fournisseurs de services d'eau, d'électricité et

### Les hôpitaux attendent l'an 2000 avec la hantise d'avoir oublié de vérifier des appareils vitaux

sont en retard, déclare en substance Philippe Pucheu, responsable des études à la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés (Fehap). « La notion d'engagement d'action pour le bien commun n'est pas encore posée dans les esprits », reconnaît Philippe Baullet. Un point de vue partagé par Patrick Taziac, consultant en 2000 chez ON-X Consulting, société qui a participé à la rédaction du guide méthodologique : « Pour des raisons culturelles, les grands hôpitaux et les établissements plus modestes, le secteur public et le secteur privé n'ont pas l'habitude de collaborer. Autre exemple, dans le milieu hospitalier, le bogue souligne le clivage entre le monde administratif et le monde médical, qui cohabitent difficilement : l'un raisonne en « équipements impactés », l'autre en « processus de soins ». Il y a également un manque de coordination entre les ministères et les collectivités locales : personne n'a demandé aux services de santé des armées de partager leur connaissance de la gestion de crise en contexte dégradé. »

Tous les hôpitaux devront mener, entre avril et septembre, les tests avec les fournisseurs, mais ces derniers n'auront pas forcément toutes les ressources humaines nécessaires pour faire le travail dans les temps. « C'est une grosse préoccupation », avoue Philippe Cirre : mais, s'il y a maladie incertitude sur un matériel vital, la consigne est de ne pas l'utiliser, même s'il n'y a qu'un risque sur cent. »

Impossible d'avoir un état des lieux national tant que les tests ne sont pas achevés. En attendant, on prépare des plans alternatifs et des plans d'urgence, et l'ensemble du personnel hospitalier sera en alerte maximale pendant la période du 25 décembre au 5 janvier. « D'autant que, ajoute

Philippe Cirre, si les hôpitaux et les cliniques qui ne sont pas près remettent leurs patients vers les CHU, l'asphyxie, voire l'embolie, est à craindre. » De plus, conséquence des fêtes, il risque d'y avoir un afflux aux urgences au moment même où il en faudrait le moins possible. Le paradoxe, c'est que le ministère devra demander aux patients qui le peuvent de décaler leur hospitalisation programmée (50 % des cas), sans que cela jette la suspicion sur la qualité des soins en fin d'année. Le ministère fait confiance aux Français et à leur bon sens. Reste à savoir si la réciprocité est vraie.

J.-R. D. et N. Q.-S.

### Mode manuel

POUR FAIRE face aux coupures d'eau ou d'électricité, parmi sur des appareils vitaux, des plans de contournement manuel sont actuellement à l'étude dans tous les établissements de santé. Par exemple il faudra prévoir un technicien prêt à déclencher manuellement le démarrage d'un groupe électrogène ou des infirmières prêtes à se substituer à un système d'assistance respiratoire. Par ailleurs, certains biologistes ou manipulateurs dans les laboratoires devront se réentraîner ici à la fin de l'année à opérer en manuel. Mais tout n'est pas contournable : pour certains actes automatisés, le personnel n'est plus formé. Ainsi, rien ne remplace la précision d'une image du cerveau au scanner en cas de traumatisme crânien. De même, les techniques d'analyse de sang ne sont plus enseignées en faculté. Et les sociétés qui fabriquent les défibrillateurs ont déposé leur bilan à cause des vendeurs d'automates.

### Trois questions à...

#### Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé

##### 1 Quelle est l'estimation du coût global de l'an 2000 pour le système de santé ?

Cette estimation est délicate à réaliser, mais le coût représente probablement 1 à 1,5 % des dépenses des établissements de santé. Et la rénovation du parc biomédical, technique et informatique qui est engagée à cette occasion est un gage de meilleure qualité des soins pour l'avenir.

##### 2 Comment comptez-vous anticiper les inquiétudes du public ?

Après avoir informé et sensibilisé tous les acteurs de la santé publique et privée afin qu'ils soient encore plus vigilants que d'ordinaire pour parer à toute anomalie en fin d'année, Martine Aubry et moi-même allons informer le public sur les moyens mis en œuvre. Une chose me paraît essentielle : le passage à l'an 2000 ne doit pas troubler la relation de l'usager avec le système de santé. Il n'est pas question d'intervenir dans la relation entre la personne malade et son médecin, qui est seul juge du traitement adapté à la situation. En revanche, il y a des interventions programmées et donc des hospitalisations qui

prévoient. Lorsque l'on a le choix du moment, ce n'est généralement pas la période des fêtes de fin d'année que l'on retient. Mais bien entendu les personnes devant être hospitalisées seront prises en charge dans les conditions habituelles mises en œuvre par nos hôpitaux.

##### 3 Avez-vous prévu des plans de crise ?

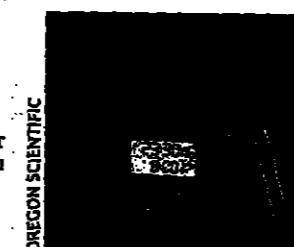
Des plans de sauvegarde pour parer d'éventuels dysfonctionnements dans les établissements sont bien sûr préparés. Nous allons être attentifs à la mobilisation des personnels : ceux-ci ont déjà été sensibilisés et seront présents pour faire face aux urgences qui ne manqueront pas d'intervenir durant cette période qui est une période de fête. Martine Aubry et moi-même veillons à ce que les services du ministère et les agences sanitaires soient dès à présent extrêmement attentifs à l'approvisionnement en médicaments, ou en sang. Celui-ci ne doit souffrir aucune carence. Le système de veille sanitaire sera également en alerte.

Propos recueillis par Jean-Rémi Déléage et Natacha Quester-Sémeon

✓ Benchmark  
identité d'mediation

### Lumineux

Avec le réveil-projecteur, l'heure s'inscrit sur un large écran à cristaux liquides et s'affiche sur un mur, au plafond ou une surface plane. La projection est orientable et réglable quanto à l'intensité.



Oregon Scientific

### Vibrant

Comment être averti avec discrétion des appels qui proviennent d'un téléphone mobile ? Casio propose une solution astucieuse qui associe une montre, la Vivicell, et le portable. Celle-ci se met à vibrer lors de la réception d'un appel.

La sensibilité du vibrateur est réglable. Poignet fin à s'abstenir car la montre est volumineuse (diamètre : 4 cm), 1 195 F (180 €) bracelet en résine et 1 575 F (240 €) bracelet en métal.

Casio : 03-88-71-51-51

www.casio.com

### Intégré

Construit par Alcatel et utilisant un navigateur conçu par Sun Microsystems, le prototype WebTouch est un téléphone d'une nouvelle génération. Il est doté d'un moniteur intégré qui permet de surfer sans passer par un micro-ordinateur.

Son usage est simple : à l'aide d'un clavier, de touches préprogrammées, d'un écran tactile et d'un lecteur de carte à mémoire, il donne accès à de nombreux services, du commerce électronique à la réception.

## Les duettistes

Ils fonctionnent en tandem ou ont des doubles fonctions

d'informations boursières. Le lancement du WebTouch est envisagé en septembre aux Etats-Unis et en Europe. Prix envisagé : moins de 2 000 F (300 €).

www.alcatel.com

### Mobile

Expert en communication, l'ordinateur de poche HP Jornada 680 travaille en duo. Il se connecte à un téléphone portable GSM et récupère le courrier électronique. Par le biais de la carte Rex ou Rex Pro, qui sort d'agenda électronique, les données sont échangées avec un poste de travail fixe. Le HP Jornada 680 fait aussi office d'enregistreur.

HP JORNADA 680  
HEWLETT-PACKARD



Ce bureau mobile miniature (18,8 x 9,4 cm) et léger (500 g) dispose d'une autonomie sur batterie de sept heures.

Disponible en juin, 6 000 F (915 €)

avec modem et 5 500 F (840 €) sans modem.

Hewlett Packard :

01-69-82-60-60

www.hp.com/jornada

### Universel

Avec l'adaptateur téléphonique PNote Pro, on peut se connecter à Internet partout dans le monde. Fonctionnant en 100, 220 et 240 volts, il évite de devoir adapter sa prise aux normes de pays. Compact et léger (225 g), le PNote Pro se fixe au bloc d'alimentation du portable à l'aide d'une bande velcro fournie. 289 F (44 €).

Fabricant : APC (American Power Conversion).

www.apc.com/francais/tool/locator.cfm

Produits sélectionnés par Agnès Batifoulier



## Dans les labos

### La pile à combustible carburé

Mettre en circulation, en Californie, quarante-cinq véhicules propulsés par une pile à combustible entre 2000 et 2003, c'est le nouveau défi que se sont lancés les constructeurs automobiles Ford et DaimlerChrysler, dont l'accord sur cette technologie remonte au printemps 1998. La pile fonctionne sur le principe inverse d'une électrolyse et produit de l'électricité tant qu'elle est alimentée par un carburant riche en hydrogène. Elle a l'avantage d'être non polluante. Mais les constructeurs doivent encore résoudre les problèmes de stockage du carburant et des coûts de production de la pile.

### El Niño pisté par les poissons

Les déplacements de plancton et des poissons qui le suivent pour se nourrir pourraient permettre de prévoir les années où l'El Niño se déroule. Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs de l'IRD (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération [ex-Orstom]) ont croisé deux modèles de simulation numérique, l'un intégrant les paramètres physiques de la circulation océanique, l'autre modélisant la consommation de nitrate par le plancton végétal. Ils savaient que les zones les plus polluées se situent à la périphérie des eaux chaudes et d'autres plus froides, remontées des profondeurs. Et ils avaient noté que, pendant les années El Niño, cette frontière était située 2 500 km plus à l'est qu'en période normale.

### Les fullerènes ont la vie dure

Les fullerènes, molécules quasi sphériques composées d'un grand nombre d'atomes de carbone, suscitent beaucoup d'espérance. On a pensé à les utiliser pour acheminer des composants en exploitant leur structure en forme de cage. Voici maintenant qu'on les soumet à de fortes pressions dans l'espérance d'obtenir des matériaux presque aussi durs que le diamant. Et ça marche ! Une équipe grenobloise aidée de chercheurs portugais et russes a réussi à synthétiser une phase polymérisée à trois dimensions, c'est-à-dire un réseau de fullerènes dont chacune des « cages » est liée avec ses douze voisines. Sous l'effet de la pression, les liaisons entre les atomes de carbone sont devenues plus courtes.

### Des électrodes et au lit

Pour passer une bonne nuit, les astronautes n'auraient pas besoin d'un marchand sable, mais d'être couverts d'électrodes ! Telle est la conclusion d'une étude sur le sommeil en orbite rapportée par le magazine britannique *New Scientist*. Charles Czeisler, du Harvard Medical School Hospital, à Boston, a émis l'hypothèse que les astronautes ne dormaient pas parce qu'ils étaient préoccupés par leur mission. Et explique leur meilleur sommeil avec des électrodes par le fait que permettre aux médecins d'étudier leur repos était alors inclus dans leurs tâches !

## LA TECHNIQUE

### Concours

## Capteurs à six pattes

ON NE COMpte plus les extraterrestres insectoïdes de bande dessinée dotés d'yeux de mouche ou d'antennes supersensibles. Car, c'est évident – du moins pour les scénaristes de BD –, cet arsenal, dont l'être humain est dépourvu, ne peut qu'apporter si peu d'informations supplémentaires, du moins des sens plus développés. Sans aller jusqu'à ces utopies de science-fiction, certains chercheurs se sont penchés pour les systèmes sensoriels particuliers des insectes, non seulement pour comprendre comment ceux-ci fonctionnent mais aussi pour utiliser ces supercapteurs naturels comme détecteurs de pollution.

Naturellement intéressé par la résistance de ces animaux aux insecticides répandus par les agriculteurs, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) s'est penché sur les mécanismes qui met en œuvre la mouche drosophile afin de se protéger des attaques chimiques extérieures. Pour s'apercevoir qu'un type de protéines activées dans la défense de son organisme, les cytochromes P450, répondaient également à la présence de certains gaz d'échappement des automobiles, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). En présence de HAP, les gènes des cytochromes P450 sont activés, et la drosophile se met à produire ces protéines qui lui servent à se protéger du stress chimique auquel elle est soumise.

Comme l'explique Marcel Amichot, chargé de recherche à l'unité des végétaux et environnement du centre INRA d'Antibes, « l'un des buts de ces recherches est l'utilisation de l'insecte comme biomarqueur de la pollution de l'air. Pour cela, nous devons d'abord identifier les gènes qui sont activés lorsque l'animal est en présence des polluants. » Restera ensuite à développer l'instrumentation susceptible de transformer la mouche en biodéTECTeur pratique d'utilisation.

A l'heure actuelle, la drosophile transgénique devenant fluorescente lorsque le gène sensible est activé est préférée une solution plus classique consistant à déposer sur un support solide de l'ADN correspondant aux gènes dont on veut suivre l'expression et à le mettre en contact avec le matériel génétique des mouches exposées à l'air urbain. Ce procédé présente l'avantage de pouvoir suivre plusieurs dizaines de gènes à la fois. Par rapport à des capteurs chimiques traditionnels, le bio-déTECTeur va nettement plus loin.

A plusieurs centaines de kilomètres d'Antibes, une équipe de chercheurs allemands s'est inté-



L'INRA s'est penché sur les mécanismes que met en œuvre la mouche drosophile afin de se protéger des attaques chimiques extérieures

Les chercheurs s'intéressent de près à l'extrême sensibilité des insectes qui signalent la pollution et les incendies bien avant les appareils électroniques

tiole se servait d'organes thoraciques détectant les infrarouges que dégage toute chaleur. Comme le rapporte le hebdomadaire scientifique international *Nature* dans son édition du 25 mars, l'équipe allemande a montré que *Melanophila acuminata* disposait d'une autre arme : ses antennes. Celles-ci sont capables de « sentir » des quantités infinitésimales de certains composés phénoliques présents dans la fumée émanant de la combustion du bois.

« Nous estimons, écrivent les auteurs de l'étude, que cette sensibilité est telle que ce coléoptère peut percevoir, à plus de 1 kilomètre de distance, un pin de 30 centimètres de diamètre dont l'écorce se consumerait à 2 mètres de hauteur et sous un faible vent. » On imagine aisément les applications, dans les dispositifs anti-incendies ou dans la détection des feux de forêts, d'un tel niveau de sensibilité, sur lesquelles pourraient déboucher ces recherches. On a toujours besoin d'un peu de soleil.

Pierre Barthélémy

### Déetecter, pas mesurer

SI LES CAPTEURS biologiques sont plus sensibles que leurs homologues électroniques, ils présentent l'inconvénient de ne pas fournir de données chiffrées quant au niveau de pollution. Un faux problème selon Marcel Amichot, du centre INRA d'Antibes : « Qu'est-ce qui est le plus important ? Dans les problèmes de pollution, une valeur absolue n'a pas de véritable signification parce qu'elle n'induit pas la même réponse selon les individus. De plus, le mélange des polluants entraîne des synergies ou des inhibitions des effets d'un polluant par un autre... Dans ces conditions, l'avantage du vivant par rapport au capteur chimique est clair : on voit si l'environnement global a un effet toxique ou pas sur l'organisme. »

Mais  
qui est  
le point de  
.com?

Nous sommes le point de .com

**Sun**  
microsystems

مكتبة من الأصل

مكتبة من الأصل

## Agenda

Le 1<sup>er</sup> de  
Ma  
d'E  
à l'  
pot  
trot  
int  
ma  
Ma  
fou  
« n  
fau  
fau  
opt  
l'au  
La  
am  
can  
le t  
mo  
sur  
l'an

Re  
Sel  
du  
Pen  
am  
pro  
est  
mè  
« L  
pre  
et  
ré  
Raf  
du  
ava  
cett  
sign  
atta

### RENCONTRES

Le 29 avril  
Kosovo : la guerre sur Internet  
Un jeudi par mois, à 19 heures, l'Ecole Multimédia et Le Monde interactif organisent un forum thématique retranmis sur Internet en Real Video. Les internautes peuvent poser leurs questions en direct aux intervenants.  
[www.ecole-multimedia.com](http://www.ecole-multimedia.com)

DU 28 au 30 avril  
Téléform 99  
Salon professionnel des nouvelles technologies, de l'éducation et de la formation. Un concours des meilleurs intranets/extranets récompensera les usages d'Internet appliqués à la formation. Inscription sur le site.

[www.cyberworkers.org/](http://www.cyberworkers.org/)  
[www.téléform99.com](http://www.téléform99.com)

DU 28 avril au 2 mai  
Salon multimédia  
Organisé dans le cadre du Salon international du livre et de la presse.  
[www.science-po.upmc-grenoble.fr](http://www.science-po.upmc-grenoble.fr)

Jusqu'au 2 mai  
Méta-instrument

Le Méta-instrument mesure en permanence la position, la vitesse, le sens de déplacement des pieds, des poignets, des mains et des doigts. Les informations sont traitées en temps réel par des logiciels développés au gré de l'imagination des compositeurs. Présentation-concert dans le cadre de l'exposition « Les sons ».

[www.cite-sciences.fr](http://www.cite-sciences.fr)

DU 28 avril au 9 mai  
Foire de Paris

La Foire de Paris accueille un Salon du multimédia regroupant plusieurs espaces : informatique, télé, vidéo et son.

[www.zedprod.com/marketing/salon-multimedia](http://www.zedprod.com/marketing/salon-multimedia)

LES 4 et 5 mai

Actualité juridique  
L'Institut d'études politiques de Grenoble organise deux journées de formation consacrées aux aspects juridiques liés au Web.

[www.science-po.upmc-grenoble.fr](http://www.science-po.upmc-grenoble.fr)

Les rendez-vous d'avril et de mai

Le 5 mai

Forum des images  
Chaque mois, la Vidéothèque de Paris propose une lecture critique de sites Internet ou de CD-ROM. Au programme ce jour, deux sites artistiques consacrés à la danse. L'entrée pour la journée est de 30 F (4,57 €).

[www.forum.vdp.fr](http://www.forum.vdp.fr)

Le 5 mai

Médecine du sport  
L'Association sportive de l'Institut national des télécommunications (Asint) organise de 16 heures à 21 heures le premier colloque sur la médecine du sport retransmis en direct sur le Web. Avec notamment une conférence sur le thème d'internet, nouveau moyen de recherche de l'information médico-sportive.

[www.minet.net/colloque\\_asint/](http://www.minet.net/colloque_asint/)

DU 13 au 15 mai

Agor@ 99  
La Maison des jeunes et de la culture (MJC) d'Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie) organise les premières Rencontres des jeunes créateurs multimédia en

Le 20 mai, à 20h30  
Station Mir

Huit artistes de Station Mir, collectif de recherche et de création audiovisuelle et multimédia, s'associent à d'autres artistes ou groupes le temps d'une soirée Nomade à la Fondation Cartier pour créer une musique d'un nouveau genre : la Fractal Pacing Musik.

[www.fondation.cartier.fr/fr/nomade/](http://www.fondation.cartier.fr/fr/nomade/)

DU 23 avril au 7 juin

Alpinisme

Des écoliers du Vercors

ont suivi au jour le jour,

sur Internet, l'expédition Vertical 99, première ten-



C. VAILLANT/STATION MIR

## Manchettes

### Le retour des ferrofluides

Le quotidien rapporte que ces aimants liquides obtenus par la suspension de minuscules particules magnétiques à l'intérieur d'un liquide support, découverts il y a près de 70 ans, trouvent aujourd'hui une seconde jeunesse. Ils peuvent être utiles dans le domaine de l'environnement pour la séparation des agents contaminateurs, mais aussi pour confectionner des joints de raccordement pour les oléoducs et pour la transmission de l'énergie ultrasonique.

### Compaq change de tête

Faute de bénéfices suffisants cette année, l'émblématique patron de Compaq, Eckard Preiffer, a donné sa démission le dimanche 19 avril suite à un conseil d'administration houleux. Il est remplacé par Benjamin Rosen, le président du conseil de Compaq. Le *New York Times* du 20 avril consacre sa « une » à l'événement et rappelle à succession de mauvais résultats qui ont entraîné ce départ : érosion de parts de marché sur les très lucratives ventes de serveurs, la chute des prix des PC, mauvaise gestion des stocks et difficultés d'intégration de Digital Equipment, récemment absorbée.

### Un site pour l'adoption

L'*USA Today* du 20 avril rapporte la volonté du gouvernement de créer un site Web pour faciliter l'adoption d'enfants aux Etats-Unis. Ce site devrait présenter les photos de plus de 8 000 enfants en attente d'un foyer. Il ne devrait pas être opérationnel avant l'année 2001. Le quotidien précise que la mise en place du site coûtera 1,5 million de dollars (1,4 million d'euros, 9,3 millions de francs) à l'Etat avec des frais de maintenance annuels estimés à 1,25 million de dollar. Actuellement, rappelle *USA Today*, 37 Etats disposent d'un tel site mais le manque de moyens les rend peu opérationnels. La volonté du gouvernement de créer un tel site est fondée sur une statistique qui prouve le triplement du nombre d'enfants à adopter en 2001 aux Etats-Unis.

### Du danger des mobiles

Les utilisateurs de téléphone portable ont du souci à faire. C'est ce qu'assure, dans son édition du 10 avril, *New Scientist*, qui relève que, si les risques de cancer ou de « cuision » du cerveau par micro-ondes ne sont pas démontrés, le coup de fil sur un mobile présente quelques curieux effets secondaires : *International Journal of Radiation Biology* (vol. 75) rapporte ainsi des trous de mémoire, ou du moins un temps de réaction accru pour se souvenir chez les sujets exposés.

## LA TECHNIQUE

# L'air sous surveillance

A BORDEAUX, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Rouen, Strasbourg et Toulouse, 265 morts prématurés sont dues chaque année à la pollution de l'air, amoncelant en guise d'alerte, il y a une semaine une étude de l'Institut de veille sanitaire (InVS). Les résultats de cette enquête confirment la forte implication des particules (fumées noires), du dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), du dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) et de l'ozone (O<sub>3</sub>) dans la surmortalité par maladie cardio-vasculaire et par maladie respiratoire.

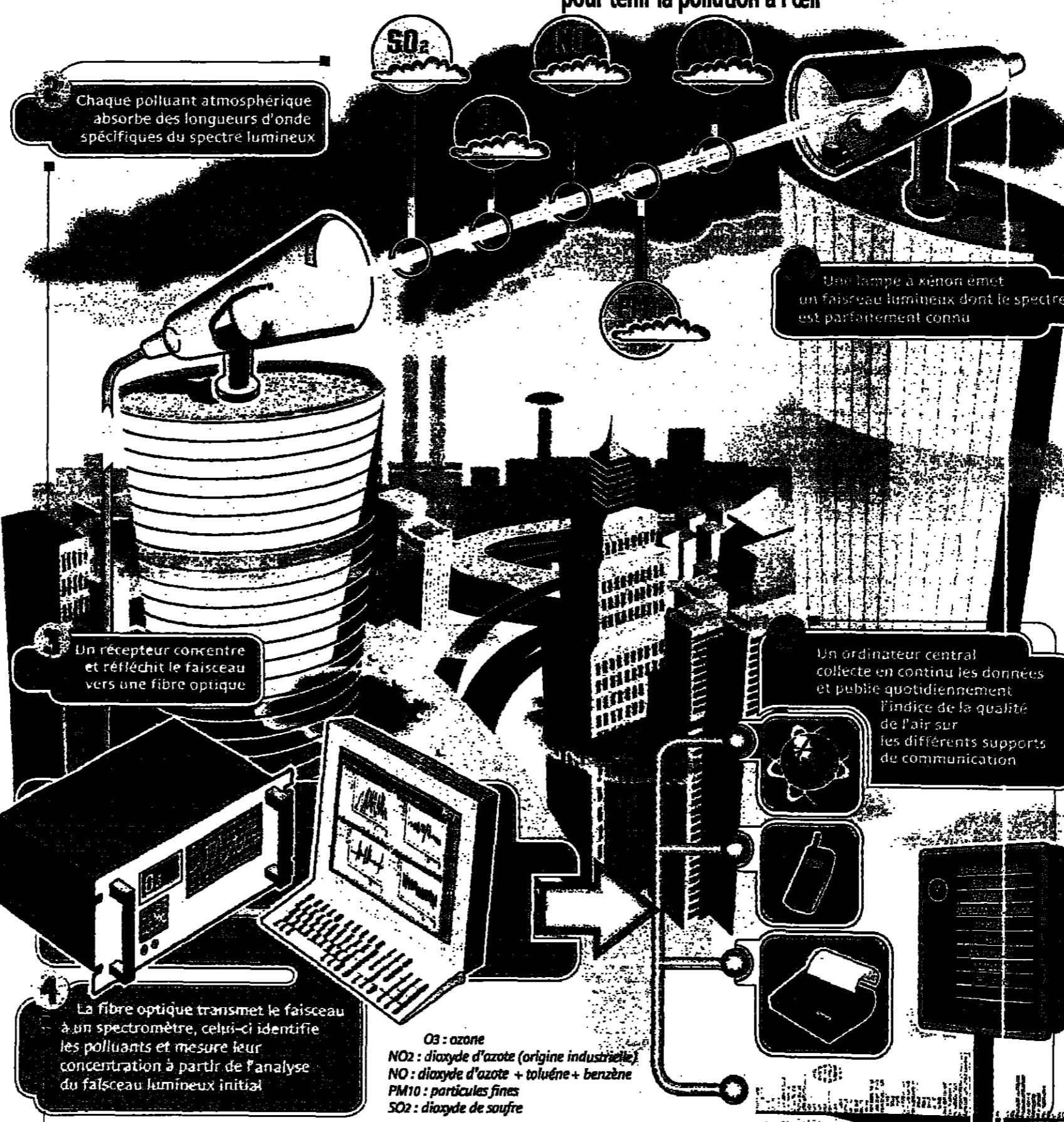
Or la loi sur l'air reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et d'en connaître précisément la qualité. Dans ce souci, Airparif, association chargée de surveiller la pollution atmosphérique en Ile-de-France, publie chaque jour, et depuis février sur son site Web, l'indice de la qualité de l'air de la ville de Paris et de son agglomération, mesuré au cours de la journée par quelque 35 stations implantées en Ile-de-France.

Depuis quelques années, Airparif utilise la méthode DOAS (spectrométrie d'absorption optique différentielle), un système télemétrique qui permet de détecter et d'analyser la pollution atmosphérique sans effectuer de prélèvement d'échantillons d'air. Partant du principe que les gaz polluants absorbent des longueurs d'onde caractéristiques, le dispositif consiste à émettre un faisceau lumineux sur un trajet de 1 600 mètres reliant la tour Saint-Jacques, dans le centre de Paris, au toit du bâtiment d'Airparif, près de la Bastille, et d'en analyser le spectre. Il est alors possible de mesurer simultanément jusqu'à six polluants d'origine automobile et industrielle sur plusieurs centaines de mètres.

Selon Martine Boissavy Vinat, ingénieur à Airparif, « ce système donne une idée beaucoup plus proche de la pollution réelle ambiante que les stations traditionnelles de prélèvement à point fixe », qui sont généralement situées au ras du sol. Toutefois, celui-ci présente un inconvénient de taille : « Il est difficile de mettre en œuvre en ville, car il doit être situé à une hauteur élevée afin qu'aucun obstacle ne vienne perturber le trajet lumineux. »

Le réseau de surveillance de l'environnement de Lyon expérimente, lui, un Lidar, dispositif dérivé du système DOAS qui permet de réaliser des coupes en trois dimensions de concentrations de polluants, mais qui rencontre encore des problèmes de calibrage et de validation de ses résultats.

JACQUES PARTON



St. M.

[www.airparif.asso.fr](http://www.airparif.asso.fr)

Les grandes villes françaises se dotent de nouveaux moyens pour tenir la pollution à l'œil

Une lampe à xenon émet un faisceau lumineux dont le spectre est parfaitement connu

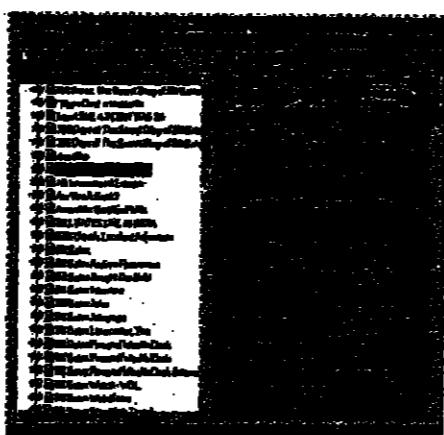
Un ordinateur central collecte en continu les données et publie quotidiennement l'indice de la qualité de l'air sur les différents supports de communication

O3 : ozone  
NO<sub>2</sub> : dioxyde d'azote (origine industrielle)  
NO : dioxyde d'azote + toluène + benzène  
PM10 : particules fines  
SO<sub>2</sub> : dioxyde de soufre

**WEBSEEKER 3.0**  
Éditeur : ForeFront  
Distribué par Apyside (finalisé à 100 % d'Apyside)  
Support : CD-ROM PC  
Configuration minimale : PC 486 ;  
8 Mo de RAM ; Windows 95-98  
Prix : 325 F (50 €)

POUR trouver une information sur Internet, chacun a sa petite technique. Mais comment ne pas avoir la très désagréable impression de manquer une page Web lors d'une recherche ? Et si il existait, quelque part, bien caché dans un recoin de la Toile, l'information exacte que l'on convoite ? Pour en avoir le cœur net, on peut toujours vérifier sur plusieurs moteurs de recherche. Certains, comme Altavista, optent pour le « full text searching » : à chaque fois que le mot-clé figure sur une page, elle est recensée. Tapez « Kosovo »... et débrouillez-vous avec 294 060 réponses !

Autre technique, l'indexation. A partir de « Kosovo », le moteur Yahoo propose des classements par catégories : 19 sites sont proposés, aux « exploration géographique », aux « institutions et politique ». Reste que cette navigation est longue, laborieuse et pas toujours efficace. Heureusement, il y a les « metacrawlers » (métamoteurs), comme go2net.com, qui proposent de consulter et réunir les résultats les plus pertinents de plusieurs moteurs à votre place. C'est simple, rapide et gratuit. Mais pas forcément complet. WebSeeker, un logiciel sur CD-ROM, s'inscrit alors comme le dernier recours : il est le métamoteur le plus abouti à ce jour. Enregistrez l'application, lancez votre navigateur, donnez votre mot-clé ou votre phrase à WebSeeker... et allez boire un café ! En plus des grands généralistes - Altavista, Lycos, Yahoo, Infoseek... - les moteurs spécialisés dans le sport, le droit, les



**WebSeeker permet de lancer une requête simultanément sur des dizaines de moteurs de recherche, de vérifier et de trier les résultats. Une information plus complète, en un temps record**

voyages ou le multimédia sont consultés pour vous. Jusqu'à 120 moteurs, classés par catégories, vont être passés au crible. Trois types de requêtes sont proposées : « clair », « validée » ou « filtré ». La première se contente d'offrir les résultats

Si le métamoteur propose une synthèse spectaculaire, l'esprit d'analyse, lui, n'est pas fourni avec le kit

bruts, la seconde supprime les doublons et vérifie si les pages sont consultables. La troisième crée une page Web avec index. Mieux : durant la recherche, les pages sélectionnées sont téléchargées en cache de fond et leur accès devient alors instantané ! Non seulement on apprécie la fluidité, mais en plus le logiciel se débarrasse des publicités. Une icône rajoutée au début de chaque page permet de passer d'un site à l'autre en un clin d'œil. Une recherche affinée sur le Kosovo prend environ 8 minutes et permet de retenir quelque 1 000 sites. On peut par la suite affiner sa requête, en précisant plusieurs termes à trouver ou à exclure impérativement. WebSeeker permet d'enregistrer une recherche, ainsi que les résultats sur le disque dur, pour être éventuellement mise à jour ultérieurement.

Ce métamoteur propose même à l'utilisateur de planifier ses recherches. Au jour et à l'heure dits, le logiciel se connecte seul, parcourt le Web, enregistre les informations et se déconnecte ! Mais attention ! Si le métamoteur propose une synthèse spectaculaire, l'esprit d'analyse, lui, n'est pas fourni avec le kit.

Julien Pot (Canal +)

## Dans les rayons

### Dico jeunes

Des images et des sons, une interface simple et amusante, une interface de recherche puissante, un correcteur orthographique basé sur la phonétique, une intégration complète au traitement de texte Word : rien ne manque, en somme, au Robert Junior pour être l'indispensable compagnon de route des dernières années d'école et des premières années de collège. Au programme, pour les 8-12 ans, 20 000 mots, 40 000 sens, 28 000 exemples, 7 000 mots prononcés et pas moins de 320 groupes thématiques.

■ Le Robert Junior (Havas Interactive). Pour PC. 299 F (45,58 €).

### L'Egypte éternelle

L'Egypte ancienne est actuellement le sujet de prédilection des éditeurs multimédias. Mais, s'il ne fallait consulter qu'un seul des nombreux CD-ROM consacrés à ce thème, *L'Egypte au temps des pharaons* tiendrait vraisemblablement la corde. D'autant que depuis le 9 avril 1999, et jusqu'au 12 juillet de la même année, ce titre devient plus interactif que jamais, avec l'exposition, organisée au Grand Palais par la Réunion des Musées nationaux et le Louvre, « L'art égyptien au temps des pyramides ». A noter que ce CD-ROM a été reconnu d'intérêt pédagogique par le ministère de l'éducation nationale.

■ *L'Egypte au temps des pharaons* (Le Louvre et la Réunion des Musées nationaux). Pour Mac et PC. 299 F (45,58 €).

### Dernières parutions

■ *Internet et après ?* (Flammarion). - La « théorie critique des nouveaux médias » proposée par le médiatique Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS. Un peu ardu, mais passionnant, pour comprendre que « l'idéologie technique d'aujourd'hui n'est pas moins dangereuse que les multiples dominations d'hier ». 129 F (19,67 €).

■ *Sim City 3000* (First Interactive). - On ne présente plus le jeu, dont la troisième version vient de sortir, et dont les deux premiers volumes avaient conquis plus de sept millions de joueurs. Mais voici maintenant le livre, guide officiel pour créer la ville de ses rêves. 99 F (15,23 €).

■ *Le Théâtre de minuit* (Syrinx). - Un CD-ROM d'éveil, comme on dit un livre d'éveil : Murielle Lefèvre a mis en scène et en musique (sur une création de Mishiro Oshima - le CD-ROM est produit par la chaîne de télévision japonaise NHK), les images de Kveta Pacosova, artiste tchèque spécialisée dans le dessin pour enfants. Sans le moindre texte additionnel, ce titre est destiné, en priorité, aux moins de 6 ans. 199 F (30,34 €).

Le Monde / CANAL+

### Sabir cyber

## Tableur

LE TABLEUR est la plus belle invention de la micro-informatique. On la doit à deux individus, Dan Bricklin et Bob Frankston, inventeurs du logiciel VisiCalc (pour *Visible Calculator*) en 1978. Bricklin était un informaticien qui avait étudié ses études à Harvard en 1977, après une première expérience professionnelle pendant laquelle il avait travaillé sur les traitements de télécopies et les mini-ordinateurs de DEC. Il cherchait à trouver une utilisation aux micros et pensait que ceux-ci pouvaient simplifier la gestion des entreprises.

Bricklin était aussi un idéaliste qui pensait que les logiciels devaient être la propriété de tous. Il refusa de déposer un brevet. D'autres s'en chargèrent. Publié au printemps 1979, quelques mois avant Wordstar, le premier traitement de texte, et huit ans après la calculatrice, le tableau venait révolutionner l'histoire du calcul et l'ensemble des rapports entre l'homme et le chiffre.

Excessif ? Je ne crois pas. Le *tableur* est d'abord une pure invention, peut-être la seule de toute la micro-informatique. Les jeux vidéo, le traitement de texte, Internet, les bases de données, la photo numérique, tout cela a été inventé soit bien avant, soit tout à fait indépendamment. Seul le tableau a été créé *ex nihilo* pour ces nouvelles machines. Avec Lotus 1-2-3, à partir de 1982, c'est d'ailleurs lui et lui seul qui les fait entrer dans les entreprises. Le destin du tableau et celui du micro-ordinateur sont ainsi intimement liés. Mais il y a plus. On considère souvent que le tableau est un « traitement de chiffres », au même titre qu'il y a des traitements de texte. Mais il fait subir aux chiffres bien plus que ce que le traitement de texte fait aux mots. Il les travaille, les ordonne, en fait nature d'autres, et leur donne un nouveau sens. L'équi-

valent littéraire de tableau serait *traitement d'idées*.

Dès l'origine, en anglo-américain, le tableau fut un *spreadsheet*. Le mot et l'idée évoluaient déjà dans un dictionnaire américain de comptabilité de 1952 (Eric L. Kohler's *Dictionary for Accountants*). Une *spread sheet* (les deux mots étaient séparés) désignait une feuille de travail comportant une matrice permettant de vérifier les calculs comptables par une double approche, en lignes et en colonnes.

Mais le mot ne se traduisait pas bien en français (« feuille en colonnes » ou « format à l'italienne »), et son origine y était inconnue des informaticiens, un grand flottement lexical s'ensuivit chez nous. Comme le *tableur* original s'appelait VisiCalc, on commença par parler de *calque*. En mai 1982, dans *L'Ordinateur individuel*, l'essai d'un concurrent de VisiCalc, intitulé Supercalc, suggère *calc*, aussi traduit « *calque* ». Mais, si les initiés comprenaient d'où ça vient et reliaient *calque* à *calcul*, les nouveaux venus ne voient pas le rapport entre un logiciel de calcul et une feuille de papier calqué.

En juillet, *calque* est remplacé par *calculateur visuel*, décalqué de VisiCalc. En septembre, on se résignera pour *tableau magique*, avec une défaite de la raison. Un an après, le numéro récapitulatif « Cinq ans d'informatique individuelle » risque un « *tableur* ou *calque* », qui signifie la fin d'une époque. A partir de la fin 1983, on dit *tableur*.

Ces trois ans de tâtonnements ne furent pas perdus, car *tableur* est bien supérieur à *spreadsheet*. Le mot français, plus général, ne reste pas collé à la grise comptable, et il est en plus actif. C'est juste, car le *tableur* agit bel et bien sur ce qu'il entre dans ses cellules.

Cléo (Canal +)

### Tendance

MOT solidement implanté, sans concurrence chez les noms communs. Mais le danger vient justement de l'absence de concurrence. Le monopole de fait de Microsoft sur le marché du *tableur*, transforme Excel, le produit de la marque, en nom de moins en moins propre.

#### Dico

L'ENTRÉE de *tableur* dans le Petit Larousse fournit un bel exemple des difficultés culturelles françaises à s'emparer du domaine. Le mot est bien présent dès 1987, mais sous l'extraordinaire définition suivante : « Logiciel permettant d'opérer une partition fine d'un écran d'un visuel ! » La bouteille sera corrigée dans les années 90 avec la définition suivante : « Programme de création et de manipulation interactives de tableaux numériques visualisés », qui n'est pas un modèle non plus, mais qui dure à ce jour. Le portugais utilise *spreadsheet*, l'italien *foglio elettronico*, l'allemand *Kalkulationsstabelle* et l'espagnol *hoja de balance*.

Et pour vous, que pouvons-nous mettre au .com ?

Nous sommes le point de .com

**sun**  
microsystems

١٥٥ من الأصل

هذا من الأصل

REPRODUC

## Informatique - Réseau

Importante enseigne de grande distribution recherche son

### Directeur Informatique

Paris R/P

Directement rattaché à la Direction de la centrale nationale du groupe, vos missions vous conduiront à :

- ◆ assurer l'évolution du système d'information interne de notre centrale.
- ◆ prendre en charge l'analyse des besoins fonctionnels, l'instruction, la mise en œuvre et la coordination des solutions retenues sur l'ensemble du périmètre (centrales d'achats, magasins, autres sociétés de l'enseigne).
- ◆ être garant de la sécurité et de la cohérence d : l'ensemble des systèmes d'information du groupe.
- ◆ définir les budgets et gérer l'ensemble des moyens matériels et humains.

Agé de 35/40 ans, Bac +4/5, Ingénieur ou Universitaire, vous justifiez d'une expérience similaire qui vous aura permis d'acquérir de solides connaissances en architecture de systèmes ouverts (UNIX, NT, réseaux et groupware) et un sens aigu du management d'équipes et de projets. Vos qualités de gestionnaire, d'animateur et votre excellent relationnel seront garants de votre réussite au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sur notre site web ou par courrier, sous la référence ISA25826 à Stéphane Amiot.

159 avenue Achille Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine cedex  
e-mail : Informatique@michaelpage.com

web : www.mpfrance.com

Michael Page  
INFORMATIQUE

H/F

La filiale spécialisée d'un groupe bancaire national de premier rang recherche un

### Chargé d'Etudes Risques

Paris

Rattaché au Directeur des Risques, vous prenez en charge la conception, la mise en place et la gestion des outils nécessaires à l'analyse et à la surveillance des risques (tableaux de bord, outils d'aide à la décision).

Vous participerez à la création et au suivi de différents "scores" afin d'optimiser le processus de décision sur des dossiers de crédit immobilier et à la consommation.

Possédant de bonnes connaissances

informatiques vous êtes capable de mettre

en place et de maintenir un système expert.

Merci d'adresser votre candidature, sur notre site web ou par courrier, sous la référence BJBJS2499 à Jean-Valéry Bert.

23 rue Boissière 75116 Paris

e-mail : banque@michaelpage.com

Michael Page  
BANQUE

H/F

TELÉCOM faites le choix de vos envies.

Photo : Stéphane Marot

Faites le choix de vos envies, c'est à dire faire un choix d'avenir. En rejoignant TÉLÉCOM France, leopérateur de téléphonie internationale, vous participerez au développement de produits et de services parmi les plus innovants et les plus compétitifs du marché.

Nouvel acteur majeur de la téléphonie fixe en France, TÉLÉCOM s'adapte en permanence aux exigences des entreprises et des particuliers.

Pour contribuer à son développement, TÉLÉCOM recherche des collaborateurs imaginatifs, motivés par l'évolution incessante d'un secteur de pointe.

#### DIRECTEUR DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Notre Direction est garantie de la définition, du développement et de l'exploitation des systèmes d'information et des plateformes de services.

#### Chefs de projets Développement

Au sein d'équipes fonctionnelles, vous serez à la mise en forme des cahiers des charges, au pilotage de la maîtrise d'œuvre et de l'application de nos systèmes d'information. Vous avez acquis une expérience significative dans les domaines de l'exploitation, du marketing, de la relation clientèle, des cartes d'appels, de l'exploitation des données, du datawarehouse, si possible dans le secteur des télécoms. Réf : CPD/AG/179

#### Ingénieurs Systèmes-Réseaux-Sécurité

Vous assurez l'industrialisation de la gestion et de la sécurité des systèmes de notre département exploitation. Ingénieur de formation, vous connaissez impérativement les plateformes Unix, TCP/IP, les Réseaux Cisco, les protocoles TCP/IP, Radius. La maîtrise d'Internet est un plus. Réf : ISR/AG/179

#### Ingénieurs/Chefs de projets

#### Architecture-Intégration-Qualité

Selon votre profil, vous participez à l'intégration, à la définition et à l'évolution de l'architecture et veillez à la qualité des systèmes d'information. La connaissance de l'environnement Télécom est indispensable. Réf : CPA/AG/179



هذا من الأصل

X / LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

REPRODUCTION INTERDITE

## Informatique - Réseaux Télécommunications

### Grands réseaux de voix et de données

Alcatel est l'un des acteurs majeurs sur le marché en forte croissance des solutions de télécommunications (voix, données, images, services) destinées aux entreprises. Leader en France, la Division Service et Distribution (3 000 personnes et 3,7 MdF de CA) comprend huit Directions qui couvrent l'ensemble du territoire. Nous souhaitons renforcer nos équipes techniques et de management dans le domaine des Services et recherchons des ingénieurs à fort potentiel :

#### PROJECT MANAGERS PARIS RP (RÉF. N1916) • RÉGIONS (RÉF. N1927)

Responsable ou Responsable des Opérations, vous prenez en charge l'organisation et le pilotage de projets complexes (réseaux voix / données / images, call centers). Vous assistez nos équipes commerciales dès l'élaboration de l'offre et devenez l'interlocuteur privilégié du Client. Vous gérez le projet dans sa globalité : planning, aspects financiers et contractuels, déploiement sur site, coordination de l'équipe de réalisation. Vous êtes le garant de la satisfaction du Client. Ingénieur de formation, vous avez une expérience similaire de 2 à 5 ans, de préférence dans le domaine des réseaux.

#### CONSULTANTS TÉLÉCOMS ET RÉSEAUX PARIS RP (RÉF. N1938) • RÉGIONS (RÉF. N1949)

Vous réalisez des missions d'audit et de conseil dans les domaines télécom, systèmes, réseaux et multimédia. Vous intervenez en avant-vente, assistez nos Clients dans l'expression de leurs besoins, collectez les informations de trafic et assurez la modélisation des flux. Vous améliorez l'efficacité des systèmes et/ou des environnements rencontrés en préconisant des solutions techniques pertinentes. Vous travaillez dans une optique de prospective sur les évolutions technologiques et sur la stratégie d'Alcatel. Ingénieur de formation, vous avez une expérience similaire d'au moins 2 ans et un bon sens de la communication.

#### CONCEPTEURS RÉSEAUX PARIS RP (RÉF. N1960) • RÉGIONS (RÉF. N1971)

Au sein de nos projets d'intégration, vous assurez la réalisation de prestations d'ingénierie qui complètent notre offre standard de solutions techniques. Vous concevez l'architecture des réseaux (plan de dressage, configuration, ...) et l'optimisez en vous appuyant sur les outils de simulation et de design les plus évolués. Vous prenez part à la réalisation du projet avec les équipes d'installation. Vous sollicitez, si nécessaire, l'intervention d'experts techniques. Ingénieur de formation, vous avez au moins 2 ans d'expérience dans la conception d'architectures de réseaux.

\* Chef de Projet

ALCATEL

TES  
QUALITATIF

Notre agence de communication recherche pour participer à un test de campagne : des ingénieurs système et information et des ingénieurs télécoms ayant une expérience professionnelle. Si cette offre vous intéresse, appelez le 01 53 34 28 44. Indemnisation prévue.

#### Mairie de Paris Direction des Affaires Scolaires

La Direction des Affaires Scolaires a reçu pour mission de câbler et de donner accès à Internet à l'ensemble des écoles élémentaires, collèges et lycées municipaux parisiens (300 établissements) pour septembre 2000.

Maitre d'ouvrage de ce projet, elle recherche pour renforcer la maîtrise d'œuvre un

#### Ingénieur - Organisateur

Responsable technique de la maîtrise d'œuvre, vous participerez à la rédaction des appels d'offres, l'exécution des marchés et aurez en charge l'expertise technique, le suivi et la logistique des prestations.

La mission orientera dans un second temps vers la conception, la mise en œuvre et la gestion de la téléphonie (voix, données, IP...) des mêmes établissements.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Bac +4/5), vous possédez une expérience de conduite de projets importants, et une connaissance des technologies de câblage et Internet. L'esprit ouvert, rigoureux et méthodique, apte au dialogue avec de nombreux partenaires, vous saurez vous impliquer dans ces domaines d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre et prétentions)

Mairie de Paris - DASCO  
Bureau des Technologies de l'Information  
et de la Communication  
3, rue de l'Arsenal - 75181 PARIS Cedex 04  
buc@maire-paris.fr

Mairie de Paris



## Carrières internationales

Société internationale d'assistance technique recherche pour ses chantiers de moyenne et longue durée en CHIMIE ET PÉTROLE :

#### DIRECTEURS DE CHANTIER

#### DIRECTEURS ADMINISTRATIFS

#### SUPERINTENDANTS OU CHEFS DE ZONE

#### SUPERVEISEURS :

- Génie Civil, • Charpentes Métalliques, • Levage, • Tuyauteries,
- Électricité, • Instrumentation, • Peinture, • Calorifuge.

Formation technique (Bac + 2), vous êtes bilingue français/anglais et justifiez d'une expérience dans la fonction (2 ans minimum requise). Vous êtes disponible sous 1 mois.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions, en précisant la réf. CS914014 sur l'enveloppe à CANISSESCO - B.P. 80 - 92105 Boulogne cedex qui transmettra.

Un bon choix se fait rarement seul.

SYNDICAT DU CONSEIL EN RECRUTEMENT

SYNTEC

Le label des annonces Syntec, c'est le talent de 144 cabinets conseil à vos côtés.

30, rue Fabert - 75007 PARIS  
www.syntec-recrutement.org

**Informatique - Réseaux Télécommunications** LE MONDE / MERCREDI 26 AVRIL

membre de **SYNTEC**

# Christian Dior

C O U T U R E

Pour accompagner le développement de  
notre Direction Informatique, nous recherchons un :

## Chef de Projet Junior International

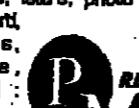
Rattaché au responsable des études, vous prendrez en charge l'ensemble des applications informatiques de notre réseau boutiques au niveau international (Europe, Asie, USA). Interlocuteur privilégié des filiales et support pour les échanges d'information, vous êtes responsable de la consolidation et de la fiabilité des données. A moyen terme, vous participerez à l'évolution technologique et fonctionnelle de notre base centrale.

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez acquis une expérience de 2 ans en tant que chef de projet junior ou analyste en environnement micro-informatique et plus spécifiquement avec **VISUAL BASIC, ACCESS, SQL Serveur**. Une expérience fonctionnelle de la gestion commerciale serait appréciée.

Vos capacités d'analyse, de conception, votre autonomie et votre sens du service vous permettront de réussir vos missions et vous ouvriront des perspectives au sein d'un groupe de dimension internationale.

Un excellent niveau d'anglais et une forte disponibilité géographique sont requis pour ce poste. Poste basé à Paris avec de nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre, photo et prétentions) s/té 117/CRU/MD à Catherine Brossard,  
PM Ressources Humaines,  
28 rue Anatole France,  
92300 Levallois-Perret. E-mail :  
pmrh@pmrh.com



**RESSOURCES  
HUMAINES**



# PRINTEMPS

recherche

## Responsable de Projet en Organisation

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre Direction de l'Organisation et de l'Assurance Qualité un Responsable de Projet.

En relation étroite avec nos directions opérationnelles, vous prendrez en charge l'optimisation et rationalisation des processus existants et l'amélioration de nos systèmes d'information (circuit marchandise).

De formation Ingénierie Génie Industriel ou Commerce, vous avez une première expérience dans un poste de 2 à 3 ans dans ce type de fonction acquise comme conseiller technique ou SSI dans une Direction Organisation et systèmes d'information dans une Grande Entreprise.

Vous possédez une bonne connaissance des systèmes d'information alliée à une bonne compréhension fonctionnelle des processus et maîtrisez parfaitement la gestion des projets d'organisation, l'expérience de la mise en œuvre de logiciel - type ERP, la connaissance de la supply chain et/ou de la fonction Achat/Vente dans la Grande Distribution seront un plus.

Votre sens relationnel, votre pugnacité et votre humilité sont des atouts majeurs pour réussir dans ce poste.

Nous attendons votre candidature, (lettre manuscrite, CV, photo et préventions) au Service Recrutement Cadres - PRINTEMPS, 102 rue de Provence, 75009 PARIS.

# POUR GAGNER QUELQUES DIXIÈMES DE SECONDES SUPPLÉMENTAIRES, LES CONSULTANTS ALTRAN N'HÉSITENT JAMAIS À PRENDRE DES ANNÉES D'AVANCE.

Leader européen du conseil en technologies, Altran s'engage pour trois ans aux côtés de l'écurie Prost Grand Prix, en qualité de partenaire technologique.

Altran apporte son expertise pour appuyer les défis technologiques auxquels l'écurie doit faire face. Des consultants européens du groupe Altran sont impliqués sur les projets de recherche et développement menés au sein de Prost Grand Prix.

Le partenariat unissant Altran à Prost Grand Prix se fonde sur la reconnaissance par les deux sociétés de valeurs et de modes de fonctionnement communs, autour des technologies de haut niveau, de la performance et de la place centrale de l'homme dans leurs activités.

Dans un environnement économique et technologique en évolution constante et très rapide, Altran accompagne ses clients en mettant à leur service son approche plurisectorielle et multimétiers des technologies innovantes. Il les aide à développer ou à maintenir l'avance technologique qui leur permet d'accroître leur compétitivité.

**Consultants en Télécom-Radiocom** ref. PGPLX-1302

**Consultants en Méthodes-Production** ref. PGPLX-1304

**Consultants en Systèmes Temps Réel** ref. PGPLX-1306

Exercer notre métier, c'est découvrir la richesse culturelle du groupe, évoluer et progresser en fonction de vos souhaits et des opportunités des 65 sociétés européennes d'Altran.

Si l'univers du conseil en technologies vous attire et si vous vous reconnaissiez dans les valeurs qui unissent Altran et Prost Grand Prix, merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à Jean-Michel Martin, 251 bd Pereire, 75017 Paris.

E-mail : martin@altran-group.com

Pour plus d'informations sur notre partenariat technologique ou sur le groupe, vous pouvez consulter notre site web : [www.altran-group.com](http://www.altran-group.com)

[www.altran-group.com](http://www.altran-group.com)

ADP CONSOLIDATE

هكذا من الأصل

هذا من الأصل

XII / LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

REPRODUCTION INTERDITE

## Achats - Logistique - Organisation

### Envie de Liberté...



**NOUVEAU SIÈGE EUROPÉEN BASE À LYON** - Le groupe SUNBEAM (18 milliards de Francs de CA), leader mondial et européen sur la plupart de ses métiers, conçoit, produit et commercialise des biens de consommation haut de gamme (camping plein air, sécurité domestique, etc.). Nos marques (COLEMAN, EASTPAK, CAMPINGAZ, FIRST ALERT) sont mondialement connues. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie européenne, SUNBEAM crée un siège social européen à Lyon (69) d'où sera piloté l'ensemble de la politique R&D, marketing, logistique, financière, informatique et juridique pour l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique (1,5 milliard de Francs de CA, 850 personnes). Afin de renforcer nos équipes, nous recherchons des professionnels expérimentés ayant une forte ouverture internationale. En nous rejoignant, vous intégrerez un environnement qui vous offrira des moyens importants, une forte responsabilisation et une dimension multiculturelle dynamique. Pour l'ensemble de ces postes, une pratique courante de l'anglais est nécessaire.

#### Directeur Supply Chain

Sous la responsabilité directe du Vice-Président Opérations, vous assurerez le management de l'équipe logistique centrale et locale. Vous aurez en charge la mise en place des processus de "supply chain", de stockage et de transport. A 35-40 ans, vous avez une formation technique ou commerciale complétée par une spécialisation en logistique. Vous avez de 5 à 10 ans d'expérience de la logistique sur le plan européen. Trilingue français, anglais, allemand, une bonne connaissance de EDP et de JD Edwards est un plus. Voiture de fonction. Réf. 1067LM/DL

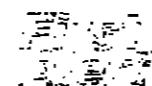
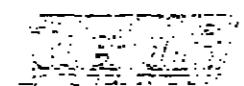
#### Directeur des Achats

Sous la responsabilité directe du Vice-Président Opérations, vous aurez pour mission de sélectionner les meilleurs fournisseurs et de négocier les meilleures conditions pour le niveau de qualité recherché. Vous travaillerez en étroite collaboration avec nos différentes équipes, et en particulier le marketing. A 35-40 ans, vous avez une formation d'ingénieur complétée par une spécialisation commerciale ou achat et au moins 5 ans d'expérience dans la négociation avec des fournisseurs internationaux. Votre pratique de l'anglais, du français et de l'allemand est courante. La connaissance de EDP est un plus. Voiture de fonction. Réf. 1068LM/SM

#### Responsable des Approvisionnements Internationaux

Sous la responsabilité du Directeur "Supply Chain", vous aurez en charge la gestion et le suivi des stocks centraux et locaux. Vous organiserez opérationnellement la "supply chain" (passation et suivi des ordres d'achat, organisation du transport, gestion des formalités de douane, etc.) et réaliserez le suivi financier de vos opérations. A 25-30 ans, vous avez une formation Bac+2 en logistique ou en commerce international. Vous avez 2 à 3 ans d'expérience d'une chaîne logistique sur le plan européen et pratiquez le français et l'anglais couramment. La connaissance de JD Edwards est un plus. Réf. 1069LM/RA

Pour rejoindre nos équipes, adressez votre candidature (lettre de motivation, CV & photo), en précisant impérativement la référence de votre choix sur l'enveloppe et la lettre et votre niveau de rémunération souhaité à PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly-sur-Seine cedex. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Lyon.



PA Consulting Group

#### Responsable du Planning et des Stocks

Sous la responsabilité du Directeur "Supply Chain", vous aurez pour mission de préparer et communiquer les plannings aux usines et aux fournisseurs. Vous gérerez les différents paramètres statistiques et définirez vos objectifs de stock. Vous travaillerez en étroite collaboration avec notre organisation commerciale et nos usines. A 30-35 ans, vous avez une formation Bac+2 en logistique et 3 à 5 ans d'expérience minimum dans la gestion des prévisions et des plannings de vente ou de production. La connaissance de JD Edwards et d'une troisième langue (allemand, espagnol) est un plus. Réf. 1070LM/RP

#### Analyste Prévisions des Ventes

Sous la responsabilité du Directeur "Supply Chain", vous aurez en charge la mise en place du processus de collecte des informations permettant la définition des prévisionnels pour les ventes et les usines. Vous jouerez un rôle d'intermédiaire essentiel entre notre organisation commerciale, nos usines et les fournisseurs. Vous travaillerez avec les équipes marketing et ventes sur l'assortiment et la prévention des risques potentiels. A 30-35 ans, vous avez une formation Bac+2/3 et 3 à 5 ans d'expérience dans la gestion des prévisions et des plannings de vente ou de production. La connaissance d'un logiciel de prévision est nécessaire, celle de JD Edwards un plus. Réf. 1071LM/AP

#### Responsable JD Edwards - Finance et Logistique

Vous serez impliqué dans le projet de mise en place de JD Edwards, et gérerez les modules financiers et logistiques. A terme, vous interviendrez sur nos projets JD Edwards à venir sur le plan européen. A 30-45 ans, vous avez une formation informatique supérieure et au moins 5 ans d'expérience dans la mise en place de modules financiers et logistiques de progiciels de gestion intégrés. Vous avez au moins une expérience significative de mise en place de JD Edwards. Bilingue français et anglais, la pratique d'une troisième langue européenne est un plus. Réf. 1074LM/JD

## Le monde de l'industrie et de la recherche

### Ingénierie Nucléaire

Vous aderez résoudre des problèmes complexes ? Vous allez être servi

Groupe industriel français d'envergure mondiale (27 000 personnes, 23 milliards de chiffre d'affaires), nous sommes présents dans les secteurs de l'énergie et de la connectique.

Nous renforçons nos équipes spécialisées dans l'ingénierie nucléaire, dont les compétences vont de la conception et de la mise en service des réacteurs aux services après-vente d'exploitation et de maintenance, en passant par la conception et la fabrication de composantes nucléaires. Vous avez du caractère ?

Debutant ou possédant déjà une première expérience, vous êtes doté(e) d'une grande équipe d'ingénieurs et avez accès des compétences dans l'un des domaines suivants : Mécanique des solides, Numismatique, Mécanique des fluides, Physique, Mécanique du Génie atomique. Vous aimez travailler en équipe et être en contact avec les clients. Vos bonnes capacités d'adaptation et votre maîtrise de l'anglais seront vos atouts pour mener à bien votre mission. Pour ces postes basés à Paris Le Défense, merci d'adresser votre candidature (lettre et cv sous référence N° 99 à : FRAMATOME Tour FRAMATOME, Département Ressources Humaines - ASCH-1 place de la Coupole, 92034 Paris La Défense).

Site : [www.framatome.com](http://www.framatome.com)



1.000 postes à pourvoir pour accompagner sa croissance internationale

BOIS CORPORE

#### BRETAGNE



#### ZOOPOLE

développement

Cette association loi 1901 située à Saint-Brieuc - Ploufragan Côtes-d'Armor est un Centre d'Innovation Technologique composé de plusieurs centres de profit qui assure également l'animation économique d'un Technopôle spécialisé dans la santé humaine et animale.

Elle recherche son

#### DIRECTEUR (H/F)

Mission : Placé sous l'autorité du Président de l'Association, il sera chargé de :

- Prospective en France voire en Europe des entreprises susceptibles d'implanter sur le Technopôle.
- Gérer l'association. Participer à la définition de la politique de développement de l'association et mettre en œuvre les plans d'action qui en découlent.
- Représenter l'association et l'ensemble des établissements du Technopôle dans les réseaux locaux, régionaux et nationaux de l'innovation et du développement économique.
- Animer des réunions et des groupes de travail sur le Technopôle.

Pour les aspects techniques, il pourra s'appuyer sur les compétences des universitaires, vétérinaires, ingénieurs, pharmaciens, chercheurs et techniciens présents sur le site.

Profil : Nous souhaitons confier cette mission à un candidat de formation supérieure ayant acquis une réelle compétence en stratégie, management ou marketing et fort d'une expérience significative réussie en développement économique. Des connaissances de type scientifique seraient appréciées.

Reponse assurée par notre Conseil aux candidats remplissant strictement ces conditions et dont le dossier comprend la présente, CV détaillé, photo et présentation sous Réf. P9.04.07.D./LM.

Alain KERVADEC - B.P. 423 - 5, place de la Liberté 22004 SAINT-BRIEUC Cédex 1 - Tél. 02.96.33.23.88

DISCRETION ASSURÉE

## Le monde de l'industrie et de la recherche

### Généraliste des télécoms : rejoignez le leader

Créée il y a plus de 100 ans, notre entreprise, dont le siège est situé en Finlande, est aujourd'hui l'un des plus grands spécialistes des télécommunications à travers le monde. Nous sommes particulièrement reconnus dans le domaine des systèmes réseaux numériques. Nous recherchons un :

### Responsable Infrastructure

Vous possédez une solide expérience du management de projets dans le domaine de la construction - acier, électricité ou énergie. Vous souhaitez travailler à la pointe de la technique et continuer à vous perfectionner. Saisissez votre chance !

Vous êtes responsable de la construction d'un site dans le domaine des télécommunications. À ce titre, vous avez pour missions la planification et l'organisation du projet, le contrôle des coûts et de la qualité, la mise en place et l'encadrement des équipes (personnel interne et sous-traitants). Vous prenez également en charge les procédures légales.

De formation Ingénieur ou équivalent, vous avez le sens du service client. Votre talent d'organisateur et vos qualités de management sont essentiels pour réussir à ce poste. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

#### Et travaillez à la pointe de la technologie !

Nous vous offrons une rémunération attractive et des perspectives professionnelles importantes au sein d'une entreprise internationale.

Nous nous développons aujourd'hui en France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie et Turquie.

Pour plus d'informations, appelez nos consultants au 49 (0) 6173-940 556 du lundi au vendredi ou adressez votre candidature en anglais ou allemand sous la référence 9-164 à :

Eckstein Personnel Consulting GmbH - P.O. Box 5467 - D-65748 Eschborn - Germany.

E-Mail : muuikonen@Eckstein-P-Consulting.de

MATRA DATAVISION participe à l'ensemble des entreprises industrielles pour les solutions produits process d'ingénierie assistée par ordinateur.

Pour répondre aux besoins croissants des entreprises qui souhaitent renforcer leur compétitivité industrielle grâce à l'amélioration de leur solution produits-process en conception et fabrication, MATRA DATAVISION offre une gamme complète de services : audit, consulting, support, formation, assistance, déploiement, re-engineering de process...

De plus, dynamisé par sa coopération avec DASSAULT SYSTÈMES et IBM, dont il est le seul Business Partner International en IAO, MATRA DATAVISION commercialise et déploie la gamme des solutions CATIA (CFAO), Envia (GDT) et Denes (PAO), en sus de ses propres gammes Euclid, Design Manager (GDT) et Cas.Cade (applications spécifiques).

Déjà fort de ses 650 salariés présents en Europe et Amérique du Nord, MATRA DATAVISION, filiale de MATRA HAUTES TECHNOLOGIES et bientôt d'AEROSPATIALE-MATRA, poursuit ses investissements.

Pour faire face à la croissance de ses activités, MATRA DATAVISION recherche des :

### GESTIONNAIRES / CHEFS DE PROJET

Vous êtes chargé d'établir et de négocier les offres de services autour de nos produits et nos solutions. Une fois la commande prise, vous réalisez les affaires en respectant vos objectifs de qualité, coût et délais.

Vous possédez une solide expérience du monde du service en milieu industriel et une bonne connaissance des technologies de pointe.

### INGÉNIEURS SUPPORT MÉTIERS

Après une première expérience dans un bureau d'études et/ou bureau de méthodes, vous maîtrisez le processus de conception et fabrication des métiers de l'Automobile et/ou de l'aéronautique.

Vous avez travaillé sur des logiciels de CFAO (CATIA, Euclid), ou des logiciels process (Robcad, Igrip), ou encore de simulation de flux (Witness, Arena, Simple +, Quest, ...), et êtes motivé par des missions de service à forte valeur ajoutée.

### INGÉNIEURS SUPPORT ASSISTANCE

Vous maîtrisez un logiciel GDT du marché ainsi que les techniques courantes de bases de données et vous possédez une connaissance des enjeux de la gestion de données techniques.

Autonomie, sens du relationnel allié à un réel souci de réponse aux attentes clients, sont les qualités requises pour réussir à ce poste.

Pour tous ces postes, la maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

**MATRA**  
DATAVISION

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et préférences) en précisant le poste choisi à notre Direction des Ressources Humaines,  
MATRA DATAVISION  
31, avenue de la Baltique - Z.I. de Courtabœuf - 91954 Les Ulis Cedex.

OUVRIRONS LA VOIE AU TALENT

**SANESCO**

Cabinet de conseil et d'études spécialisé dans le secteur de la santé recherche un

### Directeur d'études

Ce poste implique :

- des connaissances approfondies dans le domaine de l'économie et des politiques de santé,
- une expérience de plus de 3 ans dans le conseil en tant que Chef de projet.

Une expertise dans la conduite du changement serait un plus.

Formation : niveau 3<sup>e</sup> cycle ou Grande Ecole.

Age : 35/40 ans environ.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à SANESCO

Yves GUEU - 47/49, avenue Edouard Vaillant  
92512 Boulogne-Billancourt Cedex

**CEGELEC SUD-OUEST TOULOUSE** Filiale d'ALSTOM, recrute

pour son activité Courants faibles

### ingénieur chargé d'affaires

De formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs (SUPELEC, ARTS & METIERS), 2 à 3 ans d'expérience, vous aurez en charge le développement de l'activité courants faibles réseaux et télécommunications.

pour son activité Ingénierie Électrique (Courants forts et courants faibles)

### ingénieur chargé d'affaires

De formation Ingénieur, vous justifiez de 2 à 3 ans d'expérience réussie dans le domaine.

Pour ces deux postes, vous aurez à superviser l'organisation du chantier, le chiffrage, le suivi, l'animation des équipes bureau d'études et chantier et la recherche de techniques innovantes.

Rigoureux, autonome, avec le goût du contact terrain, bonnes connaissances de l'anglais technique.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et préférences en précisant l'activité choisie à CEGELEC - SUD-OUEST

Mme CROZADE - 11 Impasse des Arènes - 31082 TOULOUSE Cedex 1.

POUR DONNER UN NOUVEL ÉLAN À VOTRE CARRIÈRE, LISEZ LE MODE D'EMPLOI

**Le Monde**

Ouvrez Le Monde, le monde de l'emploi s'ouvre à vous

**Le Monde**

Consultants, financiers, juristes, spécialistes de la communication et du marketing, recruteurs, ressources humaines... les offres d'emploi qui vous concernent sont dans votre supplément du lundi, daté mercredi.

Spécialistes des hautes technologies, de l'information, de la communication et de la recherche, les offres d'emploi qui vous concernent sont dans votre supplément du mardi, daté mercredi.

## INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

### Ingénieurs et informaticiens

**LES ULIS** ESSONNE 27 000 habitants recrute

### ANALYSTE SERVICE INFORMATIQUE

(grade de technicien territorial)

#### ► VOS MISSIONS :

Rattaché au responsable du Service Informatique, vous gérez les projets de la phase de détermination des besoins à l'exploitation quotidienne.

Après avoir étudié le cahier des charges, vous effectuez l'analyse technique des offres.

Pilote technique du projet, vous coordonnez les interventions internes et externes tout en assurant le paramétrage, l'intégration et le suivi de l'application ainsi que l'assistance aux utilisateurs.

Outre la gestion des demandes, vous aurez également en charge les développements complémentaires.

VOTRE PREMIÈRE MISSION CONSISTERA À POURSUIVER LA MISE EN ŒUVRE DE L'INFORMATISATION DE LA MÉDIATHÈQUE.

Les horaires de travail sont liés à ceux de la Médiathèque.

#### ► VOS COMPÉTENCES :

Vous connaissez l'environnement technologique des serveurs Escala AIX, NOVELL et WINDOWS NT.

Votre sens des contacts vous permettra d'entretenir des relations avec les correspondants informatiques et les utilisateurs de l'ensemble des services.

Rémunération statutaire + régime indemnitaire + primes de fin d'année et d'intérêsement.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo à :

Monsieur le Sénateur-Maire

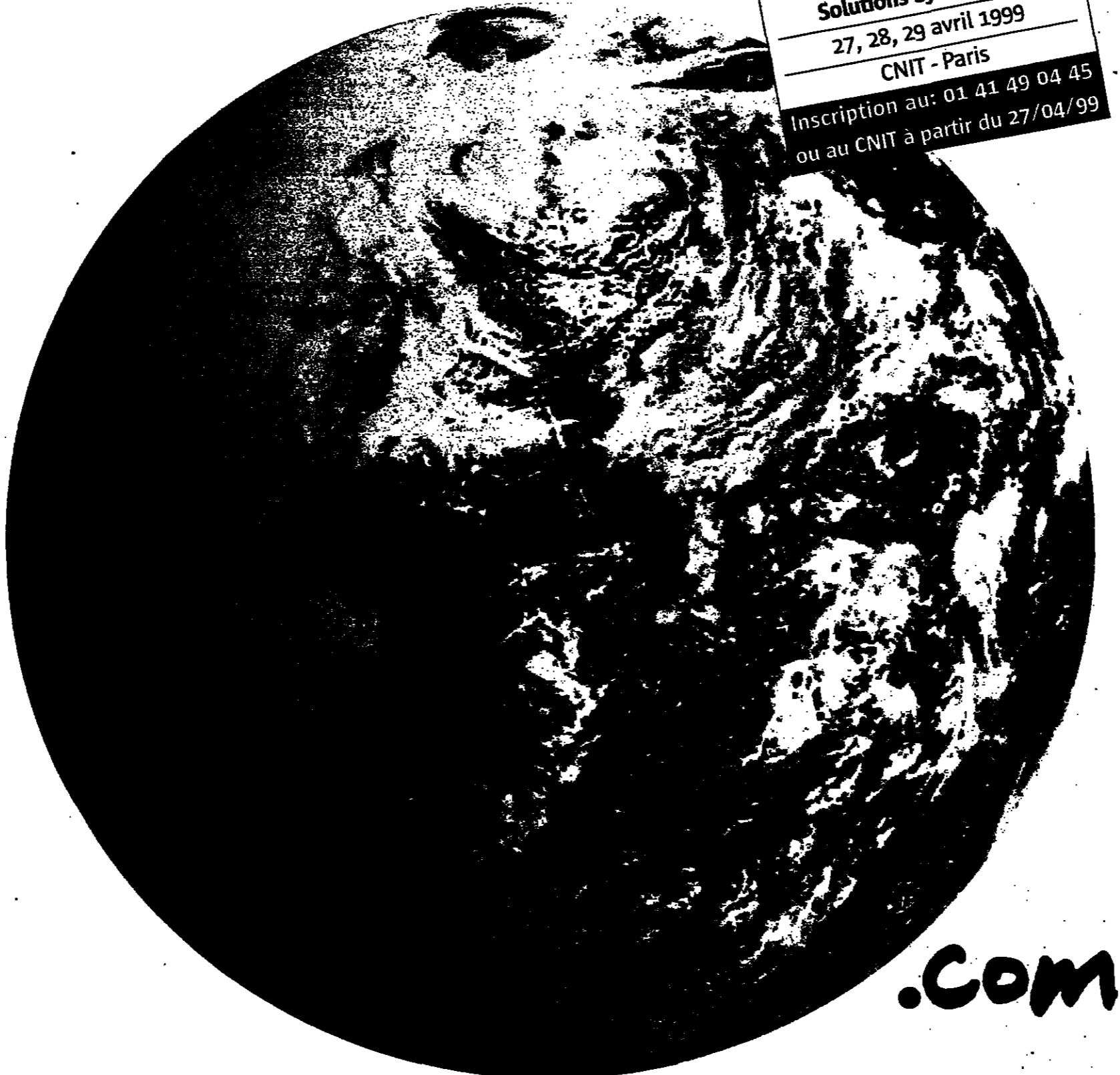
B.P. 43 - Rue du Marvan

91942 LES ULIS Cedex

Mieux vivre notre ville

لـ 150

هذا من الأصل



.com

Aujourd'hui,

tout le monde est plus ou moins familier des .com  
qu'on voit fleurir un peu partout. Mais qui est le point de .com ?

Nous sommes le point de .com. Sun Microsystems a inventé un langage -Java-  
qui permet à Internet de tourner en toute liberté, partout et pour chacun. Grâce aux  
autres inventions de Sun Microsystems, l'usage du Net est en train de s'étendre à la Terre entière,  
créant un nouveau monde d'interactions. Avec SPARC, Solaris, Java et Jini à leurs côtés, des milliers de  
sociétés, certaines vieilles de 50 ans et d'autres de quelques heures, sont en train de marquer  
des .com dans le monde du business, se réinventant chaque jour grâce à nous. Que  
pouvons-nous mettre au .com pour vous ? [www.sun.fr](http://www.sun.fr) THE NETWORK IS THE COMPUTER.™

 **Sun**  
microsystems